

# BOLETÍN

DE LA

## REAL ACADEMIA DE BUENAS LETRAS DE BARCELONA

---

Año académico ccxviii

Volumen xix, 1946

---

### Les activités politiques et économiques des Catalans en Tunisie et en Algérie Orientale de 1262 à 1377

#### NOTE PRÉLIMINAIRE

«Con ningún principado berberisco tuvo la Corona de Aragón relaciones tan fuertes e intensas como con el de Túnez: la proximidad del mismo a Sicilia y a las Baleares, los intentos de los Hafsíes de ayudar a los Moros Valencianos, la expansión mercantil de Barcelona y Valencia fueron creando vínculos entre la Corona de Aragón y Túnez.»

ANDRÉS GIMÉNEZ SOLER

(«Anuari de l'Institut d'Estudis Catalans», 1909-10, p. 210)

*Il existe déjà une littérature très abondante sur la politique africaine de l'Espagne en général et tout particulièrement sur celle qu'eut au Moyen-Age la Couronne d'Aragon. Parmi les Espagnols depuis Capmany jusqu'à Don Tomás García Figueras, parmi les Français depuis Mas-Latrie jusqu'à M. Robert Brunschwig, nombreux sont les historiens qui se sont penchés sur cette question. De très nombreux textes ont déjà été publiés; il semble que tous les documents essentiels soient connus et que les principales conclusions possibles en aient déjà été tirées. Pourtant, l'étude minutieuse des livres et des articles consacrés à ce sujet, l'examen systématique des textes d'archives publiés, des récits des chroniqueurs, des commentaires et des interprétations, permettent de prétendre que les historiens ont encore un travail de synthèse à faire.*

*En effet, les études publiées jusqu'à ce jour sont, soit des ouvrages d'ensemble écrits du point de vue de l'histoire politique internationale ou africaine, soit des études de détail — généralement excellentes — sur les divers aspects du commerce catalan ou sur les expéditions militaires des Rois d'Aragon, soit des ouvrages de vulgarisation sur les rapports de l'Espagne et de l'Afrique\*. Dans cette riche série de travaux, il n'y a pas d'étude d'ensemble de la politique africaine de la Confédération catalano-aragonaise aux XIIIème et XIVème siècles.*

*C'est cette lacune que nous tentons de combler au moins partiellement. Nous nous excusons des imperfections et des lacunes de notre travail: nous avons, par exemple, adopté pour les noms arabes des orthographes que les spécialistes pourront critiquer, mais qui correspondent à celles que l'on trouve dans les ouvrages généraux les plus courants; par ailleurs, nos calculs et nos interprétations sur les monnaies et sur les prix sont fragiles; et sans doute peut-on trouver à redire sur d'autres points encore de notre texte. Mais des circonstances étrangères à notre volonté nous ont empêché de consacrer à nos recherches et à la rédaction de cette étude tout le temps auxquelles elles avaient droit. Si nous nous sommes pourtant décidés à livrer au public notre travail, c'est dans l'espoir que notre mise au point, même si elle est provisoire et incomplète, pourra être de quelque utilité à ceux qui aborderont après nous ce sujet.*

*Notre reconnaissance va à tous ceux qui nous ont aidés ou encouragés dans nos travaux; nous l'exprimons particulièrement au Général L. Faraudo de Saint-Germain; à Don J. E. Martínez Ferrando, Directeur des Archives de la Couronne d'Aragon; à Don Felipe Mateu y Llopis, Directeur de la Bibliothèque Centrale, et à Don Martín de Riquer, Professeur à la Faculté des Lettres, tous quatre membres de l'illustre Académie qui a bien voulu accueillir favorablement notre étude et en décider la publication.*

*Barcelone, décembre 1943 - novembre 1946.*

\* La liste de ces trois séries d'études se trouve dans la section III de notre Bibliographie, p. 96.

## CHAPITRE PREMIER

### LA PUISSANCE HAFSIDE

La grande et retentissante bataille de Las Navas de Tolosa de 1212 marqua le début de l'effondrement de l'Empire Almohade, effondrement beaucoup plus important encore que ne l'avait été celui du Khalifat Omeyyade de Cordoue deux siècles auparavant. En effet, l'Empire des Khalifes Almohades avait eu une plus grande extension que celui des Khalifes de Cordoue: par lui, l'unité de l'occident musulman avait été rétablie depuis les rives du Tage et de l'Ebre jusqu'à la Tripolitaine. Le vide laissé par son effondrement progressif mais rapide fut donc *considérable*.

Par ailleurs, *ce vide ne fut pas comblé*: l'occident musulman ne connut plus jamais l'unité politique après le début du XIII<sup>ème</sup> siècle. Ce fait capital, résultat de la poussée victorieuse des Rois espagnols unis à Las Navas de Tolosa, facilita largement, par la suite, les progrès de la *Reconquista* finale et en même temps l'expansion impériale des Catalans dans la Méditerranée.

Il y eut pourtant une tentative musulmane pour refaire l'unité almohade, voire même *l'unité de tout l'Islam*. Si elle avait été couronnée de succès, quels changements n'auraient-ils pas été apportés à l'histoire de l'Espagne et à celle de la Méditerranée! Ce fut la tentative de la dynastie hafside.

\* \* \*

En 1222, dix ans par conséquent après la bataille de Las Navas de Tolosa, mourut l'un des meilleurs et des plus fidèles lieutenants des Khalifes Almohades, le vieil Abou-Mohamed Abou-Hafs, qui gouvernait, de Kairouan, l'extrémité orientale de l'empire en décomposition, c'est-à-dire la province que l'on appelait encore de son vieux nom romain Africa: Ifrikiya.

Abou-Mohamed Abou-Hafs appartenait à l'une des premières familles berbères almohades et était apparenté à la dynastie Khalifale par les femmes. Sa mort marqua une étape de la dislocation impériale. Son fils aîné et successeur, au lieu de rester un gouverneur discipliné et fidèle du Khalife Almohade, se proclama roi d'Ifrikiya: ce fut Abou-Mohamed I<sup>er</sup>, premier souverain hafside indépendant. Mais le parti *unitaire* avait encore des forces; un prince habile, ambitieux et intelligent, ancien gouverneur de Séville, propre frère puiné du roi Abou-Mohamed I<sup>er</sup>, Abou-Zakariya suc-

prendre la tête de ce parti fidèle aux Almohades. En 1229, au nom du Khalife, il battit et renversa son frère et devint gouverneur de l'Ifrikiya. Très vite, sa personnalité s'affirma: il était, par principe, *unitaire*, tout en comprenant l'épuisement et l'irréversible décadence de la dynastie almohade. Cette double pensée inspira toute sa politique et l'explique:

L'Espagne musulmane, le Maroc et l'Algérie étant en train de rejeter définitivement l'autorité almohade et de se diviser en royaumes indépendants. Abou-Zakariya, après sept années de gouvernement, se proclama de son côté souverain indépendant en 1236. Son royaume d'Ifrikiya s'étendait sur les anciennes provinces romaines d'*Africa* et de Numidie (Proconsulaire et *Africa Nova*), c'est-à-dire sur la Tunisie, la Tripolitaine et la province algérienne de Constantine d'aujourd'hui et même au delà, dans l'ancienne Maurétanie Césarienne, jusqu'aux confins des montagnes de Kabylie et de la plaine de la Mitidja. Dès 1234, Abou-Zakariya annexe Alger à son futur royaume; cette ville resta la position occidentale avancée des Hafsides jusqu'en 1307<sup>1</sup>.

Au centre de ce grand royaume qui allait d'Alger au delà de Tripoli, s'élevait Tunis, choisie comme capitale par Abou-Zakariya en remplacement de Kairouan. C'est alors que cette ville de Tunis entra avec éclat dans l'histoire et substitua son propre nom à celui si vénérable d'Ifrikiya.

Il y a toute une brillante histoire hafside de la Tunisie à partir de ce règne d'Abou-Zakariya I<sup>er</sup> (1229-1236-1249), tout un développement économique et intellectuel du pays. Des Musulmans d'Espagne fuyant la *Reconquista* jouèrent un rôle capital dans cet essor, en arrivant avec des procédés ibériques. Selon un témoignage arabe contemporain, Abou-Zakariya I<sup>er</sup> construisit des monuments, bâtit des palais et des bains, planta des jardins et des vignobles, «*le tout à la manière d'Andalousie*». «*Tous les architectes*» de cet ancien gouverneur de Séville étaient «*natifs d'Andalousie, de même que ses maçons, charpentiers, briquetiers, peintres et jardiniers*»; «*les plans des édifices construits sur les ordres du roi étaient tracés par des Andalous, voire copiés sur des monuments mêmes de leur pays*». C'est aussi alors qu'arriva d'Espagne la famille qui fut illustrée au siècle suivant par le grand historien arabe Ibn-Khaldoun. L'impulsion intellectuelle fut donnée par le souverain lui-même: il appela à sa cour des savants d'Andalousie; en mourant en 1249 à Tunis, il laissa une bibliothèque de 36.000 volumes. Ainsi, sur les ruines du Khalifat Almohade en train d'agoniser, un prince cultivé et bon politique sauvegardait un grand et solide bastion africain où il tentait d'acclimater et de perpétuer la civilisation musulmane d'Espagne. C'est sur le côté impérial et méditerranéen de cette grande politique d'Abou-Zakariya I<sup>er</sup> que nous voulons insister ici.

Le vieil et fidèle lieutenant des Almohades, Abou-Mohamed Abou-Hafs, puis son fils le roi Abou-Mohamed I<sup>er</sup> avaient dirigé leur état, de

1. A part une interruption de 1255 à 1277, années pendant lesquelles la future capitale de l'Algérie fut une petite république indépendante.

Kairouan, la ville sainte qui se dresse au milieu des steppes ifrikiyennes. Le transfert de la capitale sur les rives du lac de Tunis est déjà en lui-même un fait très significatif: ce fut après avoir organisé comme base de départ la ville tunisienne de Sousse<sup>2</sup> que les Emirs Aghlabites de Kairouan se lancèrent au IX<sup>e</sup> siècle à la conquête de la Sicile; ce fut après avoir fondé le port de Mahdia à une cinquantaine de kilomètres au sud de Sousse que les Khalifes Fatimides partirent au X<sup>e</sup> siècle à la conquête de l'Egypte.

Tout en s'installant auprès de la Méditerranée, dans un site regardant autant vers l'Occident que vers l'Orient, Abou-Zakariya I<sup>er</sup> s'empressa de faciliter avec intelligence et tolérance les relations commerciales de son état avec les villes marchandes de la Méditerranée, notamment Gênes, Pise et Venise, dont les vaisseaux fréquentaient depuis longtemps déjà les côtes africaines. Cette attitude du grand souverain hafside atteste sa volonté de faciliter l'enrichissement de son pays, donc d'augmenter sa force. Loin d'être un roi barbare vivant en vase clos en ne songeant qu'à faire de fructueuses razzias et à améliorer ses frontières africaines, Abou-Zakariya I<sup>er</sup> semble bien avoir eu la volonté de participer avec activité et éclat à la vie méditerranéenne; il s'efforça en particulier d'avoir de bonnes relations avec l'Empereur Frédéric II, qui, par sa chère Sicile, était tout enclin à avoir des sympathies musulmanes.

Quels rêves hantèrent cet Abou-Zakariya que l'on devine avoir été un personnage constamment ambitieux et prudent à la fois? Il fut modeste dans la mesure où il continua à payer à l'Empereur roi de Sicile un tribut que les souverains normands de l'île avaient jadis imposé aux rois zirides d'Ifrikiya. Mais n'était-ce pas surtout parce qu'il tenait au commerce italo-tunisien et à de bons rapports avec le puissant Hohenstaufen? Il eut, en effet, incontestablement, la volonté de restaurer à son profit l'unité almohade. Dès 1241, il avait réussi à imposer sa suzeraineté au delà d'Alger sur le royaume des Zeyanides de Tlemcen, qui s'étendait depuis l'état hafside jusqu'à la Moulouya, c'est-à-dire jusqu'à la frontière orientale du royaume marocain des Mérinides. Il réussit aussi à faire reconnaître cette suzeraineté de sa couronne par deux villes au moins de la côte marocaine, Ceuta et Tanger, et à la veille des grandes victoires de *Fernando III* et de *Jaime I, par les rois arabes d'Andalousie et du Levant, notamment ceux de Séville, de Valence et de Murcie. Certes, il eut la déception de voir Castillans et Aragonais prendre ces villes, sans qu'il puisse les sauver: les douze galères et les six *zabras* qu'il envoya à Valence pendant le siège de la ville furent battues et coulées par les navires catalans<sup>3</sup>. Mais la puissance hafside était encore à peine naissante; aussi Abou-Zakariya I<sup>er</sup> put-il emporter dans la tombe l'espoir que son œuvre était une préface; il avait jeté les fondements d'un grand état et laissait à ses successeurs le soin de continuer*

2. L'ancienne Hadrumète des Romains.

3. Cf. Bofarull, *Historia de Catalunya*, t. III, p. 211.

et de compléter son œuvre en refaisant flotter victorieusement l'étendard du Prophète sur les eaux et sur les côtes de la Méditerranée.

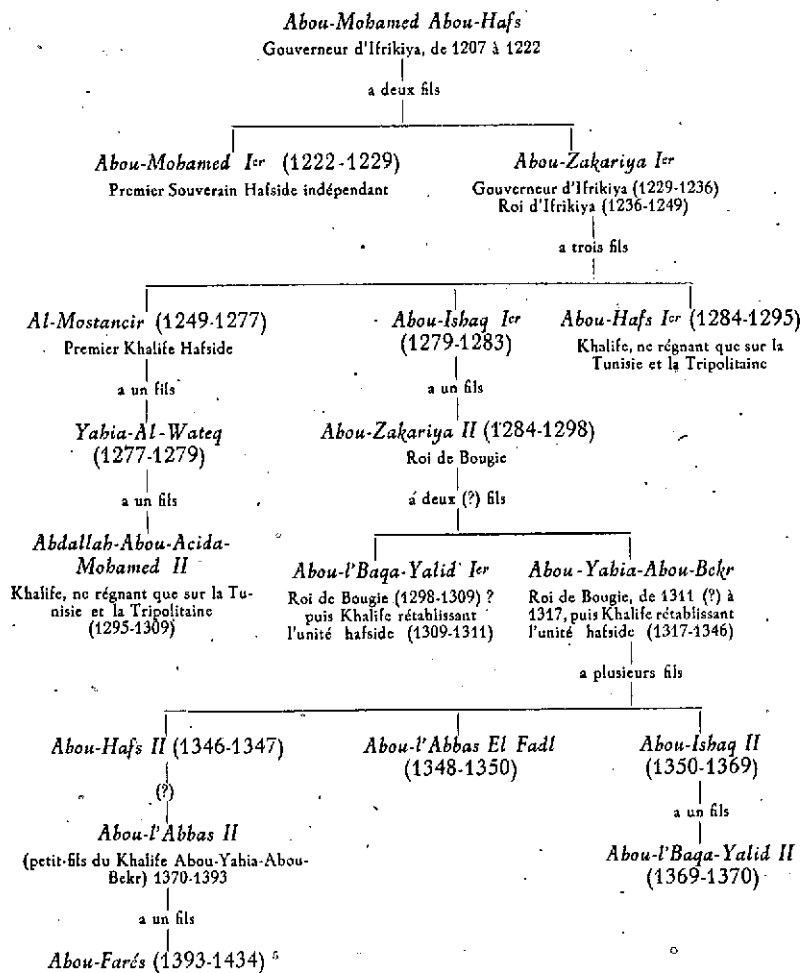
\* \* \*

De fait, le fils aîné et successeur immédiat d'Abou-Zakariya, Al-Mostancir (1249-1277), fit encore plus et mieux que lui: IL PRIT LE TITRE DE KHALIFE, c'est-à-dire le titre impérial et religieux suprême de l'Islam, celui de *Commandeur des Croyants*, celui qu'avaient jadis porté les successeurs du Prophète Mohamed, les Omeyyades et les Abbassides, les Fatimides, les Almoravides et les Almohades. Al-Mostancir put prendre ce titre prestigieux à la faveur de deux événements: sous son règne furent battus et tués par les Mérinides, dans les montagnes de l'Atlas marocain, les derniers prétendants almohades et il était normal que la vieille famille almohade des Hafside relevât le titre Khalifal au nom même de cette *légitimité almohade*, dont le grand-père d'Al-Mostancir avait été un champion et que son père avait su lui-aussi utiliser comme un tremplin. Ce fut aussi alors que disparut le vieux Khalifat Abbasside de Bagdad, qui datait de 750 et dont les Turcs, devenus les maîtres, avaient rétabli l'autorité jusque sur la Cyrénaïque depuis le XII<sup>ème</sup> siècle: à la suite de la prise de Bagdad par les Mongols en 1258, le Cheik de La Mecque, désigna le Hafside comme héritier et successeur du Khalifat. A partir de cette date, on fit donc la prière dans les Lieux Saints Musulmans d'Arabie et dans tout l'Orient, aussi bien qu'en Tunisie et en Algérie, au nom du Khalife Hafside! Événement considérable! Au centre de la Méditerranée, la Couronne de Tunis parut sur le point de refaire l'unité musulmane, disparue depuis le milieu du VIII<sup>ème</sup> siècle.

Désormais, les Hafside ne cessèrent de porter ce titre prestigieux de *Commandeur des Croyants* par lequel ils se prétendaient héritiers à la fois des Khalifes Almohades d'Occident et des Khalifes Abbassides d'Orient. Lorsque les Turcs reprirent, dès les environs de 1260, l'offensive contre les Mongols et restaurèrent le Khalifat Abbasside au profit de princes plus ou moins authentiques de la vieille famille, les Hafside ne se dépouillèrent pas de leur titre. Certes, entre leurs prétentions et la réalité de leur puissance, il y eut un immense fossé: souvent ces *Empereurs de l'Islam* ne furent même pas les maîtres incontestés de toute la seule Tunisie actuelle. Toutefois, par à-coups, leur force redevint altière et menaçante: dans la première moitié du XV<sup>ème</sup> siècle, ils réimposèrent leur suzeraineté à la monarchie zeyanide d'Algérie qu'avait éphémèrement vassalisée deux siècles auparavant le grand Abou-Zakariya I<sup>er</sup>, et cette fois ils la firent même reconnaître par les rois mérinides du Maroc, donc jusqu'à l'Atlantique<sup>4</sup>.

4. Sur l'organisation intérieure et juridique de l'état hafside, le savant historien Gaudefroy-Demombynes a donné un bon résumé dans *l'Encyclopédie Maritime et Coloniale*, Tunisie-Paris, 1942, pp. 50 sq.

Voici quels furent les principaux souverains hafsides jusqu'à au début du XV<sup>ème</sup> siècle, les dates de leurs règnes et leurs liens de parenté; les inconnues que laisse subsister l'état de notre documentation sont matérialisées par des pointillés et ne nous ont pas permis d'établir une généalogie parfaite; nous nous en excusons.



5. Le tableau généalogique des Hafsides qui se trouve dans le tome I<sup>er</sup> du Manuel d'Histoire et Généalogie de A. Stokvis (Leyde, 1888) n'est que partiellement exact, et les noms des souverains y sont souvent déformés ou faussés. Pour avoir une connaissance précise de la dynastie hafside, il faut se reporter au volume de R. Brunschvig, *La Berbérie Orientale sous les Hafsides, des origines à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle*; Paris, 1940.

Les quatorze princes hafside descendants d'Abou-Zakariya I<sup>er</sup> qui figurent sur ce tableau généalogique simplifié ne se succédèrent pas toujours normalement. Loin de là ! Il y eut maintes fois des révoltes arabes, des conspirations de palais et des drames à l'intérieur de la famille khâlifale, outre les troubles entraînés par diverses victoires zeyanides ou mérinides plus ou moins momentanées.

Les principales de ces crises traversées par l'état hafside au XIII<sup>ème</sup> et au XIV<sup>ème</sup> siècles sont les suivantes :

LES TROUBLES RÉVOLUTIONNAIRES DE 1279-1284. — En 1279, le Khalife Yahia-Al-Wateq-Al-Makène, fils du grand Al-Mostancir, fut détrôné par son oncle Abou-Ishaq, qui, quatre ans plus tard, fut détrôné à son tour par un aventurier de basse extraction, Ibn-Abou-Omara. Cet usurpateur fut lui-même renversé et tué dès 1284 par le Hafside Abou-Hafs, frère des Khalifes Al-Mostancir et Abou-Ishaq. Mais un fils d'Abou-Ishaq, Abou-Zakariya II établit alors à son profit un royaume indépendant correspondant à la moitié occidentale des états hafside : le royaume de Bougie.

Après cette première époque confuse de cinq ans, le calme revint et dura un quart de siècle. Plus même : au début du XIV<sup>ème</sup> siècle, la plus haute personnalité religieuse du double royaume (Tunis-Bougie), celle qui remplissait les fonctions de *Cheik des Almohades*, fit passer un accord entre le Khalife Mohamed II (Abdallah-Abou-Acida-ben-Al-Wateq) et son cousin le sultan de Bougie, Abou-l'Baqa-Yalid, accord aux termes duquel le dernier survivant des deux princes rétablirait à son profit l'unité hafside. C'est ce qui se passa en 1309. Mais ce ne fut pas pour longtemps.

LES TROUBLES RÉVOLUTIONNAIRES DE 1311-1317. — Dès 1311, surgit à Tunis un nouveau Khalife usurpateur, vicel et habile prétendant se faisant passer — à tort très probablement — pour petit-fils d'Al-Mostancir : Abou-Yahia-Zakariya-Al-Lihyani. Cet Al-Lihyani exploita sans doute les germes d'hostilité tunisienne contre la branche bougieote de la dynastie ; il réussit ainsi un coup qu'il méditait depuis longtemps, tua Abou-l'Baqa et le remplaça. Mais un fils d'Abou-Zakariya II, Abou-Yahia-Abou-Bekr, très forte personnalité comparable à celle du grand Abou-Zakariya I<sup>er</sup>, son arrière-grand-père, se maintint Roi de Bougie malgré l'usurpateur Al-Lihyani. Bien que pris à revers par les Zeyanides, qui, déjà maîtres d'Alger depuis peu, poussèrent alors jusqu'au delà de Dellys, l'énergique Abou-Bekr après une longue et difficile guerre, entrecoupée de trêves et même de réconciliations, finit par chasser de Tunis Al-Lihyani en 1317. L'usurpateur en fuite vers Gabès abdiqua en faveur de son fils Abou-Derba, qui devint un prétendu Khalife mais fut vite complètement battu à son tour. C'est ainsi que le grand Abou-Bekr rétablit l'ordre et l'unité dans toute la monarchie Hafside, après une crise de six ans. Après quoi il jouit d'une vingtaine d'années de règne prospère, mais la dernière période de sa vie



fut à nouveau assombrie par de graves difficultés, venant de l'extérieur cette fois.

LES INVASIONS MÉRINIDES (1346-1366). — A la faveur de la révolte d'Al-Lihyani, les rois Zeyanides de Tlemcen (anciens vassaux d'Abou-Zakariya I<sup>er</sup>) s'étaient enhardis et avaient commencé à grignoter le royaume de Bougie. Après la victoire d'Abou-Bekr sur l'usurpateur, ils restèrent menaçants<sup>6</sup>. Aux alentours de 1340, le Khalife fut aux prises avec des révoltes de montagnards appuyés par les Zeyanides et fut même ainsi obligé par quatre fois à s'enfuir de sa capitale! Néanmoins, cet indomptable souverain rétablit vite la situation et lorsqu'il mourut en 1346 après un règne long d'un tiers de siècle, ce fut dans une glorieuse atmosphère. Mais, il n'avait eu raison des Zeyanides qu'en s'alliant avec les Mérinides; une fois le royaume de Tlemcen brisé, les Marocains étaient devenus les voisins des Hafsides, dangereux voisins! On s'en rendit compte dès la mort d'Abou-Bekr: ils attaquèrent alors le double royaume de Bougie-Tunis d'autant plus victorieusement que les fils du grand Khalife défunt étaient en train de s'entre-tuer: Abou-Hafs II était monté sur le trône aux dépens de son frère, héritier désigné, Abou-l'Abbas-Ahmed; pour y rester, il lutta contre lui puis le tua. Ce fut un jeu pour le grand roi Mérinide Abou-l'Hassan de profiter de ces divisions intestines; il battit et tua le Khalife Abou-Hafs II, en 1347, et entra à la tête de ses troupes à Kairouan puis à Tunis (15 septembre 1347). Dans ces jours tragiques, l'âme de la résistance hafside fut à Mahdia, l'ancien premier ministre (Grand Vizir) d'Abou-Bekr, le *Cheik des Almohades*: Ibn-Zafraguin. Dès 1348, les Mérinides furent battus au sud de Tunis puis repoussés à une cadence assez rapide vers l'ouest grâce aux *guérillas*, qui se multipliaient sur leurs flancs, et un troisième fils d'Abou-Bekr devint Khalife: Abou-l'Abbas I<sup>er</sup> El Fadl. Au bout de deux ans, le Grand Vizir, ne le trouvant pas assez docile, le renversa et fit monter sur le trône un prince encore jeune, dernier des fils d'Abou-Bekr: Abou-Ishaq II. Sous ce Khalife, Ibn-Zafraguin fut le vrai chef de la monarchie hafside jusqu'à sa mort (1364). La guerre contre les Mérinides fut encore longue et mouvementée: en 1357 une seconde violente offensive marocaine alla jusqu'à Constantine et à Bougie puis même jusqu'à Tunis; elle fut enrayée au bout de quelques mois après de durs combats. Enfin, neuf ans plus tard, une troisième et ultime attaque se déclina, avec un moindre élan, il est vrai: dès les murs de Bougie elle fut arrêtée (1366).

Après les trois guerres offensives des Mérinides (1346-48; 1357-58; 1366) — legs des offensives zeyanides et par là rejets des troubles dus au néfaste agitateur Al-Lihyani —, la puissance hafside qui avait résisté à cette terrible tourmente, aussi bien qu'aux révolutions de palais, fut toute raffermie. Pendant près d'un siècle, ce fut alors son apogée, sous les

6. A cette époque, un renégat catalan, dit *Huaz*, était le principal conseiller du roi zeyanide Abou-Tasfin I<sup>er</sup> de Tlemcen (1318-1337).

grands règnes d'Abou-l'Abbas II (1370-1393)<sup>7</sup>, d'Abou-Farès (1393-1434) et de leurs successeurs.

Cette apogée fut assez pacifique, sans grandes prétentions impérialistes; un certain laisser-aller succéda à l'énergie qui avait marqué l'époque des fondateurs puis le « temps des troubles »: En retrouvant la puissance après mille péripéties, les Hafside de la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle et du début du XV<sup>ème</sup> siècle même lorsqu'ils étendirent très momentanément leur suzeraineté jusqu'à l'Atlantique, ne retrouvèrent pas les ambitions d'Abou-Zakariya I<sup>er</sup> et d'Al-Mostancir; le temps et les épreuves avaient émoussé les audaces de la race. Lettrés et artistes furent, par contre, très nombreux dans la Tunisie de ces douces années. Et ce fut peu à peu le glissement vers la décadence politique et vers le morcellement du pays. Il en fut ainsi jusqu'aux jours du début du XVI<sup>ème</sup> siècle où les Espagnols de Charles-Quint et les Turcs apparurent sur le vieux sol de Carthage et se le disputèrent.

## CHAPITRE II.

### LA POLITIQUE TUNISIENNE DE PEDRO III EL GRANDE

Les pages précédentes, bien qu'elles ne soient qu'un résumé très schématique de l'histoire des Hafside, laissent apparaître que la force la plus pure et la plus entreprenante de ces souverains de Tunis fut celle qu'ils eurent avant 1277, c'est-à-dire avant ce que l'on peut appeler « le temps des troubles ».

L'importance considérable de la politique tunisienne de la Couronne d'Aragon vient de ce que c'est elle qui fit dévier l'Histoire, à temps pour l'Espagne et pour la Chrétienté, aux alentours de 1280-85.

PRÉFACE ET ORIGINES DE LA POLITIQUE TUNISIENNE DE L'ARAGON. —

En 1277, au moment où mourait le premier Khalife Hafside, Al-Mostancir, on pouvait penser que la nouvelle dynastie était susceptible de soulever une fois de plus une de ces grandes vagues de fond musulmanes, comme il y en avait déjà eues si souvent, un mouvement comparable à celui des Almoravides ou à celui des Almohades.

7. Ce souverain commença sa carrière comme Gouverneur de Constantine sous le règne de son oncle Abou-Ishaq II. En 1366, une guerre civile éclata entre le Gouverneur de Bougie, Abou-Abdallah, propre fils du Khalife régnant, et certaines tribus montagnardes qu'il pressurait. Abou-l'Abbas prit parti pour les révoltés contre son cousin qu'il battit et qu'il tua. Devenu ainsi maître de tout le royaume de Bougie, il attaqua trois ans plus tard le royaume de Tunis à la faveur de la mort d'Abou-Ishaq II. Après avoir vaincu le jeune nouveau Khalife Abou-l'Baqa-Jalid II, il monta lui-même sur le trône. Pendant son long règne, il eut l'habileté de partager son état en « royaumes » demi-autonomes qu'il confia à divers parents en laissant à chacun d'eux l'appréciable droit de porter un titre royal souverain: c'était une habile concession à l'amour-propre de ces princes.

Un souverain chrétien avait sans doute déjà vu ce danger: Charles d'Anjou. Et, bien qu'à notre connaissance aucun historien n'ait insisté sur ce point, ce fut peut-être là une des causes de la fameuse expédition que Saint Louis tenta contre Tunis en 1270<sup>8</sup>.

Cette expédition maladroitement engagée fut, somme toute, malheureuse. Depuis longtemps, on discute du rôle que le frère du saint roi joua dans cette entreprise: terriblement ambitieux et brouillon, Charles d'Anjou tout en rêvant de la Couronne de Jérusalem, envisagea aussi, dès qu'il en eut fini avec la Sicile (1268) de devenir le maître de la Tunisie, ou au moins de toucher à son tour le tribut tunisien que percevaient ses prédécesseurs Normands et Hohenstaufens. Est-ce lui qui décida son frère à diriger sur Tunis et non vers l'Orient la grande croisade préparée? On ne saurait l'affirmer. Il est certain, par contre, que le roi de Sicile se mit en retard, ne rejoignit l'armée française que sous les murs de Tunis et contribua ainsi à rendre plus difficiles les efforts de Saint Louis. Puis, après la mort du Roi de France à Carthage, Charles d'Anjou, profitant de la jeunesse et de l'inexpérience de son neveu, le nouveau roi Philippe III le Hardi, dirigea les négociations avec Al-Mostancir et décida le rembarquement des Croisés dès qu'il eut obtenu l'essentiel pour lui: la promesse que le tribut perçu par les rois Normands et Hohenstaufens de Sicile lui serait à nouveau versé, et même doublé.

Cette histoire assez confuse de la Croisade de 1270 avait du moins eu ainsi un épilogue fort clair: pour se débarrasser des envahisseurs, Al-Mostancir fut obligé de payer une grosse indemnité de guerre en or (210.000 onces d'or) représentant 525.000 livres tournois<sup>9</sup>, dont une moitié fut perçue aussitôt par les Franco-Siciliens et dont l'autre devait être touchée par eux en deux années. Charles d'Anjou ayant vraisemblablement un tiers du total. Quant au tribut annuel, il était désormais fixé à 24.000 onces d'or<sup>10</sup>.

8. Dans l'ouvrage espagnol le plus récent sur la politique africaine de l'Espagne (*Presencia de España en Berberia Central y Oriental*, Madrid, 1943-44), don Tomás García Figueras ne signale pas la gravité du danger haïsde: selon lui, l'importance politique de la croisade de Tunis est très faible. Il écrit (p. 42) que c'était un petit objectif que «apoyar a Carlos de Anjou en sus reclamaciones al rey de Túnez». Et comme la plupart des historiens français, espagnols et autres, García Figueras explique la décision de Saint Louis, surtout en invoquant l'incontestable et naïf rêve que caressait le roi de France: la conversion du Khalife au christianisme.

9. Le chiffre de 210.000 onces d'or est donné dans Halphen, *L'essor de l'Europe*, Paris, édit. de 1940, p. 519. Celui des livres tournois est donné dans Fawtier, tome VI de *l'Histoire du Moyen-Age*, de la Collection Glotz (Paris, 1940).

10. Ce poids de 24.000 onces d'or aurait été atteint en 1285 moyennant 33.333 besants 1/3 en or (Cf. Mas-Latrie, *Relations et commerce de l'Afrique Septentrionale avec les nations chrétiennes au Moyen-Age*, Paris, 1886). Rien n'est plus embrouillé que la question de la valeur des monnaies médiévales. La disproportion semble pourtant patente entre 24.000 onces et 33.333 besants 1/3. Sans doute faut-il supposer que le tribut annuel avait été ramené en 1285 à 12.000 onces. D'après Capmany (*Memorias sobre la marina, comercio y artes de Barcelona*, Madrid, 1779-1792, Tome IV, Appendice, pp. 130 sq.), une once d'or équivalait à Tunis au début du XIV<sup>e</sup> siècle à 6 doubles 2/3; 12.000 onces d'or étaient donc payables sur ce taux par 80.000 doubles d'or. Si le paiement de 1285 (33.333 besants 1/3) a représenté 12.000 onces d'or, il fut fait par des besants d'or de poids bien supérieurs à celui du double (1.000 onces étant représentées par 2.777 besants 7/10 ou par

L'âpreté de Charles d'Anjou est sans doute la cause de l'énormité de ces chiffres. Al-Mostancir paya mais il nourrit inévitablement un violent ressentiment contre l'Angevin. Après tout, celui-ci n'avait nullement brisé la puissance hafside; il l'avait simplement humiliée. Le Khalife ne pouvait que songer à une revanche. A la faveur de troubles siciliens contre Charles d'Anjou dont les exactions exaspéraient les sujets, le souverain tunisien ne pourrait-il pas s'affranchir du tribut, se rembourser, voire peut-être se lancer sur la grande île comme jadis les Aghlabites?

C'est là que se noue la question des relations Tunis-Sicile-Aragon. Les intrigues siciliennes du Khalife contre Charles d'Anjou étaient vieilles. Elles étaient *antérieures* à la Croisade de 1270 et rendent donc celle-ci mieux compréhensible. Quand, en 1267-1268, le petit-fils du grand Frédéric II de Hohenstaufen, Conradin, essaya de reconquérir le royaume sicilien sur l'Angevin, il fut aidé par l'aventureux Infant *Don Enrique de Castilla*<sup>11</sup>, devenu Sénateur de Rome, et par les Sarrazins, qui formaient en terre chrétienne un important noyau à Lucera: Ces Musulmans, que le grand Empereur avait tant courtisés, se soulevèrent contre les Français; et en même temps d'assez nombreux chevaliers allemands et italiens réfugiés en Tunisie depuis les victoires remportées en 1266 par Charles d'Anjou sur le Hohenstaufen Manfred partirent d'Afrique pour reprendre les armes en Italie<sup>12</sup>. *Et des Aragonais se joignirent à eux*. Ces Aragonais étaient acquis au parti Hohenstaufen depuis le mariage de la fille de Manfred, Constance, avec l'Infant *Don Pedro*, fils du Roi *Jaime el Conquistador* (1262).

Ainsi, le royaume d'Al-Mostancir avait servi d'abri puis de base de départ aux adversaires de Charles d'Anjou et le Khalife avait puissamment contribué aux difficultés rencontrées en Sicile par le Français.

6.666 doubles 2/3). Pour admettre le chiffre de 24.000 onces d'or pour ce paiement de 1285, il faudrait accepter la très improbable équivalence de 1.000 onces et de 1.388 besants environ. Seuls les spécialistes des questions monétaires pourraient éclaircir ces complexes difficultés d'interprétation. Signalons aussi que très souvent dans les histoires modernes tout comme dans les sources il est fait mention de besants dont on ne précise pas s'ils sont d'or ou d'argent. Or, la distinction est capitale! Voici quelques données que nous confrontons:

Au Maroc: au début du XIV<sup>ème</sup> siècle il fallait 12 besants d'argent pour avoir un double d'or.

A Djerba, 6 besants djerbiens suffisaient.

Au Maroc et à Tunis le dixième du besant était le miliariesus.

Le besant d'or tunisien baissa très rapidement: en 1356, par un traité conclu entre l'Emir de Gabès et Tripoli d'une part, et la République de Venise d'autre part, le change suivant fut fixé: 1 doubion d'or de Venise pour 6 besants d'or tunisiens.

11. Ce prince, fils de *San Fernando III* et frère d'*Alfonso X*, eut toute une curieuse vie tunisienne au cours de ses aventures méditerranéennes. Il séjourna sans doute en Tunisie de 1260 à 1264. *Garcia Figueas* (op. cit., p. 69) dit même qu'il fut, au service du Sultan de Tunis de 1256 à 1267. *Don Enrique* ne semble pourtant pas avoir été parmi les chevaliers qui arrivèrent se réfugier en Tunisie en 1266 puis en 1268. Mais on sait par ailleurs qu'il termina en 1294 un nouveau long séjour tunisien: à cette date il rentra en Espagne, servant d'intermédiaire pour des négociations diplomatiques entre le Khalife Abou-Hafs I<sup>er</sup> et le Roi d'Aragon *Jaime II* (Cf. *Revue Hispanique*, tome XII, p. 304, Paris, 1905). Sur la vie de *Don Enrique*, on trouve d'intéressants renseignements dans M. Gaibrois Riaño, *Maria de Molina*, Madrid, 1936, pp. 88 sq.

12. Mas-Latrie, op. cit., pp. 234 sq.

C'est donc à tort que les historiens n'aperçoivent généralement dans la politique suivie par Charles d'Anjou en 1270 que traces d'ambitions désordonnées et d'âpretés. Ces défauts sont incontestables, mais il y eut aussi une visée politique dans l'esprit du Roi de Sicile: l'enjeu de la guerre était d'importance. **MAÎTRE DE LA TUNISIE, L'ANGEVIN AURAIT SUPPRIMÉ TOUTE BASE DE DÉPART POSSIBLE CONTRE SON ROYAUME.** Ce fut la mort de Saint Louis qui désorganisa la Croisade et ne permit pas de la continuer. Et ensuite le Roi de Sicile fut réabsorbé par ses rêves orientaux. N'empêche qu'il a entrevu cette vérité première — qui s'avéra encore indiscutable en 1942-43 —: **LA CLÉ DE LA SICILE EST EN TUNISIE** pour qui veut conquérir l'île sans pouvoir s'en approcher par l'Italie.

**UN TRAVAIL DE SAPE.** — Ce que l'Angévin avait compris, les Aragonais le comprirent aussi, au même moment. Après la défaite et la mort de Conradin (1268), tous les «gibelins» Italiens, Allemands et Espagnols qui réussirent à échapper à l'Angévin étaient passés en Tunisie, comme ils l'avaient déjà fait en 1266 après la défaite et la mort de Manfred; parmi eux: le prince *Federico de Castilla* et plusieurs membres de cette famille Lancia qui était apparentée à Constance de Hohenstaufen<sup>13</sup>, en particulier Federico Lancia<sup>14</sup>. Tous ces chevaliers, ennemis mortels de Charles d'Anjou, se trouvaient dans l'armée du Khalife Al-Mostancir en 1270 quand la Croisade de Saint Louis débarqua en Tunisie. A la lumière de ce fait, ne comprend-on pas mieux que *Jaime el Conquistador*, à la faveur de la tempête qui dispersa ses vaisseaux, ait renoncé à participer à cette croisade plus politique que religieuse, quand il en sut le but? Et n'est-il pas extrêmement significatif aussi que l'une des clauses du traité imposé en 1270 par les Rois de France et de Sicile au Khalife stipule «l'expulsion de Tunisie de tous les étrangers, gibelins ou autres, ayant trempé dans «l'insurrection sicilienne» ou ayant soutenu les rebelles»?<sup>15</sup>

L'expulsion de ces ennemis de Charles d'Anjou eut-elle effectivement lieu? C'est peu probable. Tout au plus, peut-on supposer que certains d'entre eux partirent vers l'Aragon pour reprendre contact avec l'Infante Constance et les fidèles siciliens qui l'entouraient: son frère de lait Roger de Lauria et tout le clan familial groupé autour de Conrad Lancia<sup>16</sup>. Mais bien d'autres Aragonais durent rester en Tunisie plus ou moins «camouflés» en soldats du Khalife ou en marchands.

Depuis longtemps déjà, il y avait en effet des Catalans qui commerçaient en Tunisie. De manière épisodique, des marchands barcelonnais étaient apparus en Ifrikiya dès la fin du XI<sup>ème</sup> siècle et pendant le cours

13. Manfred était fils bâtard légitimé de Frédéric II et de la Lombarde Blanche Lancia.

14. Mas-Latrie, op. cit., p. 247.

15. Mas-Latrie, op. cit., p. 247; Halphen, op. cit., p. 519.

16. Roger de Lauria (né en 1245) et Conrad Lancia seraient arrivés en Aragon dès 1262. Roger entra dans la famille en épousant la sœur de Conrad.

du XII<sup>ème</sup> siècle<sup>17</sup>. Et depuis le début du XIII<sup>ème</sup>, la fréquentation des ports tunisiens par des navires catalans était devenue assez régulière<sup>18</sup>. Or, voici encore un fait qui éclaire l'espèce d'alliance latente entre Barcelone et le Khalife contre Charles d'Anjou: le premier traité de commerce qui ait jamais été conclu entre la Couronne d'Aragon et la Tunisie fut rédigé et scellé en 1271<sup>19</sup>, donc aussitôt après le traité sicilo-tunisien de 1270. Cet acte passé entre *Jaine I* et Al-Mostancir accorde protection et facilités aux marchands catalans commerçant en Tunisie, dans l'esprit général de tous les traités de commerce conclus au Moyen-Age entre les princes d'Ifrikiya et des états chrétiens<sup>20</sup>. On ne peut échapper à l'impression que ce traité est une réponse directe à l'article de la paix de 1270 qui visait les étrangers ayant aidé les ennemis de Charles d'Anjou.

Contre l'Angevin, l'Aragonais et le Tunisien étaient donc bien d'accord. Mais lequel des deux allait-il essayer d'utiliser à son profit cette entente? Bien entendu, la Couronne d'Aragon ne pouvait envisager que les rivalités entre deux maisons chrétiennes finissent par favoriser l'Islam. C'était là le danger. C'est à ce danger que *Pedro III* para avec une grande habileté en prenant de remarquables initiatives, dès son avènement.

Lorsque *Don Pedro* monta sur le trône (1276), Al-Mostancir régnait encore. Fait curieux et important: un de ses frères, le prince Abou-Ishaq, vivait depuis plusieurs années en Aragon<sup>21</sup>. Les Chroniqueurs catalans Descloit et Muntaner disent que c'était un ambitieux dont le Khalife se méfiait. Le certain est que Al-Mostancir envoyait annuellement des «cadeaux» considérables au Roi d'Aragon pour que son frère fût bien surveillé. Ce sont ces «cadeaux» intéressés que des historiens ont souvent interprétés comme un tribut annuel que le roi de Tunis aurait ainsi versé à l'Aragon, de même qu'il en versait un à la Sicile. Cette interprétation est certainement abusive: il n'est fait nullement allusion à un tribut dans le traité tuniso-aragonais de 1271<sup>22</sup>.

En tout cas, *Pedro III*, voyant mourir Al-Mostancir dès 1277, songea aussitôt à utiliser Abou-Ishaq. Tandis que le fils du Khalife défunt montait sur le trône sous le nom de Yahia-Al-Wateq, le mari de Constance de Hohenstaufen, d'accord avec le clan Lancia, pensa que ce serait un coup de maître d'intrôniser à Tunis Abou-Ishaq. A la fois pour contrôler et diminuer la puissance hafside naissante, pour empêcher tout retour offensif éventuel de Charles d'Anjou en Ifrikiya et pour avoir une base d'opérations possible contre la Sicile, ne serait-ce pas l'idéal de faire régner un prince ami, voire protégé? Dès 1277, une intrigue se noua donc

17. A. Sayous, *Le Commerce des Européens à Tunis*, Paris, 1929, p. 25.

18. Mas-Latrie, op. cit., p. 143; Capmany, *Memorias sobre la marina, comercio y artes de Barcelona*, Madrid, 1779, tome I, 2<sup>ème</sup> partie, p. 80.

19. Négocié à Valence, scellé le 14 février 1271.

20. Texte publié dans Champollion-Figeac-Reynaud, *Chartes inédites — Mélanges Historiques*, Paris, 1843, II, 2, pp. 71 sq.

21. Bofarull, op. cit., III, 321 sq., et Mas-Latrie, op. cit., 259.

22. Miralles de Imperial, *Relaciones diplomáticas de Mallorca y Aragón con el Africa septentrional*, Barcelona, 1904, p. 30.

entre *Pedro III* et Abou-Ishaq; dès ce moment, des émissaires aragonais durent partir en Tunisie pour fomenter une agitation contre le nouveau Khalife à la fois parmi les amis musulmans d'Abou-Ishaq et parmi les contingents chrétiens de l'armée tunisienne: des amis des Lancia et des Hohenstaufen. Voilà donc comment commencèrent sous l'influence aragonaise les troubles que nous avons contés dans notre premier chapitre. Une fois le terrain préparé, des complicités particulièrement fortes et nombreuses ayant été acquises sur les côtes du golfe de Gabès, Abou-Ishaq alla débarquer dans le royaume qu'il voulait conquérir. Puis, les Aragonais eux-mêmes participèrent à la guerre civile tunisienne par une petite expédition de dix galères — cinq barcelonaises et cinq valencien-nes<sup>23</sup> —, qui, sous le commandement de Conrad Lancia, partirent vers le golfe de Gabès<sup>24</sup>. Elles y arrivèrent sans encombre. A la tête des troupes ainsi débarquées, l'amiral aragonais participa à l'intronisation d'Abou-Ishaq. Yahia, battu, fut obligé à abdiquer puis emprisonné.

A ce moment-là, on ne note aucune activité de Charles d'Anjou en Tunisie: il est clair que le Roi d'Aragon surclassait son adversaire. Même si à la suite des événements de 1270 Al-Mostancir était devenu plus prudent, tout en restant hostile, vis-à-vis de l'Angevin, il était probable désormais que la Tunisie allait redevenir un foyer d'intrigues contre le Roi de Sicile.

Mais dans ce complexe jeu politique où les trois partenaires cherchaient mutuellement à l'emporter, le nouveau Khalife Abou-Ishaq ne tarda pas à prouver qu'il n'était pas le docile protégé que *Pedro III* souhaitait. Lui aussi entendait diriger le jeu. Desclot, Muntaner et, à leur suite, l'historien Bofarull prétendent qu'une fois installé sur le trône par *Pedro III*, Abou-Ishaq aurait signé un traité accordant de très grands droits à l'Aragon. L'historien espagnol Altamira et plus encore le français Maurice Legendre<sup>25</sup> se sont même laissés entraîner à écrire que l'Aragon établit son protectorat sur la Tunisie<sup>26</sup>. C'est là pure fantaisie. Abou-Ishaq fit peut-être des promesses verbales, mais n'accorda rien de tangible et ne promit rien de précis. Que se passa-t-il exactement? Il est difficile de le savoir. Le certain est que les rapports entre le nouveau Khalife et

23. Les galères du XIII<sup>e</sup> siècle étaient, au maximum, de 80 *remos* (c'est-à-dire de 30 ou 40 bancs à 2 ou 3 hommes chacun). Cf. Capmany, op. cit., tome I, 1<sup>ère</sup> partie, p. 44.

24. Cette expédition est sans doute de 1279; c'est à tort que Bofarull la date de 1277 (op. cit., III, 320); la date de 1280 que donne Altamira, *Historia de España*, Barcelona, 1909 (tome I, p. 619), est inadmissible puisque postérieure à l'avènement d'Abou-Ishaq. Quant à celle de 1281, donnée par Maurice Legendre, elle est encore plus inadmissible [*Histoire d'Espagne*, Paris, 1938, p. 144].

25. Altamira, op. cit., I, 619; M. Legendre, p. 144.

26. T. García Figueras (op. cit., p. 50), après avoir prudemment écrit: «según se parece», résume cette invraisemblable interprétation de protectorat: «el rey Don Pedro se reservó el derecho de tener guarnición en los principales fuertes y plazas de los dominios de Túnez (!) y de poner consules para el gobierno de sus colonias». García Figueras ajoute (ibid.): «el primer jefe de éstas fué Guillén de Moncada». Ce renseignement paraît en contradiction avec la notice détaillée publiée sur ce chevalier par A. Giménez Soler (*Revue Hispanique*, tome XII, p. 317, Paris, 1905).

son «protecteur» aragonais devinrent vite très mauvais. *Pedro III* espérait-il recevoir quelque tribut? Abou-Ishaq était de la race d'Al-Mostancir et d'Abou-Zakariya. Il était, en outre, beaucoup moins souple qu'eux. Il refusa tout paiement<sup>27</sup>. Il entendait mener sa politique: une politique musulmane entreprenante, celle d'un Commandeur des Croyants qui avait à restaurer l'unité de l'Islam. Et s'il regardait vers la Sicile, c'était dans le but de s'y installer et non pas dans celui d'y favoriser les revendications des souverains aragonais *Pedro* et Constance.

Les Aragonais eurent donc l'impression qu'ils avaient été joués et qu'il leur fallait tout recommencer. Essayèrent-ils de renverser leur politique apparente pour mieux assurer la réalisation de leurs vues profondes? C'est possible: puisque Abou-Ishaq se révélait indocile et ambitieux, pourquoi les Aragonais n'auraient-ils pas tenté de l'affaiblir ou même de le renverser? Le prétendant rêvé à pousser maintenant contre lui était son neveu le Khalife détrôné Yahia-Al-Wateq. Le but à atteindre par la Couronne d'Aragon restait l'abaissement de la puissance hafside et, si possible, quelque relative et partielle vassalisation de l'Ifrikiya. On n'a aucune preuve d'une intrigue Yahia-*Pedro III*, mais ce que l'on sait est suffisamment significatif: dès 1280 le Khalife Abou-Ishaq fit décapiter son neveu décapité, après avoir appris qu'il avait des «*intelligences avec des officiers du corps chrétien de l'Armée Tunisienne*»<sup>28</sup>. Ce meurtre n'engendra pourtant pas la paix.

Soit que la turbulence naturelle des Nord-Africains portât spontanément ses fruits, soit que la diplomatie aragonaise eût su susciter de nouvelles causes de troubles, dès 1281 l'état hafside fut divisé par une seconde guerre civile: un assez grand personnage, ex-gouverneur de Constantine, nommé Abou-Bekr-Ibn-Ouezir, ancien fidèle de Yahia-Al-Wateq, se révolta contre le Khalife Abou-Ishaq. Cette fois, les rapports cordiaux immédiatement noués entre le Roi d'Aragon et le rebelle nous sont parfaitement connus: *Pedro III* promit son appui à Abou-Bekr-Ibn-Ouezir et celui-ci s'engagea sinon à reconnaître la suzeraineté du souverain catalan, du moins à signer avec lui des traités très favorables.

LES RAISONS DE L'EXPÉDITION DE 1282. — C'est dans ces conditions et après ce long travail de sappe que *Pedro III* monta sa grande expédition navale de 1282.

Il est donc évident que cette expédition ne fut pas seulement un masque destiné à couvrir les visées siciliennes de la Couronne d'Aragon. Dans son *Història de Catalunya*, Soldevila a raison d'écrire, à la suite du chroniqueur Desclot et contrairement à l'opinion de presque tous les historiens, que *Pedro III* envisagea vraiment une campagne sur le sol africain et son installation sur les rives tunisiennes du détroit de Sicile<sup>29</sup>.

27. Cf. Soldevila, *Història de Catalunya*, I, p. 265, Barcelona, 1934.

28. Cf. Mirelles de Imperial, op. cit., p. 31.

29. Desclot est formel: «*Pedro III* eut le ferme propos de conquérir tout le nord de l'Afrique, et il échoua.» (Prenons, bien entendu, le mot «*Afrique*» dans son



D'ailleurs, cette visée du roi est non pas en contradiction mais en complet accord avec sa politique italienne. C'est ce que trop d'historiens n'ont pas souligné. Puisqu'il s'apprêtait à faire valoir les droits de sa femme sur le royaume de Sicile à la faveur du perpétuel mécontentement populaire contre Charles d'Anjou, pourquoi *Don Pedro* n'aurait-il pas envisagé en même temps son installation en Tunisie et en Sicile, la conquête de l'une pouvant faciliter celle de l'autre? On oppose à tort le projet sicilien au projet africain. Ces deux projets furent certainement liés et complémentaires dans l'esprit de *Pedro III* pendant ses préparatifs.

Sans que l'on eût besoin de remonter jusqu'aux souvenirs carthaginois et romains, vandales et byzantins, *l'union Sicile-Tunisie apparaissait comme une éventualité normale du seul fait de la géographie*: les Aghlabites, les Normands et — croyons-nous — Charles d'Anjou vers 1270 ne venaient-ils pas d'en tenter la réalisation? <sup>30</sup>

Tout en même temps, les mécomptes éprouvés avec le *protégé* Abou-Ishaq ne pouvaient que pousser le roi d'Aragon à substituer une tentative d'occupation et de conquête à ses vains efforts de domination indirecte. Son triple but restait ainsi en vue:

affaiblir ces nouveaux Khalifes Hafside dont les ambitions risquaient de dresser un nouveau rempart contre la *Reconquista*;

faciliter l'installation aragonaise en Sicile;

dans le cas où Charles d'Anjou resterait maître de la Sicile et triompherait des Aragonais comme il avait déjà triomphé de Manfred puis de Conradin, conserver une base territoriale menaçante contre lui.

Maintenant qu'avec l'accord et l'appui des marchands catalans, les souverains aragonais se lançaient superbement à l'assaut des rives méditerranéennes, il n'y avait aucune raison pour que la terre de Carthage les tentât moins que l'ancienne Grande-Grèce ou que les îles de Majorque et de Minorque, de Corse et de Sardaigne.

L'obstacle religieux n'était pas fait pour les arrêter. *Jaime I* venait d'installer facilement la Croix à la place du Croissant à Valence et, pour le compte du Castillan, à Murcie. Aux Baléares, où la foi musulmane

sens restreint d'Ifrikiya correspondant à l'État hafside.) Les raisons attribuées par le chroniqueur à cet échec sont discutables; nous en reparlerons; mais sa première affirmation nous paraît devoir être retenue. Il semble que ce soit le savant historien Antonio de Bofarull, qui ait ouvert à tous les historiens modernes le chemin de la théorie «sicilienne» opposée aux affirmations de Desclot. Sur le témoignage du chroniqueur. Cf. son chapitre LXXVII dans l'édition J. Coroleu de sa *Crònica del rei En Pere* (Barcelona, 1885); F. Soldevila, *Història de Catalunya*, t. I, p. 269 (Barcelona, 1934); Miret y Sans, *Boletín de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona* (1913-1914, vol. VII, p. 354).

30. Sur ce point, T. García Figueras voit très clair: «La intervención de Aragón en Sicilia hubiera determinado automáticamente su intervención en el Norte de África, primero en razón de la situación geográfica de Sicilia y Túnez, y luego porque en razón de esa situación, ya Túnez venía siendo tributaria de Sicilia desde la época normanda. Hubo, sin embargo, un motivo más para favorecerla: contra Abou-Ishaq se había levantado Abu-Bekr-Ibn-Vezir» (p. 64). Mais, quelques lignes plus bas, García Figueras affirme lui aussi que tout le côté nord-africain ne servit que «para enmascarar los verdaderos propósitos de Pedro III sobre Nápoles y Sicilia».

était plus solidement ancrée, il avait par contre laissé subsister des vice-rois arabes fidèles à la religion de Mohamed; en bien d'autres coins des terres reconquises, sur le sol même de la péninsule, l'Islam subsistait aussi, respecté, nullement persécuté: la différence de religion ne troublait pas l'unité politique<sup>31</sup>.

Ces deux solutions — celle de la conversion, celle de la survivance de l'Islam — étaient également concevables pour une éventuelle province aragonaise en Afrique: la terre de Saint Augustin était certes maintenant un pays peuplé par de très fervents musulmans, mais au XI<sup>ème</sup> et même au XII<sup>ème</sup> siècles il s'y trouvait aussi de nombreux Berbères restés chrétiens, groupés autour d'Evêques fidèles au Souverain Pontife<sup>32</sup>. Ces Chrétiens avaient-ils tous disparu à la fin du XIII<sup>ème</sup> siècle? Bien que l'on ne trouve plus trace d'Evêques à cette époque, c'est peu probable. Dans sa fameuse «Description de l'Afrique», Léon l'Africain — qui mourut à Tunis en 1552 — parle de Chrétiens vivant en groupe dans cette ville près de la porte d'El-Manera<sup>33</sup>; sans doute descendaient-ils des soldats chrétiens que les souverains arabes ne cessèrent d'avoir à leur service; mais comme ces soldats eurent vraisemblablement leurs enfants de femmes indigènes, peut-être y eut-il toujours en Tunisie un noyau berbère chrétien, jusqu'au temps des Turcs.

Quoi qu'il en soit de ces survivances, et sans avoir à partager les illusions quelque peu naïves qu'avait eues Saint Louis en 1270 quant à la possible conversion du Khalife, les Aragonais purent envisager la possibilité d'un renouveau chrétien en Ifrikiya, en même temps que leur entente avec certains clans musulmans.

Ce renouveau pouvait être un autre but de leur expédition et pouvait éventuellement aider au développement de leur influence. Nous ne sommes pas ici dans le domaine des raisonnements théoriques et des suppositions abstraites, nous sommes dans celui des faits; il y a un lien entre cet aspect chrétien de la politique aragonaise et la révolte d'Abou-Bekr-Ibn-Ouezir, raison immédiate de l'expédition: il y avait alors environ 2.000 cavaliers chrétiens dans l'armée tunisienne; le rebelle Abou-Bekr comptait sur eux, et, de fait, quand les troupes khalifales brisèrent l'insurrection en juin 1282 en prenant la ville de Constantine, ils trouvèrent nombre de cavaliers chrétiens combattant auprès d'Abou-Bekr<sup>34</sup>.

Les arrière-plans de l'expédition africaine de 1282 sont donc nombreux et complexes. Ils sont assez importants pour que l'on se décide à reconnaître que Pedro III songea vraiment à s'installer en Tunisie, reprenant

31. A. Giménez Soler, *Revue Hispanique*, t. XII, p. 300, Paris, 1905.

32. Sur les Evêques de Carthage et de Bône (Hippone, le siège de Saint Augustin), Cf. Mas-Latrie, op. cit., pp. 35, 39, 40. Il y avait alors aussi des évêques en plusieurs autres villes de Tunisie, en particulier à Gafsa, à Sousse et à Béja (à l'ouest de Tunis). En 1114, il y avait encore un évêque chrétien à El-Cala (la ville des Hammadites, royaume de Bougie). Cf. Mas-Latrie, op. cit., p. 125.

33. Cf. Mas-Latrie, op. cit., pp. 529-530.

34. Mas-Latrie, op. cit., p. 261.

ainsi en sens inverse le chemin parcouru une quinzaine de siècles auparavant par les Barcides, l'illustre famille d'Hamilcar et d'Hannibal qui a peut-être donné son nom à Barcelone.

LES PRÉPARATIFS DE L'EXPÉDITION DE 1282. — Puisqu'il poursuivait à la fois un objectif africain et un objectif sicilien, il est normal que *Pedro III* ait monté une formidable expédition.

Les préparatifs durèrent de janvier 1281 à mai 1282. L'historien Antonio de Bofarull a magnifiquement retracé d'après le chroniqueur Muntaner, l'activité intense que connurent alors les pays de la Couronne d'Aragon: «un movimiento como jamás se había visto, para acumular víveres y provisiones, fabricar armas, construir o recomponer galeras y demás embarcaciones y arreglar toda clase de aparatos y arreos de guerra y marina»<sup>35</sup>.

Il est évident que tout un programme méthodique fut dressé par le roi puis systématiquement réalisé. Depuis le Roussillon jusqu'au royaume de Valence, tous les chantiers de construction navale, tous les arsenaux de la côte s'emplirent des bruits de la construction accélérée de vaisseaux de toutes sortes: *naus*, galères, *leños*, *taridas*, pour le transport des chevaux, etc.<sup>36</sup> Les forgerons qui fabriquaient les ancres rivalisaient d'ardeur avec les charpentiers (*carpinteros de ribera*); les principaux centres de travail étaient: Colibre, Rosas, Torruella, Palamós, San Feliu et San Pol de Maresma, Tarragona, Tortosa, Peñíscola, Valencia et, bien entendu, Barcelona, où, selon Muntaner, «era infinita la obra que se hacía». C'est dans ces mêmes villes que se fabriquaient certaines armes, notamment les tromblons (*trabucos*).

Dans l'intérieur des pays de la Couronne d'Aragon, l'activité était autre: ce n'était partout que production d'arbalètes ordinaires ou à «étrier» (*ballestas de estribo*), de flèches, de cabassets de fer (*capacetes de hierro*), de cuirasses, de piques et de sabres.

En même temps, aussi bien dans les villes que dans le plat-pays, aussi bien dans l'intérieur que sur la côte, tous les officiers du roi d'Aragon — les vicaires, bayles, *merinos*, *sobrejunteros*, *justicias* — étaient absorbés par des tâches d'importance capitale pour le succès de l'expédition: perception de tous les impôts possibles; appel aux populations pour participer à l'expédition dans le cadre des obligations féodales des nobles et des villes, recrutement de milliers d'*almogávares* et d'arbalétriers; stockage massif d'approvisionnements en biscuit, en blé et en avoine, transport de toutes ces

35. Bofarull, op. cit., t. III, pp. 367 sq.

36. D'après Capmany (*Memorias...*, op. cit., t. I, livre I<sup>er</sup>, pp. 33-34-39), les galères étaient «*bastimentos de remos, armados y destinados para pelear*». Les *naus* (ou *naves*) — les plus grands bateaux de haut-bord, parfois à 2 ou 3 ponts — étaient des navires de transport. Les *lenys* (ou *legnos*, devenus ensuite *leños*) étaient des navires typiquement méditerranéens, navires à rames, servant aussi bien au commerce qu'aux expéditions belliqueuses, comme d'ailleurs c'était le cas pour tous les navires du Moyen-Age. Les *taridas* étaient des espèces de grandes tartanes (*tartanas*), servant spécialement au transport des chevaux et à celui du matériel de guerre.

provisions vers Tortosa et construction dans cette ville d'entrepôts en bois pour leur emmagasinage jusqu'au départ de l'expédition.

Ainsi s'assemblèrent une flotte et une armée considérables: Muntaner dit «une armée comme on n'en avait jamais vu encore». Il s'agissait de 2.000 chevaliers, de 20.000 *almogávares* et de 10.000 arbalétriers environ, tous de nationalité aragonaise, catalane ou valencienne; il s'agissait donc d'un corps expéditionnaire essentiellement formé de ces excellents mercenaires recrutés parmi les montagnards des pays de la Couronne d'Aragon, dont la carrière militaire fut brillante au cours des années suivantes. Dans cet ensemble, le Roi sélectionna un contingent de 15.000 hommes, chiffre correspondant sans doute aux possibilités d'embarquement. La flotte qui se concentra à Portfangos, c'est-à-dire dans la bouche orientale de l'Ebre, comprit au total 150 embarcations, grandes ou moyennes, à voiles et à rames.

Quarante-quatre d'entre ces bateaux (10 *naves*, 24 galères et 10 *leñios*) étaient armés pour le combat<sup>37</sup>. En application des «*Ordinationes Ripariae*» de 1258, chaque arbalétrier qui y servait avait donc «*dos ballestas de dos pies y otra de estribo*, 300 *saetas*, *capaceto de hierro*, *prespunte o coraza*, *espada o sable*»<sup>38</sup>. Bien entendu, chaque marin avait des armes défensives. La centaine d'autres navires était des transports, y compris les *taridas* chargées des 2.000 chevaux du Corps Expéditionnaire.

Que dire sur ces effectifs admis par tous les historiens? Muntaner eut-il tort ou raison d'écrire que *jamais encore pareilles forces n'avaient été rassemblées*? Un point de comparaison nous est fourni par les effectifs de l'armée française qui tenta d'envahir la Catalogne en 1285 et qui fut repoussée par *Pedro III*; les chroniqueurs catalans ont attribué à cette armée des chiffres variables, mais tous extraordinairement élevés: 100.000, voire 200.000 ou même 300.000 hommes; ces chiffres, destinés sans doute à augmenter les mérites de l'armée aragonaise qui repoussa l'invasion, n'ont jamais été admis par les critiques; or les travaux récents d'un professeur de l'Université de Bordeaux, Robert Fawtier, ont permis d'établir que cette armée française eut sans doute un effectif n'arrivant pas tout à fait à 20.000 hommes<sup>39</sup>. Ce point de comparaison permet de dire que les effectifs rassemblés par *Pedro III* en 1282 furent donc vraiment considérables pour l'époque, puisqu'ils sont de l'ordre de grandeur de cette armée française, qui, en envahissant la Catalogne trois ans plus tard, donna, elle aussi, une impression de masse extraordinaire. La question est d'importance, car elle permet de prouver une fois de plus la nature considérable des projets que le Roi d'Aragon nourrit en 1281-82.

Ceux qui affirment que ces projets n'étaient que siciliens donnent comme argument que *Pedro III* se refusa à dire à l'avance le point de

37. Capmany, *Memorias...*, op. cit., t. I, p. 129.

38. Ballesteros, op. cit., t. III, pp. 545-46.

39. Fawtier, op. cit., pp. 183-184.

destination prévu pour son expédition; de fait, la veille encore du départ, il ne voulut pas répondre sur ce point aux interrogations du Comte de Pallars, grand personnage du royaume et l'un des chefs du corps expéditionnaire. Mais cet argument ne tient pas, puisque précisément tout le monde parlait du but africain de l'expédition. Ce n'est pas «le secret sicilien» que le Comte de Pallars essaya d'arracher au Roi; il lui demanda simplement le nom du point de la côte africaine où débarquerait l'expédition<sup>40</sup>. *Pedro III* ne cachait pas qu'il voulait aller en Afrique: il demandait au Pape l'autorisation de qualifier de «Croisade» son expédition afin de percevoir les impôts supplémentaires destinés à couvrir les frais des campagnes faites contre les Infidèles. Certes le Pape refusa car il pensait à juste titre que l'expédition pourrait se retourner contre son ami et protégé Charles d'Anjou; mais, répétons-le une fois encore: le plan sicilien et le plan africain n'étaient pas opposés; ils étaient complémentaires.

Autre argument donné par Antonio de Bofarull, «leader» de «la théorie sicilienne»: le but était bien la Sicile, car il n'aurait pas fallu tant de forces pour conquérir l'Afrique<sup>41</sup>. Cette fois, l'erreur d'interprétation est vraiment flagrante! Bien au contraire, c'était surtout pour une entreprise africaine que *Pedro III* avait besoin de nombreux soldats: en 1279 les 10 galères de Conrad Lancia et les 3 ou 4.000 hommes sur lesquels l'amiral aragonais pouvait compter — y compris les cavaliers chrétiens de l'armée khalifale —, avaient été absolument impuissants devant la position prise par Abou-Ishaq. En souverain prévoyant et énergique *Pedro III* augmentait beaucoup ses forces avant de tenter un effort destiné à réparer ce que l'on peut somme toute appeler son échec tunisien de 1279.

Par ailleurs, «les Vêpres Siciliennes» (30 mars 1282), c'est-à-dire le signal de la foudroyante insurrection de Palerme et du reste de la Sicile contre Charles d'Anjou, sont antérieures de plus de deux mois au départ de Catalogne du corps expéditionnaire (vraisemblablement le 7 juin<sup>42</sup>). Dès le printemps, la Sicile était prête à accueillir le Roi d'Aragon: croit-on que *Pedro III* aurait si longtemps attendu pour partir vers la grande île italienne, s'il n'avait vraiment eu en tête aucun projet africain, et qu'il se serait attardé deux mois encore en Afrique? <sup>43</sup>

Ceci dit, venons-en, enfin, aux faits.

L'EXPÉDITION DE COLLO (JUIN-AOÛT 1282). — Après dix-huit mois de préparatifs, pour la première fois dans l'histoire, une grande armée partit d'Espagne vers l'Afrique dans les premiers jours de juin 1282. Le Roi en

40. Cf. cette interprétation dans Miret y Sans, *Notes sobre la expedició del rey Pere lo Gran a Berberia* («Boletín de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona», t. VII, pp. 354 sq.)

41. Op. cit., III, p. 369.

42. D'après les excellents calculs de Miret y Sans (loc. cit.).

43. Parmi les erreurs qui se sont glissées dans les Histoires Générales et qui obscurcissent toute cette question, signalons que Ballesteros (*Historia de España*, t. III, Barcelona, 1922, p. 190) donne comme date de départ de l'expédition: mai 1281; qu'Altamira (op. cit.) donne simplement 1282, sans indication de mois; et que Fawtier (op. cit., p. 279) écrit que *Pedro III* se trouvait «encore en Afrique quand la révolte sicilienne contre Charles d'Anjou éclata».

personne la commandait. Il avait confié le bâton d'amiral-général de la flotte à son bâtard Jaime Pérez. Parmi les amiraux, se trouvaient Conrad Lancia<sup>44</sup> et, très probablement, Roger de Lauria<sup>45</sup>. Selon Muntaner, Ramon Marquet et Berenguer Mallol avaient été «*encargados del despacho de las naves*»<sup>46</sup>. Tout un service de ravitaillement régulier du corps expéditionnaire avait été prévu et organisé pour les jours qui suivraient le débarquement.

Après avoir fait escale à Mahon, la flotte jeta l'ancre le 28 juin devant la ville de Collo (Alcoll), port de l'actuel département de Constantine précisément situé à peu près sur le méridien même de cette ville. Le point était bien choisi: Constantine était le centre de la région favorable au rebelle Abou-Bekr-Ibn-Ouezir; celui-ci était devenu le maître de la ville dès la fin de l'année 1281 ou le début de 1282. Il s'agissait d'établir la liaison avec ses forces.

Malheureusement pour les Aragonais, quand ils débarquèrent à Collo, l'armée d'Abou-Ishaq venait de prendre Constantine et d'y exterminer les révoltés. Voilà quelle est la cause première et indiscutable de l'échec auquel aboutit l'expédition de *Pedro III*. Quant à la raison donnée par le chroniqueur Desclot, elle repose peut-être sur un fait exact, mais elle est inadmissible: au cours de l'escale de la flotte à Mahon, le vice-roi arabe de l'île aurait appris que le corps expéditionnaire se dirigeait vers Collo; il aurait aussitôt fait partir secrètement une petite embarcation vers ses coreligionnaires de là-bas et ceux-ci, ainsi alertés à temps, auraient évité le désastre qui normalement aurait dû leur être infligé... Cette explication des faits est d'autant moins valable que les Aragonais purent prendre pied à Collo *sans aucune difficulté*. Le certain est que l'alerte fut donnée à temps sans doute lorsque les voiles furent aperçues à l'horizon; alors, suivant une tactique arabo-berbère bien connue et fréquente, les musulmans évacuèrent la côte: inquiets devant l'immense déploiement de forces en vue, ils préféraient attendre les arrivants en se retranchant dans les montagnes qui surplombent cette partie du littoral africain. C'est pourquoi les chroniqueurs nous rapportent que l'armée débarqua dans une région *devenue déserte* par la fuite de ses habitants: des marins et des marchands pisans qui s'y trouvaient racontèrent aux Aragonais les péripéties de cette évacuation précipitée mais qui ne dut tout de même pas être totale. Le grave pour le roi *Don Pedro* fut d'apprendre de la bouche de ces Pisans que la révolte d'Abou-Bekr-Ibn-Ouezir venait d'être jugulée. Il faut remarquer que malgré toute l'activité fébrile déployée en Aragon et peut-être en raison même de l'ampleur des préparatifs, plusieurs mois bien précieux avaient été perdus: le rebelle allié avait été maître de Constantine pendant six mois environ et *Pedro III* ne réussit pas à venir le

44. Miret y Sans, loc. cit., p. 357.

45. D'après Bofarull.

46. Version castillane de Bofarull, op. cit., p. 369.

renforcer à temps; condensés en une année (janvier 1281 - janvier 1282) au lieu d'être échelonnés sur dix-huit mois (janvier 1281 - mai 1282), les efforts aragonais auraient été bien plus féconds qu'ils ne le furent!

La campagne africaine dura deux mois environ (fin juin - fin août) et ne fut marquée par aucun événement sensationnel. Elle est fort bien connue surtout grâce aux récits détaillés du chroniqueur Muntaner: nous avons ainsi de précieux renseignements sur la technique et les mœurs militaires de l'époque;

Ce fut d'abord la construction d'une enceinte fortifiée: le Roi fit élever «*un muro con palos y cuerdas, las que se introducían por unas anillas y de este modo quedó circunvalada no sólo la bueste, si que además la villa*»<sup>47</sup>. Puis il fit débarquer les *tapadiores* qui avaient été emmenés; «*por medio de tapias formaron las barreras y trazaron los caminos por donde la bueste debía salir de aquel recinto*»<sup>47</sup>. En outre, sous les ordres du Comte de Pallars fut organisé un autre campement fortifié avec murs de terre et palissades de pieux, en un lieu bien choisi contigu à la ville, une sorte de position avancée, sans doute.

Il est vraisemblable que pendant ce temps et une fois l'armée débarquée à Collo, les navires catalans firent une sorte de croisière le long de toutes les côtes de la région constantinoise: d'après Muntaner, pendant que le roi *Don Pedro* était en Afrique, les Arabes du littoral depuis Djidjelli (Giger) jusqu'à Bône restèrent réfugiés dans les montagnes, si bien que les chrétiens pouvaient librement débarquer où ils voulaient (en dehors des ports) et faire ramasser du bois pour chauffage en utilisant très tranquillement leurs bêtes de somme. Par ailleurs, tout un va-et-vient de navires (qui dut demander une organisation parfaite) fut mis au point entre les ports aragonais et Collo: chaque jour arrivaient au camp fortifié royal 20 ou 30 voiles avec du ravitaillement. Cela laisse supposer que «les services d'intendance» de *Pedro III* étaient vraiment bien montés. Il est plus que probable, bien qu'aucun texte, à notre connaissance, n'y fasse allusion, qu'il dut y avoir au cours des mois de juillet et d'août plusieurs petits engagements sur mer entre certains de ces navires catalans et des navires tunisiens, mais il est probable que ceux-ci impressionnés par les forces de *Don Pedro* durent plutôt s'écarter des côtes constantinoises.

Pour ce qui est des combats terrestres, nous sommes beaucoup mieux renseignés. Le Roi dut être fort perplexe en apprenant qu'il ne pouvait plus compter sur l'appui arabe constantinois escompté. En même temps il continuait à suivre avec un vibrant intérêt les événements siciliens: son fidèle Jean de Procida était parti pour la grande île italienne révoltée contre l'Angevin, en même temps que l'expédition partait pour Collo. Or les événements intérieurs de Sicile évoluaient aussi favorablement pour les Aragonais que ceux d'Afrique évoluaient mal. Pour toutes les raisons donc, *Pedro III* eut la sagesse de ne pas chercher à s'aventurer vers l'intérieur

47. Muntaner-Bofarull, op. cit., p. 377.

de la région constantinoise. La guerre qui se déroula pendant deux mois ne fut qu'une guerre fatigante d'escarmouches: des nuées de cavaliers arabes dévalaient par moments vers Collo; d'autres fois, des bandes de fantassins tentaient des coups de main. Les Aragonais — dont la cavalerie n'était pas nombreuse — durent souvent être obligés de se tenir sur la défensive; toutefois tous les témoignages concordent à prouver que les Arabes éprouvèrent de grandes pertes: beaucoup d'entre eux furent faits prisonniers; ces prisonniers maures étaient considérés — selon l'usage du temps — comme des esclaves, propriété personnelle des soldats entre les mains desquels ils étaient tombés; d'après Muntaner, il y eut parfois tant de captifs qu'on en arriva à vendre un homme pour un double seulement! D'après les textes publiés par Miret y Sans, le prix de vente de ces prisonniers fut généralement plus élevé: 7, 9, 10 doubles, par exemple. Fait significatif: des femmes et des enfants arabes furent aussi capturés et devinrent les objets de transactions commerciales; cela prouve que les Aragonais firent des raids victorieux au milieu des régions où s'étaient réfugiés les Arabes. Selon Muntaner, c'est le corps du Comte de Pallars qui se spécialisa surtout dans ce rôle: il s'agissait évidemment avant tout de razzier du bétail. D'après le chroniqueur, en un des torrides dimanches de cet été africain, une attaque de 2.000 arabes (dont un espion musulman prévint à temps le roi *Don Pedro*) fut anéantie dans une embuscade et suivie par une hardie pointe aragonaise jusqu'à une agglomération dont les assaillants brûlèrent les magasins après en avoir pris le blé; le plus clair résultat de la journée fut que, grâce à cette razzia, 2.000 bovins et 20.000 têtes de petit bétail (moutons et chèvres, sans doute) furent ramenés des campagnes africaines vers le camp aragonais.

Quel était le plan de *Pedro III*? Qu'attendait-il?

Selon Bofarull, il fut convaincu qu'il ne pouvait mener à bien son entreprise africaine pour deux raisons essentielles: la nature de la guerre (perpétuelles escarmouches et non bataille rangée); la rigueur du climat. Ces deux raisons sont acceptables, à condition que l'on précise bien qu'elles n'entrèrent en ligne de compte qu'à cause des conditions défavorables trouvées par *Pedro III*: la défaite et la mort d'Abou-Bekr et de ses partisans. Remarquons au passage que le savant et consciencieux historien Bofarull dément ici implicitement le mauvais argument donné pour démontrer que l'expédition n'avait pas d'objectifs africains: l'effectif élevé de l'armée.

Il est certain qu'en chef intelligent et avisé *Pedro III*, au bout de quelques semaines de guerre africaine, comprit l'immense difficulté sinon l'impossibilité de réalisation des plans de conquête qu'il avait caressés. Il insista d'autant moins que Jean de Procida faisait de l'excellent travail en Sicile: il décidait le peuple italien révolté contre Charles d'Anjou à envoyer des députés supplier le Roi d'Aragon d'intervenir sans plus tarder pour éviter le succès de l'expédition répressive préparée par le Français.



Vraisemblablement, deux ambassades furent envoyées, coup-sur-coup, à Collo par les Siciliens. Selon Muntaner, elles arrivèrent sur des embarcations à voiles noires, détail dont Bofarull s'est enthousiasmé en écrivant joliment qu'il exprime d'une manière magnifique *«la tristeza del oprimido pueblo, que acudia clamando consuelo y misericordia, llevando luto, si no en las velas del buque, en las alas del corazón, que, empujado por el viento de la esperanza, navegaba con rumbo al African»*.

Nous ne nions certes, pas que *Pedro III* avait une arrière-pensée sicilienne en quittant la Catalogne, mais nous affirmons que si les circonstances africaines avaient répondu à ses espérances, il aurait laissé des troupes et une sorte de base fortifiée sur le littoral constantinois. Or, quand il fit mettre à la voile vers la Sicile, aux environs du 25 ou du 28 août, il fut obligé de décider une évacuation complète de Collo. C'est pour cela que l'on doit conclure que cette expédition africaine aboutit à un échec: la tentative de conquête esquissée en 1282 n'a pas mieux réussi que la tentative de protectorat esquissée en 1279.

Il est permis de penser que le Roi d'Aragon eut le cœur triste quand, dernier de toute son armée, il quitta le sol africain après avoir fait mettre le feu à son camp et à Collo. Ses regards mélancoliques durent rester longuement posés sur les montagnes africaines, car il semble que la flotte aragonaise commença par longer d'Ouest en Est les côtes en direction de l'actuelle Bizerte, *«quizá aguardando el viento o avanzaría sólo al remo, pues dicen que a medianoche se desplegaron las velas y entrando el viento hicieron rumbo directamente hacia Sicilia»*. *Pedro III* était-trop homme d'action pour s'enliser dans des regrets; des âpretés africaines qui l'avaient déçu, son esprit se détourna rapidement; désormais il n'avait plus qu'un objectif en vue, objectif étincelant qu'il allait atteindre dans quelques jours: la couronne de Sicile qui le transforma en successeur légitime du puissant Empereur Hohenstaufen Frédéric II.

LA CONQUÊTE DES ÎLES KERKENNA ET DE DJERBA PAR ROGER DE LAURIA (1284). — Dans les eaux siciliennes, après le couronnement de *Pedro III* à Palerme, la grande flotte aragonaise ne tarda pas à se couvrir de gloire en face des navires envoyés contre elle par Charles d'Anjou, qui tentait de reconquérir sa Sicile (1283-1284). Très vite, parmi les amiraux d'Aragon, Roger de Lauria affirma sa maîtrise et une valeur exceptionnelle: aussi le roi le désigna-t-il pour exercer désormais le commandement en chef de la flotte; c'est lui qui battit les escadres angevines. Après avoir repoussé tous les efforts de reconquête de Charles d'Anjou, et une fois maître de l'île sicilienne et des Calabres, *Pedro III* songea-t-il à reprendre ses projets africains? La chose est plus que vraisemblable, bien qu'elle n'ait pas eu le temps de se manifester pleinement; en effet, le Roi d'Aragon eut tôt fait d'être aux prises avec un terrible souci: le Pape Martin IV pour aider ses amis et protégés angevins excommunia *Pedro III*, «usurpateur de la couronne de Sicile», décréta la Croisade contre le royaume d'Aragon et

invita le roi de France Philippe III à exécuter la sentence en envahissant Catalogne et Aragon. Rentré en Espagne, *Pedro III* eut donc à faire face dès 1285 à cette agression qu'il repoussa assez vite, notamment avec l'aide de son valeureux amiral Roger de Lauria.

Or, la question tunisienne trouva le moyen de rebondir entre la guerre de Sicile (1282-84) et la guerre de Catalogne (1285): Roger de Lauria sut avoir le temps de conquérir les îles Kerkenna (qui se trouvent au large de la côte tunisienne entre Sfax et Gabès) et la grande île de Djerba — celle que l'Odyssée nomme l'île des Lothophages. Ces conquêtes sont éminemment significatives: *Pedro III* et son amiral, après avoir expérimenté combien il était difficile d'établir sur le trône de Tunis un souverain arabe gagné à la cause aragonaise, et après avoir compris l'impossibilité de conquérir une portion du continent africain, jetaient leur dévolu sur les îles qui leur permettaient de renforcer leur maîtrise méditerranéenne, et d'intervenir au gré des circonstances en Tunisie.

D'ailleurs, de 1282 à 1284, l'activité diplomatique aragonaise ne chôma pas en Afrique et prépara ainsi les voies aux conquérants des îles: La révolte de 1283 de l'aventurier Ibn-Abou-Omara contre le Khalife Abou-Ishaq ne fut-elle pas un rejet de la révolte d'Abou-Bekr-Ibn-Ouezir? Les intrigues de *Pedro III* ne furent-elles pas l'une des causes de la guerre civile de 1284 entre l'usurpateur Ibn-Abou-Omara et le Hafside Abou-Hafs, et ne furent-elles pas à l'origine de la scission de la monarchie ifrikiyenne, au cours de cette même année, en deux états: celui de Tunis et celui de Bougie? Dans ces confus événements dont l'esprit de clan des Arabes était le levain, on note des aspects analogues à ceux de la révolte d'Abou-Ishaq contre son neveu Yaya-Al-Wateq (1277-79), des intrigues de Yaya avec les contingents chrétiens de l'armée tunisienne (1279-80) et de la révolte d'Abou-Bekr-Ibn-Ouezir (1281-82). Aucun doute n'est permis: *Pedro III* sut organiser l'anarchie tunisienne et c'est ainsi qu'il détruisit la puissance hafside.

En 1284, alors que trois souverains se disputaient l'héritage du grand Al-Mostancir, la force aragonaise bénéficia du résultat des intrigues: Djerba était un objectif tentant; ses habitants étaient — et sont toujours — des musulmans hérétiques: des kharedjites descendants de la secte puritaine et égalitaire qui bouleversa l'Afrique du Nord au milieu du VIII<sup>ème</sup> siècle; leurs relations avec le Khalife étaient donc souvent assez mauvaises. On put croire qu'ils seraient plus faciles à détacher du monde musulman. Par ailleurs, l'île était riche, prospère, couverte de palmiers et d'oliviers dispersés comme en un immense parc. Les Djerbiens fabriquaient de l'huile d'olive, des étoffes de laine, grâce à leurs troupeaux de moutons, et même des toiles de coton très appréciées: ils vendaient une bonne partie de ces diverses productions. Enfin, leur île a un climat délicieux qui contraste avec les rigoureuses chaleurs estivales du continent. Toutes les raisons politiques, économiques et géographiques conseillaient donc une

tentative sur Djerba: et c'était là aussi la tradition sicilienne puisque les rois normands avaient dominé l'île au milieu du siècle précédent.

L'entreprise semblait devoir être facile; elle fut cependant malaisée: les Sicilo-Aragonais commandés par Roger de Lauria commencèrent par conquérir les îles Kerkenna, sortes de jalons d'approche vers Djerba puis attaquèrent la grande île: d'abord, les choses allèrent assez bien; les Aragonais firent 2.000 prisonniers et s'emparèrent d'un gran butin. Mais ils furent étonnés de la violence de la résistance; celle-ci n'était pourtant qu'à son début. L'île dépendait du Gouverneur Hafside de Tripoli: contre les envahisseurs chrétiens, l'unité musulmane se ressouda localement. Il y eut de durs combats, avant que Roger de Lauria pût remporter une victoire complète. Mais le Khalife Abou-Hafs, qui venait d'en finir avec l'usurpateur Ibn-Abou-Omara et qui était affaibli par la scission de Bougie, dut en passer par les volontés aragonaises: il autorisa les Djerbiens à se soumettre au Roi de Sicile et d'Aragon en la personne de son Amiral Roger de Lauria.

Dès lors la vassalisation de l'île se traduisit financièrement et militairement: les Djerbiens payèrent à la *couronne de Sicile* un tribut annuel de 100.000 dinards<sup>48</sup>; les Aragonais élevèrent dans l'île un château fort, grande forteresse carrée aux tours et au donjon très impressionnants; les Arabes le nommèrent «El-Cachetil».

La domination des Sicilo-Aragonais aux Kerkenna et à Djerba se maintint sans interruption de 1284 à 1335: un demi-siècle. Tel fut le legs territorial fécond de la politique tunisienne de *Pedro III*: il est intimement lié à sa politique sicilienne.

LE TRAITÉ TUNISO-ARAGONAIS DE 1285. — Ebranlée par les révolutions et les scissions, amoindrie territorialement par la perte de ses possessions insulaires, la monarchie Hafside se trouva en 1284-85 vis-à-vis de *Pedro III* dans l'état où celui-ci souhaitait la voir depuis 1277.

Pendant les luttes entre le Hafside Abou-Hafs et l'usurpateur Ibn-Abou-Omara, à la faveur de la séparation entre le royaume de Bougie et celui de Tunis, les émissaires du Roi d'Aragon eurent beau jeu pour imposer leur point de vue au gouvernement khalifal. Depuis 1277-79, *Pedro III* cherchait à imposer un tribut aux Hafsides comme signe de vassalisation; son but était double ou triple: porter un coup moral aux «empereurs de l'Islam» et affaiblir le prestige qu'ils pouvaient avoir auprès des Musulmans se trouvant encore en Espagne; avoir quelques revenus financiers supplémentaires; avoir un moyen d'accentuer ses prétextes d'intervention à Tunis.

Par orgueil et par intérêt, les Hafsides cherchaient à éluder ce tribut. Maintenant la question pouvait trouver une solution de compromis: puisque le Roi d'Aragon était devenu Roi de Sicile, les souverains de Tunis pouvaient tout naturellement lui verser le tribut que leurs prédécesseurs

48. Bofarull, op. cit., III, p. 452.

avaient payé aux Normands puis aux Hohenstaufen. Encore les négociations furent-elles longues et difficiles, les émissaires aragonais cherchant à faire admettre que le tribut était double. Les envoyés du Khalife conclurent le traité le 12 juin 1285 au col de Panizars dans les Pyrénées, près de La Junquera, dans le camp de l'armée aragonaise en lutte contre les envahisseurs français. Le texte en est si peu clair que l'historien Bofarull — conformément à la tradition catalane — l'interprète comme stipulant le paiement du tribut de Sicile ET DE «L'AUTRE» TRIBUT, ce dernier étant acquitté moyennant 33.333 besants 1/3 par an<sup>49</sup>. Au contraire, l'historien Mas-Latrie — conformément à la tradition tunisienne — dit qu'il s'agit d'un seul tribut, le tribut dû à la Couronne de Sicile et que c'est ce tribut qui fut déclaré payable, conformément au traité conclu en 1270 entre Al-Mostancir et Charles d'Anjou, moyennant la somme de 33.333 besants 1/3, ce chiffre représentant la valeur en numéraire des 24.000 ou 12.000 onces d'or prévues<sup>50</sup>. En outre, le Khalife s'engageait à payer au Roi d'Aragon la somme de 100.000 besants pour les années pendant lesquelles le tribut n'avait pas été perçu (1282, 1283, 1284); ce dernier point semble bien démontrer qu'il s'agit du tribut sicilien, l'année 1282 étant celle de l'avènement de *Pedro III* en Sicile.

Ces sommes ne sont d'ailleurs pas très élevées comparativement aux 100.000 dinards annuels que, depuis 1284, les Djerbiens avaient l'obligation de verser de leur côté<sup>51</sup>.

Ainsi donc, *Pedro III* héritait, en Tunisie comme en Sicile, de la position des Hohenstaufen, mais contrairement à tous ses espoirs et à tous ses désirs, contrairement aux interprétations de divers auteurs catalans, *il n'obtenait rien en tant que Roi d'Aragon*. C'était en effet des bases de départ siciliennes qu'était partie la flotte de Roger de Lauria pour conquérir les Kerkennas et Djerba; c'était de ces bases que les navires sicilo-aragonais pouvaient éventuellement continuer à menacer les côtes tunisiennes et à faire des razzias à leur dépens. *C'était donc bien devant le maître de la Sicile que le Khalife s'inclinait*, et non devant celui de la Catalogne et de Valence. La cause première de l'acceptation du tribut par le souverain de la Tunisie restait toujours sa cause déterminante: suivant une formule heureuse de Don Tomás García Figueras, c'était, depuis les Normands, «*una prima de seguro para evitar los efectos de la piratería siciliana*»<sup>52</sup>. Les souverains tunisiens estimaient, avec leur sagesse

49. Bofarull, op. cit., III, p. 320.

50. Mas-Latrie, op. cit., p. 279; Cf. supra notre note 10.

51. S'agit-il de dinards d'or ou d'argent? Le dinard arabe d'or est à peu près comparable à l'écu français; il est inférieur au doubloon d'or et très largement inférieur au besant d'or. Mais même en admettant l'équivalence de 3 dinards djerbiens d'or et d'un besant d'or de Tunis, le tribut djerbien est énorme par rapport au tribut ifrikien. Par contre, il est impossible d'admettre qu'il s'agisse de dinards d'argent, 10 dinards d'argent équivalant à 1 besant d'argent (au moins au Maroc) et 6 besants djerbiens étant nécessaires pour avoir 1 double d'or. [Cf. Capmany, op. cit., t. IV, Appendice, pp. 130 sq.]

52. Op. cit., p. 59.

orientale, que les maîtres de la Sicile, dans la mesure où ils auraient intérêt à être en bons termes avec eux, sauraient avoir plus d'énergie pour empêcher la piraterie orientée contre l'Ifrikiya.

Tel fut le point culminant de la politique tunisienne de *Pedro III*. En novembre 1285, cinq mois par conséquent après le traité de Panizars, le grand roi d'Aragon mourut. Il n'avait pu conquérir l'Ifrikiya; il n'avait pas davantage réussi à en faire un état quelque peu vassal ou protégé de la Couronne d'Aragon, mais IL EN AVAIT SAPÉ ET DÉTRUIT LA PUISSANCE.

CONCLUSION. — Malgré ses brillantes victoires sur Charles d'Anjou et sur le roi de France Philippe III, à cause de la politique pontificale, *Pedro III* sépara avant de mourir la Couronne d'Aragon de celle de Sicile; la première alla à son fils aîné *Alfonso*, la seconde à son cadet: *Jaime*<sup>53</sup>. Sans doute espéra-t-il faciliter ainsi le maintien de sa famille sur le trône de Palerme et atténuer l'opposition de la France et celle de la Papauté; mais, cette décision eut comme conséquence, sur le plan africain, de faire passer implicitement les Kerkennas, Djerba et le tribut à la branche sicilienne de la Maison d'Aragon, si bien que dans les années suivantes la question tunisienne resta étroitement liée à la question sicilienne.

En définitive, le résultat positif durable de la politique africaine de *Pedro III* fut non pas la conquête des îles ni l'obtention du tribut, mais UNE ORIENTATION ACCRUE ET MULTIPLIÉE DES ACTIVITÉS ARAGONAISES VERS L'IFRIKIYA.

C'est une tradition que *Pedro III* légua à ses successeurs et à ses sujets, bien plus que toute autre chose; et cette tradition eut une grande valeur par ses répercussions économiques; car c'est le commerce catalan qui fut le principal bénéficiaire de la constante orientation tunisienne que *Pedro III* fit apparaître dans la politique de Barcelone.

Il y a un immense ensemble que les historiens n'ont pas le droit d'escamoter: intrigues de *Pedro III* et d'Abou-Ishaq contre le Khalife Yahia-Al-Wateq (1277-1279); révolte d'Abou Ishaq contre Yahia-Al-Wateq et expédition aragonaise de soutien à Abou-Ishaq (1279); intrigues du Khalife détrôné Yahia-Al-Wateq avec les chevaliers chrétiens de l'armée tunisienne (1280); révolte d'Abou-Bekr-Ibn-Quezir contre le Khalife Abou-Ishaq et alliance de *Pedro III* avec le rebelle (1281-82); expédition de *Pedro III* à Collo (1282); révolte d'Ibn-Abou-Omara contre Abou-Ishaq (1283); guerre civile entre Ibn-Abou-Omara et les Hafside (1284); conquête des Kerkennas et de Djerba par Roger de Lauria (1284); scission entre deux branches de la famille hafside, d'où séparation entre le royaume de Tunis et celui de Bougie (1284); traité tuniso-aragonais accordant le paiement d'un tribut annuel au Roi d'Aragon et de Sicile (1285).

53. La renonciation à la Sicile faite par *Pedro III* sur son lit de mort, quand il se soumit à toutes les volontés pontificales, fut pratiquement sans effet.

Cette succession de faits est impressionnante. Elle l'est encore plus quand on rapproche deux événements: la mort de *Pedro III* en 1285 et le calme intérieur dont jouit la double monarchie hafside dès 1285 jusqu'en 1311!

Mais il est certain que ce grand effort politique, s'il rendit un important service à toute la Chrétienté et particulièrement à tous les Espagnols en brisant une force musulmane impériale naissante, n'eut toutefois pour la Couronne d'Aragon qu'une seule répercussion utile et durable: l'essor du commerce catalan en terre ifrikiyenne.

### CHAPITRE III

#### LE COMMERCE CATALAN DANS LES ÉTATS HAFSIDES (DE BOUGIE A TRIPOLI)

Après l'expédition de Collo, la conquête des Kerkennas et de Djerba, et la mort de *Pedro III*, les relations entre les pays de la Couronne d'Aragon et la Tunisie furent pendant un siècle environ beaucoup moins mouvementées; elles ne connurent plus que des heurts de faible importance. Il en fut ainsi jusqu'aux jours où la Couronne d'Aragon prit à nouveau directement en charge les pays de la Couronne de Sicile (1377: mort du roi de Sicile *Fadrique III*).

Pendant ces années 1285-1377, il y eut de constants échanges maritimes d'ordre commercial entre les ports ifrikiyens — surtout Tunis et Bougie — et les ports du royaume d'Aragon — surtout Barcelone —. Le traité de commerce conclu en 1271 entre *Jaime I* et Al-Mostancir (renouvelé en 1278 entre *Jaime II* de Majorque au nom de son royaume et Yahia-Al-Wateq, renouvelé en 1285 pour quinze nouvelles années entre *Pedro III* au nom des pays de la Couronne d'Aragon et Abou-Hafs) est l'acte diplomatique qui avait jeté les bases définitives des relations économiques entre les états consignataires. Malgré des brouilles politiques momentanées, malgré les fréquents actes de piraterie de Catalans et de Tunisiens, ce traité fondamental ne cessa pas d'être l'armature du commerce entre l'Aragon et l'Afrique. Les nombreux autres traités qui furent conclus au XIV<sup>ème</sup> siècle entre les souverains hafside et catalans en ont suivi d'assez près les diverses stipulations. Voici quels sont les accords dont les textes sont parvenus jusqu'à nous:

1301: traité conclu le 21 novembre entre *Jaime II* et Abdallah-Abou-Acida-Mohamed II, roi de Tunis, après avoir été négocié par Ramon de Vilanova<sup>54</sup>.

54. Les deux répertoires généraux sont: Capmany. *Antiguos tratados de paces y alianzas entre algunos reyes de Aragón y diferentes principes infieles de Asia y*

- 1309: traité analogue entre les deux mêmes souverains<sup>55</sup>.  
 1309: traité conclu entre *Jaime II* et Abou-l'Baqa-Jalid I<sup>er</sup>, roi de Bougie, après avoir été négocié par Bernat de Soley (ou *Soler*)<sup>56</sup>.  
 1313: traité entre le Roi *Sancho* de Majorque et Al-Lihyani, roi de Tunis<sup>57</sup>.  
 1314: traité conclu entre *Jaime II* et Al-Lihyani après avoir été négocié par Guillermo Ulomar<sup>58</sup>.  
 1314: traité entre *Jaime II* et Abou-Bekr, roi de Bougie<sup>59</sup>.  
 1323: traité conclu le 1<sup>er</sup> mai entre *Jaime II* et Abou-Bekr, roi de Tunis et de Bougie<sup>60</sup>.  
 1360: traité conclu le 15 janvier entre *Pedro IV* et Abou-Ishaq II, roi de Tunis et de Bougie, après avoir été négocié par Francés Sa-Costa<sup>61</sup>.

Cette liste est éloquent; elle prouve combien furent continues les relations économiques entre les états Hafsides et les pays de la Couronne d'Aragon. Ces traités sont tous des renouvellements «des accords antérieurs», avec reproduction souvent littérale des clauses du traité de 1271 et parfois des modifications de faible ou moyenne importance. Ils comportent une clause de durée variable: validité de 4, 5 ou 10 ans en général. Dans cette série d'actes, n'apparaît qu'une lacune: 1323-1360; elle est due à la mort de *Jaime II* (1327), suivie de l'avènement d'*Alfonso IV* (1327-1336), roi indolent qui ne montra aucune activité diplomatique vis-à-vis de l'Ifrikiya<sup>62</sup>. Puis ce furent des désaccords d'ordre financier qui retardèrent la signature d'un nouveau traité entre *Pedro IV* (1336-1387) et les Hafsides: en décembre 1336, un traité fut conclu à Valence entre un plénipotentiaire du Khalife Abou-Bekr et le négociateur du roi d'Aragon, Fortunat de Montagut; mais, la Cour de Tunis refusa de le ratifier en raison de prétentions fiscales aragonaises que le grand et énergique souverain Abou-Bekr n'était pas homme à admettre<sup>63</sup>.

*Africa desde el siglo XIII hasta el XV* (Madrid, 1788), et Mas-Latrie, *Traité et Documents concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique Septentrionale au Moyen-Age* (Paris, 1866). Cf. aussi Finke, *Acta Aragonensia* (Berlin-Leipzig, 1908-1922). Sur le texte arabe du traité de 1301, Cf. *Anuari Institut d'Estudis Catalans*, Barcelonà, 1907, pp. 195 sq., et Maximiliano Alarcón Santón y Ramón García de Linarés, *Los documentos árabes diplomáticos de la Corona de Aragón*, Madrid, 1940, pp. 249 sq. Les noms de négociateurs que nous donnons sont ceux des plénipotentiaires du Roi d'Aragon. Souvent d'ailleurs des plénipotentiaires catalans deviennent ensuite plénipotentiaires du roi arabe.

55. Cf. Mas-Latrie, *Relations et Commerce...*, op. cit., pp. 326-327.

56. Cf. Mas-Latrie, *Relations et Commerce...*, op. cit., pp. 321-322; Miralles de Imperial, op. cit., p. 77; *Anuari Institut d'Estudis Catalans*, 1909-1910, p. 227.

57. Cf. Champollion, Flégeac, Reinaud, op. cit., pp. 71 sq., et Mas-Latrie, p. 270.

58. Cf. *Anuari Institut...*, op. cit., 1909-10, pp. 229-232, et Mas-Latrie, p. 200 (traité conclu pour 10 ans).

59. Cf. Mas-Latrie, pp. 321-322.

60. Cf. Mas-Latrie, p. 327, et García Figueras, op. cit., p. 69 (traité conclu pour 4 ans).

61. Cf. *Anuari Institut...*, op. cit., 1909-10, p. 254, et *Los documentos árabes...*, op. cit., pp. 315 sq. (traité conclu pour 10 ans).

62. Cf. Miralles de Imperial, op. cit., p. 82.

63. Cf. García Figueras, op. cit., p. 74; Brunschwig, *Documents inédits sur les relations entre la Couronne d'Aragon et la Berbérie Orientale au XIV<sup>ème</sup> siècle* (Annales de l'Institut d'Études Orientales, Paris, 1936). Sur la personnalité d'Abou-Bekr, se reporter à notre premier chapitre. Sur la nature exacte du désaccord entre Abou-Bekr et *Pedro IV*, se reporter à notre quatrième chapitre, p. 52.

Grâce à ces différents traités, grâce aux nombreuses lettres échangées entre la Couronne d'Aragon et les souverains Hafssides, et aux études historiques générales publiées sur le commerce international au Moyen-Age, on peut tracer un tableau d'ensemble des relations économiques entre la Catalogne et les pays de la Couronne de Tunis aux XIIIème et XIVème siècles.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE EN TUNISIE ET DANS L'ALGÉRIE ORIENTALE. — A la fin du XIIIème siècle et au début du XIVème, Tunis avait une quadruple importance: politique, religieuse, intellectuelle et économique. Elle était la capitale d'un Khalifat, la métropole religieuse incontestée de tout l'Islam Occidental, la ville où savants et lettrés andalous arrivés après la *reconquista* de Séville et de Cordoue avaient fait souche et école; elle était le principal centre commercial de tout le Maghreb, un lieu d'échanges entre marchandises occidentales et orientales, une escale naturelle pour les marchands qui allaient des rives d'Espagne ou de France vers la Méditerranée orientale, un point d'aboutissement de nombreuses caravanes arrivant d'Egypte ou du centre de l'Afrique.

Aussi, la cité était-elle grande, belle, riche et peuplée: elle avait plus de 100.000 habitants<sup>64</sup>. Autour des fondoucks qu'Abou-Zakariya I<sup>er</sup> avait fait aménager pour les caravanes venant du sud<sup>65</sup>, se construisaient les grands souks des étoffes et des parfums. Celui des étoffes était riche de lainages et de cotonnades; on y trouvait aussi de superbes soieries qui arrivaient d'Orient par terre ou par mer. Le souk des parfums — *Soukh El-Attarin* — était une charmante oasis d'ombre et d'odeurs rafraîchissantes, un lieu raffiné moins bruyant que les fondoucks et que les autres souks qui l'entouraient; il est aujourd'hui encore un des coins les plus agréables de la Tunis arabe: essences d'ambre et de rose, de géranium et de jasmin, de vanille et de benjoin y mêlent délicieusement leurs parfums. En les respirant, les marchands européens du Moyen-Age pouvaient déjà se croire en Orient.

Par ailleurs, la ville était grouillante, emplie des bruits caractéristiques des mille petits commerces arabes. Nous avons quelques détails sur le négoce ordinaire: on sait, par exemple, que sous le règne d'Abou-Bekr (1317-1346), il y avait à Tunis 700 boutiques d'épiciers, et que plus de 4.000 individus étaient alors occupés à la préparation ou à la cuisson du pain.

Aux dires d'un voyageur espagnol qui vit Tunis en 1403 et dont le témoignage peut valablement être retenu pour le XIVème siècle, Tunis était «une fort grande et fort belle ville extrêmement riche»; on y voyait «de belles maisons, de magnifiques mosquées et des maisons fortes»; sur une petite hauteur se trouvait «un magnifique palais nommé Alqazar»<sup>66</sup>.

64. Cf. G. Hanotaux, *Histoire des Colonies Françaises*, t. III, par G. Hardy, p. 347 (Paris, 1931).

65. Cf. Miralles de Imperial, op. cit., p. 27.

66. Mas-Latrie, op. cit., pp. 305 sq.



De fait, la Tunis arabe est construite sur une petite éminence gravie par des ruelles à pente relativement raide et les châteaux-palais des souverains se sont toujours élevés, au cours des siècles, au sommet de l'agglomération; ce fut encore le cas du plus récent d'entre eux, celui qui subsiste actuellement et que l'on nomme le *Dar-El-Bey*. Au XIII<sup>ème</sup> et au XIV<sup>ème</sup> siècles, le Khalife résidait plus haut encore, dans la *Kashab* dont la Mosquée et le Minaret furent alors construits: ils existent toujours et on y reconnaît l'inspiration andalouse.

Quant aux environs de la ville, ils étaient bien cultivés: trois-cents villas ou pavillons — ayant chacun son domaine à l'entour — s'y élevaient. Toujours suivant le témoignage espagnol de 1403, ces propriétés formaient autour de Tunis une plaisante ceinture semée de quelques vestiges de la Carthage romaine et surtout d'immenses pans d'un grandiose aqueduc rappelant aux voyageurs chrétiens comme aux habitants musulmans la perennité du génie latin.

Cette ville de Tunis avait la bonne fortune d'être séparée de la mer par le lac que l'isthme de La Goulette isole de la Méditerranée: excellentes conditions pour que les corsaires étrangers ne fussent pas trop inquiétants; la surveillance était stricte, d'ailleurs; il y avait toujours au moins une galère armée dans le port. Ce port était le trait d'union premier et indispensable de la Tunisie et de la Chrétienté. Aussi son activité était-elle considérable: l'arsenal ne chômait pas; une dizaine de bateaux y était constamment en construction en temps normal, malgré les difficultés éprouvées par les Ifrikiyens pour avoir du bois, l'indispensable matière première.

C'est par ce port et par ceux des autres villes maritimes hafsidès — Bougie et Bône, Sousse, Mahdia, Sfax, Gabès et Tripoli — que passait alors tout le commerce d'importations et d'exportations de l'Algérie Orientale, de la Tunisie et de la Tripolitaine actuelles.

Les exportations étaient variées: raisins secs de Bougie et de Bône, pistaches, figues, dattes, amandes, huile d'olive, parfois des céréales — y compris du blé —, sucre, car il y avait alors beaucoup de cannes à sucre dans les régions de Bône, de Kairouan et de Gabès<sup>67</sup>, poissons salés, sel, chevaux, laines, peaux, des soieries de Gabès et d'Orient, des plumes d'autruche, de beaux tapis, diverses étoffes de toile en particulier des voiles appelés *haïks*, divers produits orientaux réexportés, notamment des épices et de l'ivoire, des produits de l'artisanerie ifrikyenne: poteries et surtout vanneries. Parmi les productions tunisiennes les plus appréciées par les Européens, le plomb tenait une grande place; le corail pêché surtout sur la côte de Tabarka et que les Catalans seront très nombreux à venir chercher au XV<sup>ème</sup> siècle, était déjà fort estimé; et il y avait surtout d'utiles substances servant à la teinture: safran, *kermès* ou cochenille et

67. Mas-Latrie, op. cit., p. 369.

l'alun dit «de Bougie», qui figure dès 1271 parmi les marchandises dont il est fait mention sur les tarifs des courtiers barcelonais (*alumbre de Bugia*)<sup>68</sup>. Rien de caractéristique sur l'importance économique de la région bougieote comme le grand nombre de produits désignés par le nom de Bougie dans les marchés européens; il y avait non seulement les raisins secs et l'alun, mais aussi une certaine «écorce de Bougie», qui était sans doute une écorce tannique servant au travail des cuirs<sup>69</sup>.

Quant au miel et à la cire de Bougie ils étaient très appréciés: chacun sait que le nom de «Bougie» se popularisa plus tard pour désigner les chandelles; aux dires de Capmany, il faut donner la même origine au mot «basane»: «*Bugia, que era conocida en aquellos tiempos con los nombres de Bugea, Buzea y Basana, comunicó este último a las pieles llamadas badanas y entonces basanas*»<sup>70</sup>.

Les Européens qui venaient chercher dans les états hafside ces diverses marchandises y apportaient d'autres produits: parfois des céréales — les années de mauvaise récolte africaine, car depuis les terribles invasions hilaliennes du XI<sup>e</sup> siècle, l'Ifrikiya avait cessé d'être la très productive région qu'elle avait été au temps de Rome —, et, en tout temps, tissus, draps, toiles, étoffes de luxe, du lin, de la mercerie, des pelleteries, de la bijouterie et de la verroterie, de la quincaillerie, du papier, des oiseaux de chasse. Parmi les importations tunisiennes figuraient aussi très souvent deux denrées alimentaires: des fèves et du vin; le vin était destiné essentiellement aux soldats, marchands et consuls chrétiens vivant en cette terre d'Islam. En outre, les Européens ne cessaient guère de vendre aux Tunisiens des armes, du bois, des cordages voire des navires, malgré les interdictions pontificales et gouvernementales qui interdisaient ce commerce susceptible d'augmenter les forces des Infidèles: rois et républiques fermaient les yeux, et il y avait une organisation publique de cette sorte de contrebande<sup>71</sup>.

Dans ce mouvement commercial général, les Catalans ne tinrent pas toujours la première place; loin de là! A cause de leur proximité de l'Ifrikiya les marchands italiens — surtout Génois, Pisans et Vénitiens — jouèrent sans cesse un rôle essentiel; ils avaient même quelques avantages particuliers qui attestent leur position prééminente: par exemple, quand le royaume de Tunis pouvait vendre du blé, la possibilité d'achat était presque toujours réservée aux Vénitiens ou aux Génois qui pouvaient l'exporter d'Afrique sans payer de droits. De même les Vénitiens avaient le monopole ou le quasi-monopole de l'exportation, en franchise aussi, du plomb et du sel. A Djijelli (Giger) et à Tabarka, l'activité commerciale n'était permise en principe qu'aux Génois<sup>72</sup> et si l'on y voit trace parfois

68. Ballesteros, op. cit., t. III, p. 527.

69. Mas-Latrie, op. cit., p. 374.

70. Capmany, op. cit., t. I, livre I<sup>er</sup>, p. 82.

71. Cf. Sayous, op. cit., p. 35.

72. Mas-Latrie, op. cit., pp. 322 et 332.

d'autres marchands européens, il s'agit d'autres Italiens, par exemple de Pisans<sup>73</sup>, mais jamais de Catalans, du moins au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècles.

Dans leur rivalité économique avec Génois, Pisans et Vénitiens — et aussi avec Marseillais et Montpelliérains<sup>74</sup> —, les Catalans surent d'ailleurs marquer, par à-coups, des points importants: eux aussi, à force de ténacité, obtinrent par le traité de 1323 un monopole valable pour la double monarchie Tunis-Bougie: celui d'importer du vin en franchise avec une seule petite restriction sur la franchise: pour tout chargement de 100 jarres de vin, une jarre serait retenue par la Douane tunisienne (donc, droit de 1 %). Ce privilège avait sans doute une assez large portée financière, car malgré les stipulations religieuses musulmanes, les chrétiens d'Afrique n'étaient pas les seuls consommateurs de ce vin: selon Mas-Latrie, «l'usage et le débit du vin étaient choses si communes en Afrique qu'on avait coutume de donner, en certaines circonstances, aux portefaix arabes et autres gens de service, une gratification pour le vin: le pourboire dit *bakchich*»<sup>75</sup>.

Tel est l'aspect d'ensemble de l'activité de ces marchés internationaux qu'étaient aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles les ports ifrikiyens. Il était normal que les hommes d'affaires catalans d'alors s'y intéressassent: ils avaient de nombreux navires qui sillonnaient constamment la Méditerranée, d'Espagne vers les possessions aragonaises de Sicile, de Sardaigne et de Corse, et qui se dirigeaient plus loin encore vers toutes les côtes de la Méditerranée orientale: c'est en 1326 qu'un petit-fils de *Pedro III el Grande*, Manfred d'Aragon (fils du roi *Fadrique* de Sicile), fonda la duché catalan d'Athènes, qui dura jusqu'en 1388. Ainsi Tunis et Bougie n'étaient pas seulement des buts, mais aussi des étapes où l'on faisait des affaires au passage.

LA TECHNIQUE DU COMMERCE CATALAN VERS L'IFRIKIYA. — Dans le mouvement commercial catalan vers l'Ifrikiya, on retrouve toutes les curieuses et intéressantes coutumes économiques de la vie méditerranéenne d'alors, la typique association entre le «travail» et le «capital» par moyen de contrats entre «commerçants» et «capitalistes» de Barcelone ou d'autres villes de la Couronne d'Aragon — parfois des Juifs<sup>76</sup>.

Ces contrats se faisaient généralement sous forme de «commande» (*co-manda*). Une «commande» du XIII<sup>e</sup> ou du XIV<sup>e</sup> siècle n'est en

73. Ibid., p. 396.

74. C'est seulement en 1349 que Montpellier échappa à l'Empire Catalan, lorsque le roi *Jaime II* de Majorque la vendit à la France.

75. Ibid., p. 369.

76. Cf. *El libro del Consulado de Mar* (particulièrement Titre VI); André Sayous, *Les méthodes commerciales de Barcelone aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles* (Estudis Universitaris Catalans, t. XVI, pp. 155-198, et XVIII, pp. 209-236, Barcelona, 1931 et 1933); André Sayous, *Le Commerce des Européens à Tunis*, Paris, 1929; André Sayous et Jean Combes, *Les commerçants et les capitalistes de Montpellier aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles* (Revue Historique, tomes CLXXXVIII-IX, Paris, juillet-décembre 1940); A. Aunós Pérez, *El derecho catalán en el siglo XIII*, Barcelona, 1926.

rien comparable à la «commandite» moderne dans laquelle le commandité a carte blanche du capitaliste qui fournit de l'argent. Au Moyen-Age, le capitaliste qui donne une somme, en vue d'une opération commerciale avec un pays lointain, précise quelles marchandises le «commerçant» (avec qui il passe contrat) doit acheter avec cette somme pour aller les vendre au loin. Parfois, cette «commande» est directement une «commande en marchandises», le capitaliste fournissant au «commerçant» non pas une somme pour acheter des marchandises données, mais les marchandises elles-mêmes. Parfois, au contraire et bien plus rarement, c'est une pure et simple «commande en argent». l'argent étant à emporter tel quel par le commerçant en vue d'achats au loin<sup>77</sup>.

En effet, le contrat de «commande» entre le «capitaliste» et le «commerçant» se couronne naturellement par les marchandises que le commerçant rapporte de son voyage: celles-ci ne sont presque jamais spécifiées, à cause de l'évidente difficulté qu'il y a à prévoir plusieurs mois à l'avance et à Barcelone, quelles denrées se trouveront sur le marché de Tunis ou sur celui de Bougie quand le commerçant prendra le chemin du retour. Parfois, tout de même, le capitaliste fait figurer dans le contrat une liste des marchandises parmi lesquelles le commerçant aura à choisir là-bas suivant les possibilités.

Dans ces «commandes» barcelonaises vers l'Ifrikiya, suivant la coutume habituelle au Moyen-Age, les bénéfices des opérations commerciales envisagées étaient répartis généralement dans une proportion très favorable au capitaliste: les  $\frac{3}{4}$  (ou plus rarement les  $\frac{2}{3}$ ) pour lui; le  $\frac{1}{4}$  (ou le  $\frac{1}{3}$ ) pour le commerçant.

À côté de ce système de la «commande» fonctionnait aussi celui de la société (*societas maris*), système par lequel le «commerçant» fournissait lui-même une petite partie du capital, de telle façon qu'il était, non plus un simple commandité, mais un associé, d'où pour lui une plus grande part de bénéfices; ce système de société était beaucoup plus rare que celui de la «commande». En effet les commerçants ne tenaient pas plus que les capitalistes à s'exposer à trop de risques: or tous ces voyages méditerranéens étaient fort risqués! En raison de la connaissance imparfaite encore de la mer et du temps, et de la faible résistance des bateaux en cas de tempête, les naufrages étaient alors continuels<sup>78</sup>. Plus encore, la piraterie était un fléau à peu près constant, et il y avait tant de guerres complexes entre Catalans, Génois, Pisans, Hafsides, Mérinides, Zéyanides, Nasrides de Grenade, Castillans, Siciliens, Angevins, Sardes et Corses, que les bateaux de commerce étaient fort exposés aux combats et aux «prises». Autres causes de risque économique: les crises révolutionnaires ifrikiyen-

77. Dans Sayous, *Estudis Universitaris Catalans*, t. XVI, p. 198, se trouve le texte d'un contrat de «commande-dépôt d'une somme d'argent» à remettre à Tunis au mandataire du déposant (1289).

78. Pirenne, *La Civilisation Occidentale au Moyen-Age* (Tome VIII de l'Histoire du Moyen-Age, de la Collection Glotz), Paris, 1933, p. 125.

nes, les brusques et momentanés renversements des dispositions favorables des rois de Tunis ou de Bougie; les possibilités de non-paiement, les ventes à crédit souvent intéressantes à tenter mais parfois catastrophiques.

Pour toutes ces raisons donc, un «capitaliste» ne risquait en général sur un seul «commerçant» qu'une petite somme, et les «commerçants», dès qu'ils avaient quelque fortune, préféraient se transformer à leur tour en «capitalistes». En contre-coup, et c'était là un considérable facteur d'activité et d'émulation, un commerçant cherchait toujours à obtenir plusieurs «commandes» avant de partir en voyage<sup>79</sup>. Et chaque capitaliste «misait» sur plusieurs commerçants. Rien n'est plus caractéristique de l'époque que cette répartition des risques entre un marchand et plusieurs capitalistes, pour un voyage donné.

Outre cette organisation du commerce proprement dit, il y avait aussi toute une technique du voyage maritime: en ce temps, les bateaux de commerce ne se distinguaient pas des bateaux de guerre; tout navire devait être prêt à la lutte, et c'est à cause des grands risques de perte qui pesaient sur chacun d'eux que leur propriété était généralement fractionnée en parts<sup>80</sup>. Ces parts étaient souvent au nombre de six; un bateau appartenait ainsi à une petite société où les décisions étaient sans doute prises à la majorité des voix entre les propriétaires de «parts»<sup>81</sup>, chaque part étant aliénable, voire louable séparément. Ces «commanditaires» et «armateurs» de bateaux se recrutaient dans les mêmes milieux capitalistes que les hommes d'affaires qui chargeaient de «commandes» les «commerçants» partant au loin: des Juifs barcelonais figuraient aussi parmi eux<sup>82</sup>.

Pour protéger contre tous risques de guerre et de pillage, le capital représenté par chacun de ces bateaux et par les marchandises chargées, les «capitaines» et leurs passagers étaient souvent tentés de faire de la piraterie; ils pouvaient ainsi augmenter les bénéfices d'un voyage, c'est-à-dire compenser des pertes commises dans des voyages antérieurs... ou possibles dans des voyages ultérieurs: pour se protéger contre les corsaires, il fallait en prendre les habitudes! Les représailles étaient la seule méthode sûre pour atténuer les dommages subis ou redoutés. La personnalité des chefs de bâtiments jouait donc un grand rôle dans la sécurité des voyages: or précisément, par leur audace et leur esprit d'initiative, les marins barcelonais étaient de ceux qui inspiraient le plus de confiance aux voyageurs<sup>83</sup>. Les «capitaines» étaient en général élus, soit par les équipages, soit par les villes dont les navires étaient originaires.

Tels sont les traits essentiels du commerce maritime de la Catalogne vers l'Ifrikiya au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècles: technique capitaliste

79. Cf. *Estudis Universitaris Catalans*, XVI, p. 176.

80. Cf. *Estudis Universitaris Catalans*, XVI, p. 168; sur les «parts» des bateaux, cf. le titre I du *Llibre del Consulado de Mar*.

81. Cf. Ashburner, *The Rodian sea law* (Oxford, 1909), et *Documentos árabes...*, p. 318.

82. Cf. Pirenne-Glotz, op. cit., p. 117.

83. Ibid., p. 136.

médiévale, fractionnement des risques, tant pour chaque entreprise commerciale que pour chaque voyage sur mer, âpreté des capitalistes se taillant une part considérable dans les bénéfices, souvent manque de scrupules des marins et des marchands prêts à se muer en corsaires à l'occasion.

Mais, au-dessus de ces caractéristiques que l'on retrouve chez tous les peuples commerçants du Moyen-Age, la marque propre de la Catalogne, et surtout de Barcelone, est l'esprit d'initiative et d'entreprise; l'atmosphère internationale de la Barcelone des XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup> siècles, où des Juifs, des Arabes et des Italiens se mêlent aux Catalans, est un fécond excitant à la vie économique et stimule la passion du gain<sup>84</sup>: Barcelone est alors une sorte de place forte commerciale d'où partent sans cesse à l'assaut de l'Ifrikiya, comme de bien d'autres terres méditerranéennes, d'intrépides marchands prêts à livrer toutes les batailles d'ordre économique en ne reculant devant aucun obstacle. La ville est une cité industrielle capable d'exporter notamment les produits de son industrie textile, depuis le XII<sup>ème</sup> siècle<sup>85</sup>. Elle est le débouché d'une riche région agricole. Le commerce est non seulement une possibilité, mais une nécessité pour elle: toute la grandeur impériale de *Jaime I* et de *Pedro III* vient de ce que ces deux souverains ont su assurer à leurs sujets la maîtrise au moins partielle des routes méditerranéennes vers les Baléares, vers l'Afrique et l'Italie... et au delà.

LA VIE ET L'ORGANISATION DES CATALANS DANS LES ROYAUMES DE BOUGIE ET DE TUNIS. — A partir du traité de 1271, les Catalans eurent en terre hafside une organisation comparable à celle des sujets des grandes villes marchandes italiennes. Un représentant officiel de la Couronne d'Aragon remplit à Tunis les fonctions de Consul; il avait auprès de lui un ou plusieurs adjoints éventuels — généralement choisis par lui-même — et un secrétaire secondé très vraisemblablement lui aussi par divers adjoints.

Ce Consul d'Aragon était le vrai chef légal de la colonie catalane de la ville; il avait compétence juridique, dressait des inventaires, s'occupait des successions, contrôlait l'application des traités à la Douane tunisienne; il rendait la justice parmi ses concitoyens; en cas de conflit juridique entre un Catalan — qu'il fût Chrétien ou Juif — et un Tunisien, la juridiction compétente était toujours celle de l'accusé: le Consul d'Aragon pouvait donc être appelé à trancher des débats où des Tunisiens étaient partie. Cela démontre l'importance de son rôle dans la vie ifrikiyenne. On s'en rend d'autant mieux compte quand on sait combien étaient nombreux les conflits nés de discussions commerciales entre Catalans et Tunisiens: «les Barcelonnais faisaient au XIV<sup>ème</sup> siècle de nombreuses affaires avec les Tunisiens dans une atmosphère de constantes discussions et de brouilles»<sup>86</sup>. Aussi le Consul d'Aragon avait-il nécessairement des rapports

84. Cf. Altamira, op. cit., t. I.

85. *Estudis Universitaris Catalans*, XVI, p. 162, et Ventalló Vintrolé, *Historia de la Indústria lanera catalana*, Tarrasa, 1914, p. 8.

86. Sayous, *Le Commerce des Européens...*, op. cit., p. 86.

fréquents et suivis avec le gouvernement khalifal; il avait le droit d'être reçu une fois par mois par le Khalife lui-même.

A la différence des autres consuls étrangers, qui n'avaient qu'un traitement payé par le gouvernement dont ils dépendaient, le Consul d'Aragon à Tunis percevait une délégation mensuelle sur les revenus de la Douane: 50 besants. Ce fut là sans doute un résultat de l'obstination de *Pedro III* toujours désireux de faire verser à son trésor des sommes attestant que l'Ifrikiya était plus ou moins tributaire de la Couronne d'Aragon.

Autour de ce Consul vivait tout un monde, non seulement ses adjoints éventuels et les secrétaires, mais aussi, un chapelain et des serviteurs. Toutes ces personnes résidaient dans le «fondouck» catalan. Comme les autres fondoucks étrangers — et parmi eux le fondouck français qui ne remonte qu'au XVI<sup>ème</sup> siècle et qui est conservé à peu près intact dans la Tunis actuelle — ce fondouck catalan était formé par plusieurs édifices modestes disposés autour d'une cour centrale et de plusieurs petites cours secondaires, le tout isolé par un mur d'enceinte. C'était à la fois la maison et le bureau du Consul et de ses secrétaires et la «Maison des Catalans»: tous les marchands aragonais étaient là chez eux; ils y vivaient pendant le temps de leur séjour à Tunis. Les commerçants installés à demeure en terre ifrikiyenne y habitaient aussi; ils y avaient leurs boutiques. Ce fondouck était, en effet, essentiellement le marché catalan de Tunis. L'animation y était extraordinaire: Juifs, Musulmans et Chrétiens de toutes les nations venaient y acheter, d'autant plus qu'il était proche des autres fondoucks européens notamment des vieux et réputés fondoucks italiens.

Rien de plus curieux et pittoresque que ce quartier européen au milieu de la ville arabe! c'était un précieux atout pour la sécurité des marchands. Le fondouck bénéficiait — au moins théoriquement — du privilège d'extraterritorialité; une chapelle s'y élevait et aussi un bain et un four pour fabriquer le pain, ce qui était très important dans les temps de disette.

En principe, un fondouck donné n'était la résidence que des consuls et des marchands de l'Etat auquel il appartenait. La règle est constamment répétée dans les traités, mais il y avait pour les Aragonais un élément de complication: la présence à Tunis de marchands majorquins. Depuis la mort de *Jaime I*, était né le royaume de Majorque, qui, de 1276 à 1285, se prétendait complètement indépendant sous le gouvernement du frère de *Pedro III*: *Jaime II* de Majorque, le signataire du premier traité passé entre Palma et Tunis (le traité de 1278, reproduction du traité tuniso-aragonais de 1271). Les Majorquins voulurent alors avoir leur consul particulier et leur fondouck propre, mais en 1285 *Pedro III* détrôna son frère coupable de s'être allié contre lui avec les Français et les Angevins. Le royaume majorquin ne ressuscita qu'en 1295, lors de la restauration de *Jaime II*, mais cette fois comme vassal de la Couronne d'Aragon. Il dura jusqu'à 1343, date de la défaite de *Jaime III*, arrière-petit-fils de *Jaime II* de Majorque, par *Pedro IV* d'Aragon, arrière-petit-fils de *Pedro III*.

Entre 1295 et 1343, les Majorquins essayèrent à plusieurs reprises de s'émanciper sur le plan économique tunisien du contrôle aragonais: c'est là un intéressant reflet du conflit fratricide entre les deux royaumes. Nous savons ainsi qu'en 1306 le roi d'Aragon *Jaime II* envoya au Khalife Abou-Acida-Mohamed II un plénipotentiaire, nommé Peyre de Fosse, avec la mission de protester contre les prétentions du roi *Jaime II* de Majorque en train d'intriguer pour avoir un consul particulier à Tunis; l'envoyé aragonais était chargé de dire:

*«Il n'y a jamais eu qu'un seul Consul des Catalans à Tunis, celui du roi d'Aragon. Ce Consul suffit à représenter et à défendre les intérêts de tous les Catalans, attendu que le roi de Majorque tient ses états du roi d'Aragon»*<sup>87</sup>.

Deux ans plus tard, le Khalife écrivit pourtant à *Jaime II* d'Aragon que par accord conclu avec un envoyé du roi de Majorque nommé Jaime Serra, il avait reconnu l'indépendance de ce souverain<sup>88</sup>. La discussion fut longue et vive car le roi d'Aragon, outre son prestige, avait des intérêts financiers en jeu: pour être remboursé de certaines sommes par le Khalife il touchait un petit pourcentage sur les droits perçus par la Douane Tunisienne sur les marchandises catalanes et il tenait donc à ce que les marchandises majorquines fussent considérées comme catalanes. En 1307 déjà, le Khalife s'y était absolument refusé en alléguant que Ramon de Vilanova, négociateur du traité de 1301, avait admis que les Majorquins ne fussent pas considérés comme Catalans<sup>89</sup>. Finalement le Roi d'Aragon dut s'incliner devant le point de vue tunisien: par le traité de 1313 conclu après assentiment de ses envoyés et en présence de Jaime Rostaing, Consul d'Aragon, et de Bernat d'Ultzina, secrétaire-juré (*scriptor-juratus*) du fondouck d'Aragon, il fut décidé que les Majorquins auraient à Tunis leur consul et leur fondouck propres<sup>90</sup>. Pour éviter toutes contestations ultérieures et en reconnaissant ainsi la suzeraineté de l'Aragon sur Majorque, le Khalife Al-Lihyani écrivit à *Jaime II* d'Aragon pour lui demander la ratification de ce traité<sup>91</sup>.

Dans les autres ports hafside, aussi bien dans le royaume de Bougie que dans celui de Tunis, les Catalans étaient organisés comme dans la capitale du Khalifat: d'ouest en est, à Bougie, Collo (Alcoll), Bône, Sousse, Mahdia, Sfax, Gabès, Tripoli, il y eut d'une manière plus ou moins permanente des Consuls et des fondoucks catalans; cela démontre l'importance du commerce catalan en Ifrikiya, même par des villes secondaires. Bougie surtout fut un centre actif: le Consul d'Aragon comme son col-

87. Mas-Latrie, op. cit., p. 317.

88. *Anuari Institut d'Estudis Catalans*, 1909-1910, p. 220.

89. Ibid., pp. 251 sq., et *Documentos árabes...*, op. cit., pp. 257 sq.

90. Mas-Latrie, op. cit., p. 317; Miralles de Imperial, op. cit., p. 59.

91. *Documentos árabes...*, op. cit., p. 283. L'imbroglie Aragon-Majorque continua d'ailleurs à être utilisée par des commerçants catalans qui voulaient échapper dans certains cas à certains droits fiscaux. C'est ainsi qu'en 1333 un marchand nommé Antón se déclarait tantôt Majorquin tantôt Valencien (Cf. *Documentos...*, p. 307, et *Anuari I. E. C.*, 1909-10, p. 250).



lègue qui exerçait à Tunis y avait une place privilégiée parmi les autres représentants européens: lui aussi pouvait être reçu une fois par mois par le sultan et il percevait une somme mensuelle de 20 besants sur les revenus de la Douane. La marge de 30 besants qui apparaît entre ce traitement bougieote et le tunisois montre assez clairement la proportion entre les volumes respectifs du commerce catalan à Bougie et à Tunis. Détail curieux: le commerce majorquin était par contre peut-être plus considérable à Bougie qu'à Tunis; alors que le royaume de Majorque n'eut un Consul à Tunis qu'en 1313, il en eut un à Bougie dès 1302; et là aucun conflit, semble-t-il, ne surgit à ce propos entre Aragon et Majorque; c'est *Jaime II* d'Aragon lui-même qui servit d'intermédiaire dans cette négociation entre son oncle *Jaime II* de Majorque et le roi Abou-l-Baqa-Jalid de Bougie<sup>92</sup>. Ce premier Consul de Majorque à Bougie s'appelait Bernat Benencasa<sup>93</sup>; était-il Aragonais ou Majorquin? on peut se le demander, car en 1315 et en 1320 il était encore consul catalan à Bougie, mais cette fois comme «Consul d'Aragon»<sup>94</sup>; cela laisse supposer que les regrettables rivalités entre Majorquins et Aragonais furent moins vives à Bougie qu'à Tunis, peut-être grâce à la personnalité d'un Consul intelligent et actif.

Les Consuls pouvaient dans certains cas exercer leurs fonctions dans deux villes secondaires à la fois: c'est ainsi qu'en 1336 le marchand catalan Francés March, après avoir servi d'intermédiaire en des négociations entre *Pedro IV* et Abou-Bekr, fut nommé Consul d'Aragon à Collo et à Bône<sup>95</sup>. Par ailleurs, dans ces petites villes, contrairement aux coutumes de Tunis et de Bougie, il n'y avait pas toujours un fondouck distinct pour chaque «nation» européenne; l'ordre dans les affaires était pourtant rigoureusement maintenu par la présence en chaque port ouvert au commerce d'un «secrétaire-juré» de chaque «nation» commerçante.

Ainsi le marchand catalan qui arrivait en Ifrikiya dans les dernières décades du XIII<sup>e</sup> siècle, ou au XIV<sup>e</sup> siècle, se trouvait-il tout de suite en présence d'une organisation accueillante lui faisant oublier les risques et les difficultés du voyage et facilitant son activité commerciale. Au milieu des bandes hurlantes et agiles des portefaix arabes qui se précipitaient à l'assaut des navires arrivants en offrant leurs services pour transporter les marchandises jusqu'à la Douane établie dans chaque port, le Catalan voyait toujours surgir un ou deux «drogmans», c'est-à-dire des Musulmans interprètes officiels envoyés par le Consul ou par le Secrétaire-Juré: en principe, il ne risquait donc aucune exaction; les représentants de l'administration musulmane comme les cadres locaux de sa «nation»

92. Brunschwig, *Documents inédits...*, op. cit.

93. Brunschwig transcrit ce nom: Benito Blancas; par contre, Finke (op. cit., t. II, p. 745) et Miralles de Imperial (op. cit., p. 69) le transcrivent Bernat Benencasa.

94. Cf. Miralles de Imperial, p. 69, et *Boletín de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona*, 1910, pp. 178 sq.

95. Cf. Brunschwig, *Documents inédits...*, op. cit.

étaient immédiatement garants des opérations économiques et financières qui allaient se conclure.

LE DROIT COMMERCIAL DANS LES RELATIONS ENTRE TUNIS ET BARCELONE.

— Dans les traités passés entre Aragon et Ifrikiya, est inclus tout un Code Économique International qui était encore précisé par la coutume. On sait donc exactement quelles règles régissaient aux XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup> siècles les rapports économiques entre Catalans et Ifrikienens.

Un premier point est capital: seuls quelques lieux d'accès sont autorisés aux Catalans, les ports que nous avons déjà cités à diverses reprises et où sont établis des bureaux de Douane arabe. Partout ailleurs, les navires aragonais n'ont pas le droit d'aborder sauf cas de force majeure, et dans ce cas, équipages et passagers ne peuvent faire en fait de commerce que des achats de première nécessité, par exemple des achats de vivres à consommer immédiatement à bord<sup>96</sup>.

Ainsi, tout commerce doit se faire par l'intermédiaire de la Douane ifrikienne. Les agents officiels de ce service contrôlent les cargaisons catalanes débarquées et veillent à l'application des règlements. Ils sont très nombreux et il n'y a pas parmi eux que des fonctionnaires musulmans: il y a aussi des secrétaires-comptables européens, qui sont en somme les représentants à la Douane des Consuls, et des Secrétaires-Jurés des Fondoucks. En ce qui la concerne, la «nation» catalane a dans chaque port ouvert à son commerce un ou plusieurs secrétaires-comptables outre les «drogmans» arabes qui sont à son service.

En principe, toutes les marchandises importées sont frappées d'un droit d'entrée de 10 % *ad valorem* payable, soit en argent, soit en nature, et seulement après la vente. Mais il y a quelques exceptions; certains produits échappent à la taxe: ceux dont les souverains arabes ont un grand besoin: céréales<sup>97</sup>, navires, tous les matériaux pouvant servir à la construction de navires, par exemple le bois, les agrès, etc. Rares sont les autres produits qui, tels les vins catalans à partir du traité de 1323, réussissent à échapper à la taxe de 10 %. Autre servitude: les espèces monnayées — c'est-à-dire les monnaies d'or et d'argent — doivent payer *dès leur entrée* en terre ifrikienne un droit de 5 %.

Pour les exportations, le «Code» international alors appliqué en Ifrikiya est beaucoup plus large: d'une part toutes les marchandises non vendues peuvent être réexportées en franchise; d'autre part, afin de favoriser les exportations africaines, les Hafsidés autorisent les commerçants catalans comme les autres européens à *exporter sans droits de Douane une quantité de marchandises de valeur égale à celle des marchandises qu'ils ont importées*. C'est seulement au-dessus de cette quantité que les exportations sont frappées d'un droit qui n'est d'ailleurs que de 5 % *ad valorem*.

96. Par ailleurs, bien entendu, il est toujours rigoureusement interdit aux commerçants européens de sortir des ports où ils ont accès, pour pénétrer dans l'arrière-pays: cet arrière-pays doit rester vierge de toute souillure occidentale.

97. Cf. *Anuari I. E. C.*, 1907-08, p. 212.

Outre ces règles majeures, il y a de nombreuses «coutumes», tant pour les importations que pour les exportations: elles consistent en droits additionnels, sortes de pourboires obligatoires donnés aux «drogmans» — qui servent d'intermédiaires et d'interprètes pour les ventes et achats faits en Douane —, aux canotiers — qui dans leurs barques transportent les marchandises, des bateaux à la Douane et vice-versa —, aux portefaix — qui les chargent ou déchargent des barques, les manipulent en Douane et au besoin les transportent jusqu'au fondouck catalan ou bien du fondouck jusqu'au port. Nous ne connaissons pas exactement le montant de ces divers «pourboires» qui étaient assez variables malgré l'existence de tarifs officiels; une seule précision peut être donnée: un «drogman» touchait pour une vente en Douane se faisant par son intermédiaire un droit de 5 *miliaresi* pour 100 besants, c'est-à-dire un droit de 1/2 % (le *miliaresus* étant le 10ème du besant d'argent). En outre, les employés qui pesaient ou mesuraient les marchandises avaient le droit d'effectuer un petit prélèvement en nature ou en argent, par exemple: une demi-jarre d'huile pour 100 jarres, un écheveau de lin pour un sac, 3 *miliaresi* pour un quintal de laine, etc.

Naturellement, pour faciliter leurs opérations commerciales, les marchands pouvaient être appelés à augmenter quelque peu les sommes ou les marchandises qu'ils laissaient aux drogmans ou aux autres employés de la Douane; d'où toute une atmosphère de concurrence, de marchandages, de «combines». Pour que les secrétaires-comptables catalans ne fussent pas tentés de favoriser d'éventuelles fraudes de leurs compatriotes, les souverains hafsidés avaient pris une excellente habitude: lorsqu'ils devaient une somme au Roi d'Aragon — par exemple à la suite d'une location de navires ou après le pillage d'un navire catalan par leurs sujets — ils effectuaient le remboursement en déléguant aux représentants de la Couronne d'Aragon un certain pourcentage des droits payés en Douane par les marchandises catalanes<sup>98</sup>. Cette stipulation suffisait à assurer un strict contrôle des marchands catalans par le Consul et ses secrétaires, intéressés au paiement des droits; et du même coup, le Roi d'Aragon poussait ses sujets à aller commercer en terre ifrikiyenne.

Comment se passaient les ventes en Douane? Soit aux enchères, soit par transaction. Dans le premier cas, il s'agissait du système appelé *encan*: *halka* en arabe, *calga* en catalan; ces ventes étaient les plus économiques car elles n'étaient frappées que par les droits généraux normaux. Quant aux ventes par transaction en Douane, elles étaient préparées et négociées par les drogmans officiels qui en tiraient, outre le profit réglementaire, des bénéfices assez importants parfois. Toutes ces ventes, qu'elles fussent conclues après enchères ou après transactions, pouvaient être réglées par de simples jeux d'écriture chaque fois que le vendeur et l'acheteur avaient des comptes inscrits en Douane; ce système rudimen-

98. *Documentos árabes...*, op. cit., pp. 249 sq. (traité de 1301).

taire de «banque» et de «virements» démontre qu'une indiscutable confiance régnait entre les parties dans les opérations commerciales conclues sous la garantie de la Douane ifrikiyenne. Les règlements de comptes se faisaient généralement en fin de mois. La lecture des textes donne l'impression que les Douanes hafside furent des organismes honnêtes donnant aux commerçants une base solide et sûre.

Mais, lorsque le marchand catalan ne réussissait pas à trouver en Douane des preneurs pour ses marchandises, il devait les faire transporter au fondouck de sa nation. Ce cas était, semble-t-il, assez fréquent puisque le fondouck catalan a laissé la réputation d'un marché animé; une comptabilité était établie à la fois à la Douane et au Fondouck pour ces marchandises qui pénétraient dans la ville de Tunis avant d'avoir été vendues et sans avoir encore payé les droits d'importation. Les ventes faites dans le fondouck, soit à des Chrétiens, soit à des Musulmans, étaient le plus souvent faites au comptant car cette fois plus aucune garantie ne protégeait les vendeurs: les ventes à crédit pouvaient être dangereuses et aboutir à des procès! De même, les achats faits dans ces conditions par des Catalans à des Tunisiens étaient aux risques et périls des acheteurs, l'Administration ifrikiyenne ne garantissant aussi que les achats faits en Douane. D'ailleurs, autant les discussions étaient vives, autant la vraie malhonnêteté était rare: aussi le commerce était-il toujours actif.

Dans l'ensemble et malgré les inévitables contestations qui naissaient de l'âpreté des parties, ce commerce bénéficiait d'excellentes conditions juridiques internationales. En effet, quelques principes, rigoureusement respectés en temps normal par les Ifrikiyens et par les Catalans, étaient à la fois de valeureux stimulants et de précieuses garanties: la liberté des transactions était absolue, la sécurité des marchands était assurée, les consuls avaient pleine autorité sur leurs «nationaux» dans le cadre des règlements, mais étaient irresponsables des fraudes que certains de leurs compatriotes pouvaient parfois commettre: *Il n'y avait aucune responsabilité collective de la colonie catalane en cas d'irrégularité commise par un de ses membres, ni en cas de pillage commis par un corsaire sujet du Roi d'Aragon.* Le principe de la responsabilité individuelle, fondement nécessaire de l'activité commerciale, était bien posé et admis.

Par ailleurs, toute une législation précise réglait les droits et les devoirs du souverain hafside envers les sujets du Roi d'Aragon, avec pleine réciprocité. Le point capital et important était la protection des naufragés, et la suppression du droit d'épaves, c'est-à-dire du droit de piller les épaves de navire rejetées par la mer sur un point des côtes ifrikiyennes. Grâce aux traités, les marchandises «marquées» qui étaient ramenées par les flots sur le rivage, étaient rendues à leurs propriétaires; celles qui n'étaient pas marquées étaient réparties entre les divers marchands qui pouvaient y prétendre du fait de leur nationalité.

Nous connaissons assez bien l'histoire d'un de ces bateaux naufragés:

un navire nommé *La Estacona*, propriété personnelle du Roi d'Aragon *Jaime II*, sans doute un grand navire, richement chargé; il s'échoua, en 1301, non loin de Tunis, à Kelibia, sur la côte nord-est du cap Bon et il fut pillé par les Tunisiens. Aussitôt après, *Jaime II*, pour protester et pour réclamer une indemnité, envoya un ambassadeur, Ramón de Vilanova, chargé en même temps de négocier un traité général renouvelant les accords antérieurs. Ce fut là la préface du traité du 21 novembre 1301. Le Khalife admit immédiatement qu'il avait à rembourser au Roi d'Aragon des marchandises pillées par les Musulmans en violation des traités; c'est ainsi que fut décidé que des agents spéciaux de la Couronne aragonaise viendraient s'établir à la Douane de Tunis pour y percevoir la moitié des droits d'importations versés par les marchands catalans<sup>99</sup>. Les modalités de l'accord furent difficiles à préciser: nous ne savons pas à quelle somme avait été fixée l'indemnité payable au Roi d'Aragon, mais en 1307 celui-ci se plaignait d'avoir à percevoir encore 4.000 dinards et réclamait même au Khalife le remboursement des 2.189 dinards que ses agents chargés de cette affaire avaient dépensés pour vivre à Tunis depuis cinq ans<sup>100</sup>. C'est au cours de cette discussion que le Khalife affirma que les marchandises majorquines ne pouvaient pas être considérées comme aragonaises; il refusa de faire droit à la prétention de *Jaime II* au sujet des 2.189 dinards de frais, et il souligna que si les Aragonais étaient venus en plus grand nombre commercer à Tunis, la somme due aurait été vite intégralement remboursée<sup>101</sup>.

Si donc il y avait en pratique des entorses à la Loi, du moins le principe était formel: les naufragés catalans et leurs marchandises échouées étaient sous la protection du roi arabe; ils devaient être respectés; s'ils ne l'étaient pas, des indemnités étaient versées.

De fait, à diverses reprises, les Khalifes donnèrent satisfaction aux Catalans à propos de navires indûment pillés; il en fut ainsi par exemple en 1315, pour un bateau naufragé sur les côtes de Tripoli<sup>102</sup>.

Autre aspect du Droit International admis par la Couronne d'Aragon et par les Hafsidés: le droit de *nolis*. Le *nolis* est la location d'un navire, sa mise à la disposition d'un personnage qui en fait usage comme il l'entend et c'est aussi, par suite, le nom du prix de cette location. Le droit de nolisier les navires catalans se trouvant de passage en des ports ifrikiens est toujours reconnu au Khalife en vertu du droit d'arrêt du prince. Mais en pratique, il y a des modalités d'adoucissement; en général, les traités précisent que le souverain musulman ne pourra nolisier au maximum

99. Cf. *Anuari Institut d'Estudis Catalans*, 1907-1908, pp. 195 sq.; A. Giménez Soler commet, selon nous, une double erreur d'interprétation en croyant que Ramón de Vilanova n'obtint pas satisfaction sur cette question de l'indemnité et il se trompe encore plus gravement en imaginant que le Khalife accepta de payer un vrai tribut. Cf. *infra* nos, p. 80.

100. Cf. *Documentos árabes...*, op. cit., pp. 257 sq. Il s'agit certainement de dinards d'or.

101. Ibid.

102. Cf. Miralles de Imperial, p. 69.

qu'un navire sur trois ou bien le  $\frac{1}{3}$  de chaque navire, et il ne le fera que pour des cas urgents, par exemple pour le transport de denrées d'une ville à l'autre de son Etat en cas de disette. Un seul des traités passés entre Hafsidcs et Aragon ne limite pas le droit de nolis, celui de 1323. Peut-être faut-il voir là une preuve nouvelle de la force et des exigences de l'énergique khalife Abou-Bekr?

Quand au prix de la location, il était coutume de le débattre à l'amiable et on ne trouve dans les textes contemporains aucune trace d'abus à ce sujet.

CONCLUSION. SUR LE COMMERCE CATALAN EN IFRIKIYA. — Grâce aux traités passés par *Jaime I*, *Pedro III*, *Jaime II* et *Pedro IV*, le commerce catalan en Algérie orientale, en Tunisie et en Tripolitaine disposa de conditions favorables dont la principale était un fondement juridique respecté tant bien que mal au milieu des crises politiques.

Il serait intéressant de préciser le volume de ce commerce, mais la chose est difficile. La multiplicité des denrées et des objets importés ou exportés ne doit pas faire illusion: les quantités sur lesquelles portait chaque opération commerciale étaient relativement faibles en général. Il semble bien que le commerce des Catalans avec la Tunisie soit toujours resté inférieur à celui qu'ils entretenaient avec l'Égypte, Chypre et les pays du Levant. N'est-il pas caractéristique que 5 ou 6 ans n'aient pas suffi à faire payer au Roi d'Aragon la valeur de la cargaison de *La Estacóna*, alors qu'il percevait à cet effet le vingtième de la valeur des marchandises importées par ses sujets?

Toutefois, le traité de 1360 nous donne un autre élément d'estimation: il y est question d'un prélèvement annuel que le Roi d'Aragon était désormais autorisé à faire sur les revenus catalans de la Douane de Tunis: 2.000 dinards d'or, à condition que les marchandises importées ou exportées par les Catalans au cours de l'année atteignissent une valeur de 70 à 80.000 dinards d'or environ<sup>103</sup>. Il était précisé que chaque année où les transactions n'atteindraient pas ce niveau, la quantité perçue par le Roi d'Aragon serait réduite suivant un barème proportionnel.

Par conséquent, la somme de 70.000 à 80.000 dinards d'or — non compris la valeur des céréales, bois, agrès, vins, armes, navires et autres objets qui n'étaient pas soumis aux droits — semble avoir été la somme moyenne

103. Cf. *Documentos árabes*... op. cit., pp. 315 sq. Il s'agit de dinards d'or «del año grande sesentino». Pour arriver à ce chiffre, nous simplifions. En effet, tandis que les importations devaient acquitter un droit de 10 %, les exportations n'avaient à acquitter qu'un droit de 5 % et seulement pour leur partie excédant la valeur des importations. Le texte du traité de 1360 stipule la nécessité d'un total de droits encaissés s'élevant à 4.000 dinards, pour que le Roi d'Aragon puisse toucher les 2.000 dinards. En admettant que les importations étaient supérieures aux exportations, on peut envisager 40.000 dinards d'importations (acquittant 4.000 dinards) et une somme x (inférieure à 40.000) pour les exportations. En admettant au contraire que les importations étaient inférieures, il faudrait envisager par exemple 36.000 dinards d'importations (acquittant 3.600 dinards dont 1.800 allant au Roi d'Aragon) et 44.000 dinards d'exportations dont 8.000 acquittant 5 %, c'est-à-dire 400 dinards, la moitié de cette somme (200 dinards) allant au Roi d'Aragon. Admettons donc un chiffre moyen de 70 à 80.000 dinards au maximum.

envisagée au milieu du XIV<sup>ème</sup> siècle comme optimum possible du commerce aragonais à Tunis<sup>104</sup>.

A Bougie, le volume de ce commerce aragonais était vraisemblablement moitié moindre: en 1314, on envisageait que le Roi d'Aragon pourrait percevoir 5.000 doublons d'or en 5 ans moyennant l'encaissement de la moitié des droits de douane prélevés par la Douane bougieote sur les marchandises catalanes<sup>105</sup>. Cette estimation était d'ailleurs un peu forcée puisqu'on envisageait que la Douane compléterait les sommes versées si elles ne s'élevaient pas à 5.000 doublons dans ces cinq ans. Peut-être faudrait-il donc admettre la proportion de 2/5<sup>èmes</sup> entre le commerce bougieote et le commerce tunisien en tenant compte des traitements respectifs des Consuls d'Aragon à Bougie et à Tunis<sup>106</sup>. Et même, selon les stipulations du traité du 1<sup>er</sup> mai 1323<sup>107</sup>, on peut supposer que le volume des importations par Bougie n'était parfois que le 1/3 de celui des importations par Tunis...<sup>108</sup> Il est évident que rien de précis ne peut être conclu à cause des grandes variations possibles d'une période à l'autre. Et admettons comme ordre de grandeur pour le commerce aragonais à Bougie: 30.000 dinards d'or par an.

Pour essayer de passer du plan «argent» au plan «marchandises», il faudrait établir toute une table des prix de l'époque en monnaie tunisienne. Voici quelques renseignements qui peuvent donner de faibles indices:

Au XIII<sup>ème</sup> siècle, les peaux de moutons et d'agneaux se vendaient à Tunis, en moyenne, 15 dinards le cent<sup>109</sup>. En 1427, le roi de Tunis

104. En partant des renseignements donnés par Capmany (1 once équivalant à 6 doubles 2/3 — cf. supra notre note 10), de ceux donnés par Halphen et Pawtier (210.000 onces d'or équivalant à 525.000 livres tournois — cf. supra ibid.), des calculs faits par G. d'Avenel (1.000 livres tournois du milieu du XIII<sup>ème</sup> siècle équivalant à environ 100.000 francs du début du XX<sup>ème</sup> siècle — cf. Avenel, *La Fortune privée à travers sept siècles*, Paris, 1904, p. 127) et en tenant compte de la relative proximité du double d'or et du dinard d'or, on peut estimer que 70.000 dinards d'or du XIII<sup>ème</sup> siècle représentent 2.800.000 francs du début du XX<sup>ème</sup> siècle, soit 28 millions de francs 1938. (En 1914, 1 franc valait 0 gramme d'or, 322; en 1938 avant novembre: 0,043; en 1938 après novembre: 0,027.) Pour avoir un élément de comparaison, notons que le commerce total de la Tunisie s'éleva en 1938 à près de 3.000 millions de francs dont 1.700 millions pour les échanges franco-tunisiens. Le commerce annuel fait vers les XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup> siècles entre l'Aragon et la Tunisie serait donc d'un volume environ 60 fois inférieur à celui fait au XX<sup>ème</sup> siècle entre la France et cette même Tunisie.

105. On envisageait donc des importations de l'ordre de 100.000 doublons d'or en 5 ans, soit de 20.000 doublons d'or en moyenne annuelle (cf. Mas-Latrie, p. 359). Ce paiement était destiné à amortir une dette d'Abou-Bekr envers Jaime (cf. infra chap. IV).

106. Cf. supra pp. 44 et 45. (Le traitement du Consul d'Aragon à Tunis, prélevé sur les revenus de la Douane, était de 50 besants par mois, celui du Consul d'Aragon à Bougie de 20 besants par mois.) En admettant l'équivalence de 3 dinards tunisiens et d'un besant tunisien (cf. supra note 10), on arriverait à des sommes énormes de l'ordre d'un traitement annuel de 70.000 francs du début du XX<sup>ème</sup> siècle (à Tunis) et il faudrait admettre que le Consul payait sur cette somme tous ses collaborateurs du fondouck et de la douane (?).

107. Cf. supra p. 35.

108. En effet, en cette année 1323, pour s'acquitter d'une dette de 16.000 doublons d'or, Abou-Bekr envisage de payer pendant 4 ans au Roi d'Aragon 3.000 doublons annuels par le Trésor de Tunis et 1.000 doublons annuels par celui de Bougie (cf. Mas-Latrie, p. 327). Faut-il en déduire qu'entre 1323 et 1360 le commerce catalan à Tunis déclinait dans une proportion de 3 à 2? C'est possible.

109. Mas-Latrie, p. 374.

évalua à 2.000 doublons d'or deux gerfauds qui lui furent alors envoyés en présents par le Doge de Venise<sup>110</sup>; et à la même date le blé valait en Ifrikiya 4 doublons le «cafiç»...<sup>111</sup>

#### CHAPITRE IV

#### LA POLITIQUE TUNISIENNE DE JAIME II ET DE PEDRO IV

Après 1285, c'est-à-dire après la mort de *Pedro III*, le commerce catalan en Tunisie et en Algérie Orientale fut l'élément le plus important, le plus durable et le plus stable de l'activité africaine de l'Aragon. Mais, parallèlement à lui, continua à se dessiner, par périodes, une grande politique dont les remous, curieux et intéressants symptômes de l'impérialisme aragonais eurent des répercussions sur le rythme, la facilité et la cordialité des relations économiques. Certes, dans l'ensemble, comme l'a écrit Mas-Latrie, «les relations de l'Aragon avec le royaume de Tunis continuèrent après le règne de *Pedro III* dans un esprit de bienveillance favorable aux marchands des deux pays»<sup>112</sup>, mais il y eut plus: il y eut, à nouveau, des projets plus ou moins déguisés de protectorat sur l'Ifrikiya; la séparation des Couronnes de Sicile et d'Aragon eut pour résultat un adoucissement et une mise en sommeil des grandes visées barcelonaises vers la terre ifrikiyenne, mais non leur disparition. Les marchands et tous les émissaires aragonais auprès de la cour de Tunis purent augmenter leur influence en faisant valoir que les ambitions de la Maison de Sicile étaient étrangères à la Maison d'Aragon; mais en réalité les tendances formulées par *Pedro III* restaient vivaces dans la chancellerie aragonaise et dans l'esprit des rois les plus entreprenants: son fils *Jaime II* (1291-1327), son arrière-petit-fils *Pedro IV* (1336-1387). La continuité de la tradition fut ainsi maintenue entre la fameuse expédition de Collo (Alcoll) et celles qu'entreprirent plus-tard *Martín el Humano* puis *Alfonso V*.

#### I) LES DONNÉES DU PROBLÈME

De 1285 à 1377 régnèrent successivement en Aragon *Alfonso III* (1285-1291), *Jaime II* (1291-1327), *Alfonso IV* (1327-1336) et *Pedro IV* (1336-

110. Mas-Latrie, p. 425.

111. Un «cafiç» (cafiç) équivalait alors à 3 «staria» de Venise (Mas-Latrie, op. cit., p. 425) et se subdivisait en 10 «barcellas» en Ifrikiya (Capmany, t. IV, Appendice, p. 134). Admettons comme ordre de grandeur que ce «cafiç» ifrikiyen correspondait à 7 ou 8 hectolitres de blé. La somme de 4 doublons équivalait à peu près à 160 francs du début du XXème siècle. Or, nous savons par ailleurs qu'au milieu du XIIIème siècle un hectolitre de blé arrivait à valoir à Paris une somme représentant environ 5 francs du début du XXème siècle (Cf. Maura, *Rincones de la Historia*, Madrid, 1941, p. 263). Nous pouvons en déduire qu'en Ifrikiya le blé importé les années de mauvaise récolte s'achetait quatre fois plus cher qu'à Paris...

112. Op. cit., p. 326.



1387). Pendant ces mêmes 92 années régnèrent en Sicile, d'abord, *Don Jaime*, de 1285 à 1295 (avant d'être Roi d'Aragon et au début de son règne espagnol), puis son frère *Don Fadrique* (*Fadrique II*, 1296-1337) et les descendants de celui-ci: *Pedro II* (1337-1342), *Luis* (1342-1355) et *Fadrique III* (1355-1377).

Au cours de cette période, les relations furent souvent tendues entre Sicile et Tunisie: c'était la Couronne de Sicile qui avait hérité de la suzeraineté sur Djerba et les Kerkennas et du tribut accordé à *Pedro III el Grande* par le traité de 1285<sup>113</sup>. Mais les souverains aragonais, du moins les plus grands d'entre eux, ne cessèrent pas d'avoir comme objectifs: le maintien et le renforcement de leur propre influence en Ifrikiya.

Quels obstacles trouvèrent-ils sur leur chemin? et sur quels éléments d'influence pouvaient-ils, par contre, compter?

PREMIER ÉLÉMENT PERMANENT DE DIFFICULTÉ: LA QUESTION DE DJERBA.

— La première et pire pierre d'achoppement pour les bonnes relations entre Aragon et Tunisie ne cessa d'être pendant ce siècle la question de Djerba et des Kerkennas: en effet les Catalans et les Aragonais jouaient un trop grand rôle en Sicile pour que la Couronne d'Aragon ne fût pas mêlée aux conflits entre les Hafsides et les Rois de Sicile, d'où de fâcheuses réactions tunisiennes possibles contre marchands, négociateurs et autres Catalans arrivant ou vivant en Ifrikiya.

Depuis leur conquête par Roger de Lauria en 1284, Djerba et les Kerkennas étaient pratiquement une possession du grand amiral aragonais; celui-ci, pour consolider sa position personnelle de prince méditerranéen décida, en 1295, de placer les îles sous la suzeraineté pontificale. Le Pape Boniface VIII accepta, les confirmant en fief héréditaire à l'Amiral moyennant une redevance annuelle de 50 livres d'or et en précisant que ces îles ne dépendaient plus du roi de Sicile. Pour mieux comprendre cette politique de Roger de Lauria et ces clauses qui en font l'égal des rois, il faut se rappeler non seulement ses ambitions personnelles mais plus encore la complexe crise sicilienne. S'obstinant à défendre les droits de la Maison d'Anjou sur la grande île italienne, la Papauté avait réussi à brouiller par deux fois déjà les fils de *Pedro III* à ce propos: en 1291 par le traité de Tarascon, le roi *Alfonso III* d'Aragon, quelques mois avant sa mort, avait abandonné la cause de son frère *Don Jaime*, alors roi de Sicile, et admis les prétentions pontificales sur l'île; et précisément en 1295 *Jaime II* lui-même

113. Cf. A. I. E. C., 1907, pp. 204 sq., le paiement au Roi de Sicile, en 1308, de 8.000 «grands doubles» et de 30.000 «doubles ordinaires» représentant deux années de tribut (cf. supra notre note 10 et pp. 32-33). Sur la réapparition du tribut en 1317, cf. infra p. 56. Le tribut est intermittent et il est sans cesse contesté du fait de la rivalité entre les souverains angevins de Naples et les souverains catalans de Palerme, les uns et les autres s'intitulant «Rois de Sicile» et revendiquant en conséquence le tribut. Ni le traité de Tarascon (1291), ni celui d'Agnani (1295), ni celui de Caltabelotta (1302) — successifs étapes diplomatiques du règlement sicilien — ne parlent de cette question du tribut tunisien. En 1309, *Jaime II* d'Aragon reconnut que l'Angevin avait droit à ce tribut, mais que *Fadrique II* de Sicile devait aussi en toucher un. Naturellement le Khalife ne pouvait admettre une telle interprétation et il trouvait dans la rivalité Anjou-Aragon une excellente raison pour ne payer aucun tribut (Cf. Mas-Latrie, pp. 281-282).

se décida par le traité d'Agnani à rendre sa chère Sicile au Pape en échange des îles alors génoises de Corse et de Sardaigne, qu'il recevait l'autorisation de conquérir. L'entente directe conclue entre Roger de Lauria et Boniface VIII en 1295 cadre donc, somme toute, avec les intérêts aragonais et aussi avec la politique alors suivie par *Jaime II* en ces mois où l'on pouvait se demander qui aurait la Sicile: les Angevins ou le nouveau prétendant aragonais en train de surgir contre le Pape; *Don Fadrique*, troisième fils de *Pedro III el Grande*.

Jusqu'à sa mort, survenue en 1304, Roger de Lauria resta ainsi prince souverain de Djerba et des Kerkennas, y maintenant des garnisons formées de Siciliens et de Catalans, en particulier dans le fameux et robuste château fort *El-Cachetil*. Et il se permettait de monter parfois de sanglantes et fructueuses razzias contre la côte ifrikiyenne, malgré les traités tuniso-aragonais<sup>114</sup>. Après sa mort (1304) la principauté passa à son fils Roger II de Lauria, dit *Rogerone*.

A ce moment-là, le roi *Fadrique* est définitivement et solidement installé sur le trône de Sicile, si bien que la cause Lauria et la cause Sicile recommencent à se confondre à Djerba et dans les Kerkennas; le prince *Rogerone*, qui est d'origine lombarde par sa mère — une Lancia —, réside d'ailleurs le plus souvent à Gênes, à Rome ou en Calabre, où il a d'importantes châtellenies dont il peut jouir grâce à la paix enfin conclue en 1302<sup>115</sup> entre l'Angevin roi de Naples et l'Aragonais roi de Sicile.

Le prestige personnel du grand Roger I<sup>er</sup> de Lauria était-il l'élément essentiel de la domination sicilo-catalane sur les îles tunisiennes? La chose est possible, car deux ans à peine après sa mort, on assiste pour la première fois depuis 1284 à une tentative musulmane de reconquête: sous les ordres de l'actif et ambitieux Cheik Al-Lihyani, qui, cinq ans plus tard, se transforma en Khalife usurpateur, des troupes du Khalife Abou-Acida-Mohamed II débarquèrent dans Djerba, soulevèrent la population et menacèrent *El-Cachetil* (1306). Aussitôt Roger II de Lauria et le roi *Fadrique II* montèrent une petite expédition maritime qui chassa les envahisseurs. Cette courte guerre entre la principauté «indépendante» de Djerba et la Sicile d'une part, et le royaume de Tunis d'autre part, n'affecta pas les bonnes relations du Khalife Hafside et de *Jaime II*; ce fut même au contraire le Roi d'Aragon qui servit d'intermédiaire entre Mohamed II et *Fadrique II*, deux ans plus tard, dans des tentatives de conclusion d'un traité sicilo-tunisien (1308)<sup>116</sup>.

Mais, désormais la question de Djerba allait sans cesse rebondir et sans cesse risquer d'envenimer les choses. Roger II n'eut qu'un règne éphémère; son frère puîné Charles de Lauria lui succéda et ne tarda pas à être aux prises avec les mêmes difficultés: en 1310, une nouvelle tentative

114. Par exemple en 1302 le sac et l'incendie de la charmante ville d'Hamamet sur la côte Sud du Cap Bon (Cf. *Documentos árabes...*, op. cit., p. 264).

115. Paix de Caltabelotta. Cf. Marquis de Caldas de Montbuy.

116. Cf. A: I. E. C., 1907, pp. 204 sq.

tunisienne eut lieu contre Djerba; elle parut si menaçante que l'on vit — ô prodige! — s'unir les deux Siciles, l'Angevine de Naples et l'Aragonnaise de Palerme avec Charles de Lauria contre les Musulmans. Mais à peine victorieux, le Lauria mourut et la principauté passa à son fils, qui n'avait que cinq ans: Roger III.

Alors éclata une grande crise. L'ambitieux Al-Lihyani, celui-là même qui avait tenté de reconquérir Djerba en 1306, monta en 1311 sur le trône de Tunis après avoir tué le Hafside Abou-l'Baqā-Jalid I<sup>er</sup>. Cette même année fut marquée aussitôt par une totale révolte de Djerba contre «Roger l'enfant». Depuis 1304 le roi *Fadrique* de Sicile s'était transformé en protecteur *de facto* de la principauté Lauria malgré les accords passés en 1295 entre le grand Roger I<sup>er</sup> et Boniface VIII. Devant la gravité des événements de 1311 il prit directement les choses en main en se faisant donner par la famille Lauria la promesse qu'il deviendrait le suzerain de l'île: après quoi il envoya combattre les révoltés par une expédition formée de Catalans et de Siciliens, commandée par Pelerino de Patti. Mais voilà que les Djerbiens, aidés par Al-Lihyani, battirent cette armée de secours! Finalement, les garnisons des Kerkennas et d'*El-Cachetil* furent les seules à résister. C'est alors que *Fadrique II* envoya une seconde expédition commandée celle-ci par le fameux chroniqueur catalan Ramón Muntaner, qui avait alors environ 46 ans: après s'être arrêté aux Kerkennas et y avoir renforcé la domination chrétienne, Ramón Muntaner sut très bien combiner la force et la diplomatie. Il réussit à diviser entre elles les tribus de Djerba et, s'appuyant tantôt sur les unes, tantôt sur les autres, à devenir le maître de l'île. Le roi *Fadrique II* le nomma alors «Seigneur de Djerba et des Kerkennas» pour trois ans. Al-Lihyani dut reconnaître le fait accompli et une paix sicilo-tunisienne fut enfin conclue.

De 1311 à 1314, Muntaner gouverna excellemment les îles tunisiennes, restant sur place — ce qu'aucun Lauria n'avait jamais fait —, faisant régner le calme, la paix et le travail. Désormais, l'ordre revenait à Djerba et l'île était bien une dépendance de la Sicile. La mort de Roger III l'Enfant et l'avènement de son oncle Bérenger de Lauria — dernier fils du grand Amiral — ne changea rien à la situation: les princes Lauria n'étaient plus que des vassaux de la Couronne de Sicile et ils étaient représentés dans leurs possessions africaines par un gouverneur nommé par le suzerain.

Dans l'ensemble, pendant plus de 20 ans (1311-1334), cette domination sicilienne sur les îles tunisiennes ne fut pas troublée. Il est certain que *Fadrique II*, en digne fils de *Pedro III el Grande*, et tout en ne s'engageant jamais à fond ni pour un clan ni pour un autre, favorisa les luttes entre les Hafside de la branche bougieote et Al-Lihyani. On trouve trace de cette souplesse dans les péripéties de l'année 1317: c'était alors l'offensive finale menée contre Tunis par Abou-Bekr (qui n'était jusqu'alors que roi de Bougie); le gouvernement khalifal reconnut la souveraineté du roi de Sicile sur Djerba et s'engagea à payer *pour cette raison*

un tribut à *Fadrique* et à ses successeurs. Arraché d'abord à Al-Lihyani aux abois, cet accord fut ensuite admis, au moins implicitement, par Abou-Bekr. Etrange histoire! Depuis 1284, les Djerbiens s'étaient engagés à payer un tribut à la Couronne de Sicile. D'après Mas-Latrie — qui ne donne sur ce point aucune preuve ni aucune référence —, ce tribut Djerbien était passé à la Couronne d'Aragon au moment de l'avènement de *Jaime II* sur ce trône. Il est pourtant vraisemblable que les maîtres de Djerba — *Lauria* puis *Fadrique* — se firent toujours payer une redevance par leurs sujets. A notre avis, le tribut que le Roi de Sicile ressaisit en 1317, peut-être sous le prétexte djerbien, fut une réapparition du vieux tribut payable par Tunis aux maîtres de la Sicile, ce vieux tribut qui avait pratiquement disparu à la faveur des luttes entre Angevins et Aragonais (les uns et les autres «Rois de Sicile»), à cause des nombreux conflits entre Tunisiens et Siciliens et à cause de l'absence de toute paix durable entre eux<sup>117</sup>.

Un fait politique, plus clair que ces complexes questions financières, éclaire la souplexse de *Fadrique II*: Al-Lihyani, à la veille de la défaite finale de son parti et après avoir abdicqué en faveur de son fils Abou-Derba, s'embarqua à Gabès avec ses trésors et sa famille sur six bateaux mis à sa disposition par le gouverneur sicilo-catalan de Djerba! Les violentes offensives jadis menées dans l'île par Al-Lihyani contre les *Lauria* et *Fadrique* étaient donc pardonnées: sans doute le Roi de Sicile tenait-il à se concilier à toutes fins utiles un prince qui pouvait redevenir un prétendant et qui conservait certainement des partisans sur la terre ifrikienne. On retrouve là la tradition de *Pedro III*: faciliter l'anarchie tunisienne.

Malheureusement pour la domination catalano-sicilienne sur Djerba et les Kerkennas, le nouveau Khalife Abou-Bekr se révéla de taille à surmonter tous les obstacles, toutes intrigues et toutes révoltes. Loin d'être ébranlé, il se transforma en champion de l'intégrité ifrikienne. Or depuis le départ de Ramón Muntaner (1314), les gouverneurs de Djerba et des Kerkennas mécontentaient les indigènes, en multipliant les exactions. Le Khalife sut profiter de cet état d'esprit: brusquement en 1334, Djerba se révolta contre le gouverneur qui était alors *Pedro* de Zaragoza.

Cette révolte prit tout de suite des proportions comparables à celles de l'insurrection de 1311; Abou-Bekr envoya des secours aux insurgés. *Fadrique II*, une fois de plus, organisa une importante expédition de secours. Mais la violente hostilité qui mettait aux prises Aragonais d'une part, Génois et Angevins d'autre part, eut un résultat désastreux pour *Fadrique*: les vaisseaux génois et ceux du roi de Naples Robert d'Anjou aidèrent les Tunisiens et barrèrent la route de Djerba à l'expédition sicilo-catalane. Isolées dans *El-Cachetil*, les troupes de *Pedro* de Zaragoza durent

117. Cf. supra notre note 113: En 1308, *Fadrique* avait déjà ressaisi momentanément ce fameux vieux tribut tunisien.

bientôt subir l'assaut musulman: elles finirent par succomber; le gouverneur et son fils furent massacrés; leurs soldats vendus comme esclaves. *La domination des Catalans de Sicile sur les îles tunisiennes se termina dans les convulsions de ce drame.*

Les Espagnols ne redevinrent les maîtres de Djerba que deux siècles plus tard, sous le règne de Charles-Quint; mais le souvenir des glorieuses expéditions de Roger de Lauria et de Ramón Muntaner ne cessa d'être présent à l'esprit des Aragonais de la fin du XIV<sup>ème</sup> et du XV<sup>ème</sup> siècles: *Pedro IV* fut particulièrement hanté dès son avènement par cette pensée; en 1345 son amiral Pedro de Moncada essaya de prendre pied aux îles Kerkennas; ce fut là une manifestation de force destinée à appuyer les demandes fiscales que le Roi d'Aragon ne cessait de présenter à Tunis depuis son avènement et qu'Abou-Bekr avait déjà repoussées en 1336-37<sup>118</sup>. Le dernier traité entre les deux couronnes remontait à 1323 et *Pedro IV* aurait voulu le renouveler en recevant des avantages financiers. La manœuvre tourna court et échoua: Pedro de Moncada subit un revers devant les Kerkennas<sup>119</sup>; l'intransigeance tunisienne s'affermir; les pour-paliers furent rompus; et, sans nouveau traité, le *modus vivendi* qui prolongeait *de facto* les vieux accords fut vraisemblablement maintenu mais sans aucune garantie juridique pour les marchands catalans de Tunisie et du royaume de Bougie. Ainsi, Abou-Bekr tint en échec *Pedro IV* après avoir chassé de Djerba *Fadrique II*.

Peut-être, le Roi d'Aragon se désintéressa-t-il dès lors, en apparence, des îles tunisiennes afin de ne pas trop nuire au commerce de ses sujets catalans? En tout cas il réussit à conclure un nouveau traité économique en 1360 et quatre ans plus tard son gendre *Fadrique III* de Sicile prépara une expédition de reconquête de Djerba: la coïncidence est curieuse. Depuis son mariage en 1361 avec l'Infante Constance d'Aragon le jeune roi *Fadrique III* était manifestement devenu un instrument de la politique aragonaise: il s'agissait pour *Pedro IV* de reprendre pied dans les îles tunisiennes, par personnes interposées, tout en restant officiellement en bons termes avec la double monarchie Tunis-Bougie. Mais pour des raisons restées obscures, et dont le secret réside peut-être dans les complexités de la politique sicilienne, cette expédition de *Fadrique III* ne se réalisa pas.

Retenons, de toutes ces péripéties, que la question de Djerba ne cessa d'être un élément important de la politique africaine de l'Aragon: tantôt au premier plan, tantôt en toile de fond, elle fut toujours un aspect capital des ambitions et du programme méditerranéens des grands successeurs de *Pedro III*.

AUTRE ÉLÉMENT PERMANENT DE DIFFICULTÉ: LA PIRATERIE. — Le texte des traités tuniso-aragonais est idyllique; la réalité l'était moins. Les souverains se promettaient mutuellement de protéger leurs sujets, tout acte

118. Cf. supra ch. III, p. 34.

119. García Figueras, op. cit., p. 74.

de piraterie était solennellement interdit; mais quelle force humaine aurait-elle pu empêcher les aventuriers chrétiens et musulmans, sujets de tel ou tel prince, de violer les pactes et la morale quand, au hasard d'un voyage, ils se trouvaient en présence de proies tentantes?

Et tout était tentant: or, argent, marchandises et même marins et commerçants. Quand Aragonais ou Siciliens étaient en état de guerre avec les Tunisiens, les prisonniers arabes qu'ils faisaient étaient vendus comme esclaves: la chose se fit en grand au moment de l'expédition de Collo. Les habitants de la Sicile étaient facilement acheteurs de ces esclaves arabes: chaque fois que les Lauria, Muntaner ou *Fadrique II* partirent en guerre contre les îles tunisiennes, nombre de Djerbiens et aussi de Tunisiens du continent — en particulier des Gabésiens — étaient ramenés en esclaves en Sicile en même temps qu'un butin varié. Ce qui était légitime en temps de guerre cessait de l'être en temps de paix, mais restait profitable; d'ailleurs, l'état de paix n'existant, pour ainsi dire, jamais entre la Sicile et la Tunisie, les corsaires catalans avaient des acheteurs et de faciles alibis. Naturellement, les corsaires musulmans ne se gênaient pas plus que les chrétiens: on sait combien de malheureux Européens achevèrent misérablement leur existence en esclaves sur la terre d'Afrique!

Il y eut donc, de part et d'autre, de la piraterie. Mais y en eut-il dans une grande proportion? C'est cela qui importe et c'est pour éclaircir cela qu'il faut se pencher avec soin sur le détail des textes.

Nous avons maints documents diplomatiques par lesquels les rois d'Aragon et de Tunis s'exposent leurs griefs mutuels contre les pirates; on est étonné par leur lecture: les méfaits sont d'une hardiesse et d'une insolence parfois inouïes, mais ils sont relativement peu nombreux. Aussi retire-t-on des textes l'impression que cette fameuse piraterie dont on parle tant et qui fut certainement un fléau ne fut tout de même pas très répandue, au moins pendant de longues périodes. Cela explique qu'elle n'ait pas été un obstacle décisif au commerce; elle ne lui fut qu'une grave gêne.

Voici à titre d'exemple les griefs formulés en 1307 par *Jaime II* d'Aragon contre les Tunisiens<sup>120</sup>; c'est la liste des violations du traité de 1301:

— Attaque par des galères tunisiennes d'un bateau de huit rames qui allait de Sicile vers Tripoli et mort de six Catalans qui s'y trouvaient.

— Capture d'un bateau appartenant au barcelonais Jaime Delpont, se dirigeant vers l'Ifrikiya; sur les dix-huit Catalans qui s'y trouvaient, quinze avaient été tués ou étaient morts depuis et les trois autres étaient captifs à Tripoli.

— Pillage à Tripoli d'une embarcation venant d'Alexandrie et sur laquelle se trouvaient des marchandises appartenant à des Catalans.

Ces trois faits sont graves, évidemment, mais c'est là bien peu de choses! En six ans! Et même, le Khalife les conteste: il nie la première

<sup>120</sup>. Cf. *Documentos árabes...*, op. cit., pp. 257 sq., et *Anuari Institut Estudis Catalans*, 1909-1910, pp. 221 sq.

agression; il précise que les Catalans victimes de la seconde sont des sujets du Roi de Sicile et que ceux-ci sont constamment en train d'attaquer des Tunisiens; enfin il affirme que l'embarcation «pillée» à Tripoli fut une embarcation naufragée et que l'on a respecté les règles concernant la récupération par leurs propriétaires des marchandises rejetées par la mer.

La liste des réclamations formulées par le gouvernement tunisien contre les Catalans est beaucoup plus longue<sup>121</sup>; il est clair que les ports catalans de Sicile<sup>122</sup>, de Pantelleria<sup>123</sup>, de Djerba et des Kerkennas servaient de faciles bases de départ aux corsaires chrétiens sujets du Roi d'Aragon. Il est donc indéniable qu'au moins à ce moment ce sont eux qui nuisaient le plus à la sécurité du commerce de leurs compatriotes en Ifrikiya.

Au premier rang de ses griefs, le Khalife inscrit les razzias faites par «le fils de Roger» sur les côtes tunisiennes; il s'agit des opérations militaires et navales entreprises par Roger II de Lauria contre la Tunisie à la suite de l'agression tunisienne de 1305-06 contre Djerba<sup>124</sup>. On saisit là sur le vif les fâcheuses répercussions qu'avaient par à coups les conflits sicilo-tunisiens sur les rapports tuniso-aragonais. Le Khalife se rendait certainement compte qu'il s'agissait là d'un problème politique complexe et qu'il était difficile de rendre le Roi d'Aragon responsable de cet antagonisme sicilo-tunisien. Mais, il avait aussi des griefs directs: une quinzaine dont les principaux étaient les suivants, échelonnés entre 1302 et 1306:

— capture dans le port de Tunis par des galères catalanes d'un bateau pisan chargé de laine, d'une barque pisane chargée de bois d'aloès et d'une *saetia*<sup>125</sup> génoise venant d'arriver avec une cargaison destinée aux Ifrikien; le tout équivalant à un rapt de plus de 40.000 dinards<sup>126</sup>;

— capture dans le port de Bizerte par une *saetia* majorquine de deux embarcations tunisiennes arrivant l'une de Bône, l'autre de Bougie, chargées de tuniques et de burnous, le tout représentant une valeur de 45.000 dinards;

— capture, dans le port de Bizerte encore, par une galère valencienne d'un brigantin arrivant de Tabarka avec une cargaison de bois<sup>127</sup>;

— capture dans les eaux de Tripoli par deux galères barcelonaises<sup>128</sup> d'une *tarida* tunisienne;

121. Pp. 255 sq. et 263 sq. de *Documentos árabes...*, op. cit.

122. Cf. A. I. E. C., 1909-1910, p. 220. Les Catalans Aragonais Pedro Ribalta et Jaime Castellón font des razzias sur les côtes tunisiennes en partant des ports siciliens, en 1308.

123. Cf. ibid., p. 265, le récit d'actes de piraterie trouvant leur épilogue à Pantelleria («Gavosara» en arabe), dépendance de la Sicile, et marché tout indiqué pour la vente des produits razzlés sur les côtes ifrikien.

124. Cf. supra, p. 54.

125. Une *saetia* (ou *sagetta*, ou *sagitta*) était, selon Capmany, une «specie de barca sutil propia del Mediterráneo» (*Memorias...*, op. cit., t. I, livre I<sup>er</sup>, p. 34).

126. Or, une clause fondamentale de tous les traités est que les vaisseaux et les biens appartenant à des ennemis de l'Aragon et se trouvant dans un port tunisien ne peuvent être attaqués par les Catalans (Cf., par ex., *Documentos árabes...*, op. cit., pp. 249 sq.).

127. Le corsaire catalan accusé par le Khalife est Pedro Ribalta (Cf. notre note 122).

128. Armées par le Barcelonais Jaime de Brossa.

— capture à Bône par une *saetia* catalane de deux brigantins musulmans, et même rapt de deux vaches et du berger qui les gardait;

— capture dans le golfe de Gabès par deux corvettes valenciennes de huit *carabos* tunisiens avec les 70 Musulmans qui s'y trouvaient et 30.000 dinards en marchandises et en espèces;

— descente sur Tripoli de deux galères catalanes<sup>129</sup>;

— enfin, attaques par l'«Amiral» d'Aragon lui-même sur divers points de la côte ifrikiyenne, en particulier à Bône, à Bizerte et entre Mahdia et Sfax, attaques très violentes: captures de bateaux, d'hommes et de marchandises.

Ces incidents fort graves, qui se produisirent entre la conclusion du traité de 1301 et celle du traité de 1309, marquent les limites qui circonscrivaient malheureusement la paix et la sécurité dans les rapports aragono-tunisiens. A bien des reprises, des incidents analogues se produisirent, sur un rythme variable, notamment entre 1311 et 1317 à la faveur des troubles qui sévirent alors dans l'état hafside<sup>130</sup>, et malgré les traités tuniso-catalans de 1309, 1313 et 1314 (conclus entre les Couronnes d'Aragon et de Majorque d'une part et les royaumes de Tunis et de Bougie d'autre part<sup>131</sup>). Dès novembre 1310, le Khalife Abou-l-Baqā-Jalid I<sup>er</sup> avait à se plaindre à *Jaime II* d'Aragon de la capture (entre Alger et Dellys, près du cap «Bon-caa», par deux *saetias* valenciennes) de deux vaisseaux arabes avec marchands et marchandises. Il est vrai qu'au mois d'août suivant, *Jaime II* envoyait des excuses avec les marchands arabes rachetés par lui-même<sup>132</sup>. Mais tout changea avec la révolte victorieuse d'Al-Lihyani et les troubles qui s'en suivirent<sup>133</sup>.

A la fin de l'année 1312, *Jaime II* en arriva à proclamer la guerre de course contre tous les pays musulmans autres que le royaume de Grenade, ce qui souleva de véhémentes protestations de la part du Khalife usurpateur Al-Lihyani<sup>134</sup>. De fait, au cours de cette année 1313, les vaisseaux des Lauria multiplièrent des attaques contre les côtes tunisiennes si bien que le Khalife s'en prit à *Jaime II* d'Aragon, supposant (ou feignant de supposer) que ces attaques Lauria ne pouvaient être des attaques siciliennes, étant donné la paix récemment conclue entre *Fadrique II* et Tunis<sup>135</sup>. A ce moment il y eut un effort notable de pacification des rapports sicilo-tunisiens au point qu'à la veille de conclure enfin un nouveau traité tuniso-aragonais, Al-Lihyani cita élogieusement à *Jaime II* un fait attestant les excellents procédés alors utilisés par *Fadrique II*: «un corsaire sicilien ayant emmené dans l'île quelques marchands tunisiens, *Don Fadrique* les fit re-

129. Commandées par un certain Gilberto Castellón.

130. Cf. supra p. 13.

131. Cf. supra p. 35.

132. A. I. E. C., 1909-10, p. 228.

133. C'est par une lettre du 8 décembre 1311 qu'Al-Lihyani notifia son avènement à *Jaime II* (*Documentos árabes...*, p. 279).

134. *Documentos árabes...*, p. 283, et *Anuari Institut Estudis Catalans*, 1909-1910, p. 229.

135. *Documentos árabes...*, p. 285; sur ce traité cf. supra p. 55.



lacher, les vêtir et les fit ramener en Ifrikiya après avoir fait des remontrances publiques au corsaire». Et Al-Lihyani de conclure pompeusement le récit de cette anecdote d'un type relativement fréquent dans les relations tuniso-aragonaises<sup>138</sup>, mais fort rare dans les rapports sicilo-tunisins: «C'est là un fait remarquable qui mérite d'être consigné dans l'Histoire»<sup>137</sup>. Au même moment, des incidents mettaient aux prises *Jaime II* et le hafside qui régnait à Bougie: Abou-Bekr; malgré les traités, des corsaires catalans capturaient des *leños* bougieotes<sup>138</sup> et des corsaires bougieotes capturaient des *leños* catalans<sup>139</sup>. Il est évident qu'au hasard des rencontres les corsaires aragonais ne ménageaient pas plus les sujets du Hafside Abou-Bekr que ceux de l'usurpateur tunisien Al-Lihyani, si bien que les deux chefs musulmans rivaux adressaient au même moment d'analogues réclamations à *Jaime II*<sup>140</sup>. Et les nord-africains de piller de leur côté les navires catalans naufragés<sup>141</sup>.

Il semble qu'après la restauration de l'autorité et de la puissance hafside par Abou-Bekr sur le double royaume Tunis-Bougie, la piraterie décrut. Elle ne disparut pas<sup>142</sup>, mais elle s'atténua. Une plus grande confiance réapparut dans les voyages entre Ifrikiya et Aragon et le long des côtes africaines: quand il arrivait à des corsaires majorquins de troubler cette sécurité, le Khalife faisait appel à l'amitié de *Pedro IV* pour que le Roi d'Aragon rappelât à l'ordre les trop turbulents marins baléares<sup>143</sup>.

Mais naturellement dès que l'anarchie réapparut en terre ifrikienne à la faveur des violentes offensives mérinides du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle (1346-1366)<sup>144</sup>, la piraterie recommença à se développer sur une très grande échelle. Les corsaires chrétiens profitèrent de l'affaiblissement hafside<sup>145</sup> et les écumeurs de mer musulmans recommencèrent à s'en donner à cœur-joie. C'est ainsi en particulier que la ville de Bougie, ballotée entre Mérinides et Hafsides et pratiquement indépendante, se transforma en un repaire de pirates dont les redoutables exploits firent la terreur des chrétiens, et elle eut alors la réputation que les corsaires turcs firent avoir plus tard à Alger. D'après l'historien Ibn-Khaldoun, dans la Bougie du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle de très nombreux captifs chrétiens, chargés de chaînes

138. Cf. supra p. 60 et un fait analogue survenu en 1305-1306 après la capture d'un petit *leño* tunisien (cf. supra p. 23) par le corsaire barcelonais Simón Ricart (*Anuari Institut Estudis Catalans*, 1907-08, pp. 202 sq.).

137. *Documentos árabes...*, op. cit., p. 288.

138. *Anuari I. E. C.*, 1909-10, p. 232.

139. *Ibid.*, pp. 233 sq.

140. Par exemple en 1316 (cf. *ibid.*, pp. 242 et 244; *Documentos árabes...*, op. cit., p. 298).

141. Par exemple en 1315 sur les côtes de Tripoli (cf. Miralles de Imperial, op. cit., p. 69).

142. Par exemple en 1323 le Roi d'Aragon se plaint de la capture d'un navire barcelonais (cf. *ibid.*, p. 70).

143. Cf. lettre du 17 octobre 1336 d'Abou-Bekr à *Pedro IV* (*Anuari I. E. C.*, 1909-10, p. 252).

144. Cf. supra p. 13.

145. Cf. *Documentos árabes...*, p. 324, et *Anuari I. E. C.*, 1909-10, p. 258, textes sur les activités de corsaires catalans et majorquins violant en 1360 et en 1363 les ports et le littoral tunisiens.

bruyantes, se voyaient fréquemment dans les ruelles et les souks de la ville <sup>146</sup>.

Ainsi, pour donner une idée exacte de l'importance de la piraterie et de ses interférences avec les relations tuniso-catalanes, il faut distinguer entre les époques et bien comprendre qu'il y eut des hauts et des bas alternant sur un rythme souvent rapide.

Enfin, pour mieux noter la complexité de toutes ces questions, pour comprendre la facilité des alibis et la multiplicité des prétextes et pour mieux reconstituer l'atmosphère générale de la vie méditerranéenne d'alors, il faut rapprocher plusieurs faits d'importance capitale:

Il n'y avait aucune différence entre navires de commerce et navires de guerre <sup>147</sup>; les états n'avaient pas de flottes organisées; les chefs de bâtiments, voire ceux des petites «escadres» qui se constituaient, étaient le plus souvent élus, choisis pour leur esprit d'initiative et leur audace; le Roi d'Aragon avait quelques bateaux qui étaient sa propriété personnelle et qui lui servaient, d'ailleurs, à faire ses propres affaires commerciales, surtout au temps de *Jaime II* <sup>148</sup>, mais il n'avait pas de flotte à proprement parler; quand il en rassemblait une et la confiait à des amiraux, voire au «grand amiral d'Aragon», c'était en obtenant de ses villes maritimes (notamment, de Barcelone et de Valence) le prêt de leurs navires <sup>149</sup>. En somme, en temps normal, le Roi d'Aragon n'avait guère d'autorité effective sur mer par lui-même: il n'était pas question pour lui de pouvoir faire la police de la Méditerranée ni la chasse aux corsaires même si cela était entré dans ses intentions. Du côté africain, il en était de même: les navires tunisiens étaient des propriétés privées tout autant destinées à la guerre qu'au commerce, à la piraterie qu'au trafic normal; le «Capitaine de la Mer» de Tunis n'avait pas plus d'autorité sur les chefs de bâtiments tunisiens que le Grand-Amiral d'Aragon n'en avait sur les chefs de bâtiments catalans. Les rivalités locales, par exemple celles qui mettaient aux prises Catalans de Djerba et Musulmans de Gabès ou de Tripoli, créaient d'inévitables incidents. Les nombreux Musulmans d'Espagne enfuis en terre ifrikiyenne considéraient que la piraterie aux dépens des Aragonais était la suite d'une lutte séculaire, une revanche sur la *Reconquista*. Et, tous les peuples chrétiens et musulmans d'alors avaient la fâcheuse habitude de tenter des coups fructueux au mépris des traités quand les circonstances étaient favorables: on parla longtemps par exemple sur les côtes africaines du terrible sac de Tripoli brusquement réalisé en 1355 par l'amiral génois Philippe Doria à la faveur des guerres entre Hafside et Mérinides. Et pour comble, il ne faut pas l'oublier, il y

146. Cf. Mas-Latrie, *Relations et Commerce...*, op. cit., p. 411.

147. Cf. supra p. 41.

148. Cf. supra p. 49.

149. Cf. Fawtier, tome VI, première partie, de *l'Histoire du Moyen-Age*, de la Collection Glotz, Paris, 1940, p. 190.

avait le compliqué régime de la propriété des bateaux<sup>150</sup>; cela pouvait parfois faciliter des arguments aux corsaires: il arrivait en effet que des bateaux fussent divisés en parts dont les propriétaires étaient de diverses nationalités; nous pouvons par exemple citer le cas d'un navire qui pendant un temps fut pour cinq parts à un Tunisien et pour trois parts à un Pisan<sup>151</sup>, et celui, plus étrange encore, d'un autre bateau appartenant pour une moitié à un marchand catalan nommé Jaime de Coniles et pour l'autre au propre Khalife Abou-Ishaq II!<sup>152</sup> Quelle aubaine, dans le premier cas, pour les Catalans liés par des traités avec les Tunisiens mais ennemis des Pisans! Et quelle aubaine que l'autre bateau pour ces mêmes Pisans, ou pour les Mérinides ou pour les Génois! Ces cas n'étaient certainement pas isolés.

On voudrait pouvoir trouver dans les textes de plus nombreux, détails pittoresques afin de faire revivre cet étrange monde des marins et des commerçants, des aventuriers et des écumeurs de mer des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles! On devine les péripéties et les angoisses de ces longs voyages entre Espagne et Afrique sur de petites embarcations perdues dans l'immensité, les inquiétudes au moment où apparaissait à l'horizon une voile énigmatique, l'âpre joie qui consistait à risquer un combat pour tenter un enrichissement...

On en vient à penser que, somme toute, la piraterie était pour beaucoup un aléa accepté, un risque, une tentation, une possibilité du métier marchand. Aussi les contemporains étaient-ils certainement moins choqués, que nous ne le sommes *a posteriori*, en constatant la curieuse coexistence dans les villes africaines d'esclaves chrétiens et d'une colonie chrétienne organisée avec ses consuls et ses marchands vivant et commerçant librement dans leurs fondoucks. Pourtant les malheureux esclaves n'avaient été réduits à leur triste sort que par leur malchance, parce que le navire sur lequel ils commerçaient plus ou moins pacifiquement avait été victime d'un corsaire tunisien ou bougieote!

Ces esclaves attendaient leur rachat, peut-être sans trop d'impatience parfois<sup>153</sup>: s'ils avaient déjà commercé dans les villes où le mauvais sort les avait jetés, ils pouvaient y avoir des amitiés chrétiennes ou musulmanes. Les légendes racontent aussi le cas de musulmans qui avaient été esclaves en terre européenne et qui retrouvèrent leurs anciens maîtres devenus captifs sur le sol africain; et la tradition veut qu'en souvenir des bons procédés auparavant utilisés à leur égard, ils aient toujours comblé à leur tour d'attentions ceux qui avaient été leurs propriétaires. Un fond

150. Cf. supra p. 41.

151. *Documentos árabes...*, p. 245.

152. *Documentos árabes...*, p. 331.

153. Les esclaves les plus malheureux étaient les galériens. Ce fut là la condition infernale de nombreux captifs chrétiens au temps des Turcs. Aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles y en avait-il déjà beaucoup qui enduraient l'affreux supplice de l'enchaînement au banc des rameurs, et du dos nu sous les fouets des gardiens? Il ne le semble pas...

de vérité peut se trouver dans ces récits naïfs. Dans le monde méditerranéen du Moyen-Age la violence et l'âpreté n'excluaient pas les sentiments chevaleresques et fraternels. Et la peur de la mort n'était pas pour arrêter ceux qui entreprenaient des voyages maritimes. Pour toutes sortes de raisons, donc, la piraterie ne fut jamais une barrière sur les routes incertaines qui unissaient les côtes catalanes aux côtes ifrikiyennes.

UN IMPORTANT FACTEUR D'INFLUENCE CATALANE EN TERRE IFRIKIYENNE: LA MILICE CHRÉTIENNE. — Dès le XII<sup>ème</sup> siècle, tant sous les Almoravides qu'ensuite sous les Almohadés, les souverains musulmans du Maghreb utilisèrent des Chrétiens Européens, soit dans leurs services de cour, soit dans leur armée<sup>154</sup>. Dans l'état Hafside les contingents chrétiens de l'Armée Tunisienne jouèrent un rôle particulièrement important. Au temps d'Abou-Zakariya (1229-1249), ces contingents étaient formés d'esclaves faisant partie de la garde personnelle du souverain, garde souvent recrutée aussi jusqu'alors parmi des noirs<sup>155</sup>. Dès le règne d'Al-Mostancir (1249-1277), cette garde étrangère se transforma en une Milice Chrétienne formée d'hommes libres, chevaliers et écuyers: ce fut sans doute là un contre-coup de l'apparition en terre ifrikiyenne des réfugiés gibelins fuyant la Sicile Angevine<sup>156</sup>. Et très vite dans cette Milice Chrétienne, les Catalans devinrent l'élément prédominant. Nous avons déjà noté comment cette force fut un facteur important de la politique africaine de *Pedro III el Grande*<sup>157</sup>.

Comment s'explique l'existence de cette Milice et son maintien par les souverains hafside pendant la deuxième moitié du XIII<sup>ème</sup> siècle et tout au cours du XIV<sup>ème</sup>? L'historien Ibn-Khaldoun nous le dit: «Les Milices chrétiennes servent aux rois arabes à créer des lignes solides, des lignes derrière lesquelles, au combat, peuvent venir se rassembler et se refaire les cavaliers arabes.»

C'est donc d'abord à un besoin d'ordre militaire que répondait cette curieuse Milice Chrétienne de la Monarchie Hafside. Il s'agissait pour les Khalifes d'avoir une troupe montée<sup>158</sup> sachant tenir ferme, c'est-à-dire sachant ne pas se désorganiser pendant la bataille, aussi bien apte à charger que les groupes de cavaliers arabes, mais ayant sur eux une grande supériorité: celle de se reformer en rangs réguliers, aussitôt après la charge, alors que les tourbillonnants escadrons arabes combattaient avec ardeur, mais sans grande discipline et surtout sans ordre ni méthode. Rien de plus caractéristique sur l'armée tunisienne des XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup> siècles que les récits de défilé que nous pouvons lire dans les chroniqueurs arabes; des «sergents» nommés *naquib*, armés de matraques, devaient s'efforcer à tout instant de mettre de l'ordre dans la brillante cohue des cavaliers

154. Cf. Mas-Latrie, op. cit., pp. 266 sq.

155. Cf. *Encyclopédie coloniale et maritime*, Tunisie, op. cit., p. 52.

156. Cf. supra p. 15.

157. Cf. supra p. 20.

158. Dans la Milice Chrétienne, il n'y avait d'ailleurs pas que des cavaliers; il y avait aussi des «cristianos a pie» (Cf. García Figueras, op. cit., p. 68).

musulmans; le décor était d'une magnificence orientale: chevaux piaffants, armes étincelantes, soieries et banderoles multicolores et chatoyantes sous le soleil; mais l'ordonnance des troupes n'était jamais très sûre, et les chroniqueurs de confesser qu'elle était difficile à démêler! On comprend qu'au milieu de cette masse confuse, ait été apprécié un petit bloc de soldats, frères de race des valeureux *almogávares* aragonais.

Et par ailleurs, malgré les intrigues auxquelles elle fut mêlée au temps de *Pedro III el Grande*<sup>159</sup>, cette Milice fut, dans l'ensemble, assez fidèle aux Khalifes, et sinon fidèle sur le plan des rapports tuniso-aragonais, du moins très fidèle au milieu des conflits intestins tunisiens. Or il était fort important pour les Hafside d'avoir une sorte de garde personnelle sûre, une garde qui pût rester sourde et impassible devant les graves mouvements de foule que des commentateurs du Coran peuvent toujours faire naître subitement en pays d'Islam. «La politique arabe, a écrit le savant historien Gaudefroy-Demombynes — c'est-à-dire la politique intérieure à mener entre les tribus du royaume —, était le cauchemar quotidien du prince hafside: il s'agissait sans cesse de réduire au minimum les dépradations et les rébellions des tribus, de les opposer les unes aux autres, de les utiliser les unes contre les autres»<sup>160</sup>; dans ce grand jeu mouvant et difficile, la loyauté d'une troupe non-musulmane, non-arabe, était un point d'appui fixe et indispensable pour le souverain.

Naturellement cette Milice était en même temps et du même coup un superbe atout pour les états chrétiens qui la fournissaient. Ce fut une grande habileté, une grande victoire des Rois d'Aragon que de réussir très vite à transformer pratiquement cette Milice «chrétienne» en milice «aragonaise». Lors des discussions diplomatiques précédant les conclusions de traités, lors des négociations pour la libération de tels ou tels groupes de captifs, au temps des rivalités économiques d'influences entre divers états, par exemple entre Génois ou Pisans et Catalans, le poids de la Milice comptait dans les conseils du Khalife.

C'est *Pedro III* qui par le traité de 1285<sup>161</sup> fit de la Milice Chrétienne de Tunisie un quasi-monopole de la Couronne d'Aragon: il obtint alors en effet du Khalife Abou-Hafs que le chef des hommes d'armes catalans au service de la couronne hafside serait toujours choisi avec l'accord du Roi d'Aragon et serait révoquable par celui-ci! Et en même temps, de fait, les miliciens étaient presque tous Aragonais, si bien que le chef des hommes d'armes catalans fut dès lors, *de facto* et *de jure*, le chef de la Milice: il portait le titre arabe de *caïd*, *alcayt* en catalan, *alcaïde* en castillan. Bref, cette troupe au service de la monarchie tunisienne avait pour vrai chef le Roi d'Aragon dans la mesure où celui-ci nommait et révoquait son *caïd*; quant à la solde de ces soldats, elle était fixée par le prince hafside, *en accord avec le Roi d'Aragon*, qui touchait lui-même un tant

159. Cf. supra p. 20.

160. Cf. *Encyclopédie...*, op. cit., p. 52.

161. Cf. supra p. 32.

pour cent de la somme, à titre de compensation des services que ces guerriers auraient pu lui rendre; d'où de nouveaux liens financiers complexes entre les deux états, d'où de nouvelles possibilités d'intervention aragonaise à la Douane Tunisienne et à la Cour Hafside<sup>162</sup>. Fait plus symbolique encore, la Milice avait vraisemblablement un étendard spécial, aux couleurs d'Aragon: or et rouge.

Certes, cette troupe n'était pas d'un effectif très considérable: deux ou trois mille hommes en général; et ceux-ci étaient souvent des aventuriers plus ou moins brouillés avec leur souverain. Néanmoins, elle restait une force officiellement aragonaise, louée en quelque sorte au Khalife, jouissant d'une juridiction spéciale, ayant ses chapelains et son église (sans doute différente de la chapelle du Consul d'Aragon à Tunis). Et, il importe de bien le souligner, ces soldats chrétiens du Khalife ne furent jamais des renégats: ils restèrent toujours fidèles à leur foi chrétienne et à leur terre d'origine; même ceux d'entre eux qui étaient en mauvais termes avec leur prince cherchaient en général à se réconcilier avec lui, souvent par l'intermédiaire de l'alcaïde.

Pendant toutes les dernières années du XIII<sup>ème</sup> siècle et la première moitié du XIV<sup>ème</sup> siècle, les souverains aragonais eurent constamment parmi leurs objectifs tunisiens le maintien d'un Catalan à la tête de la Milice. En 1294-95 *Jaime II* livra sur ce point une courte et victorieuse bataille diplomatique<sup>163</sup> à la suite de laquelle le chevalier Berenguer de Cardona fut nommé alcaïde de la Milice Chrétienne<sup>164</sup>. Un texte de 1300 nous atteste que ce Berenguer de Cardona était encore à Tunis à l'aube du XIV<sup>ème</sup> siècle et vraisemblablement toujours comme chef de la Milice<sup>165</sup>. En 1303 il y avait un nouvel alcaïde de la Milice: le Catalan Peyre Belot<sup>166</sup>. Dix ans plus tard la charge était entre les mains du Catalan Bernat de Fons<sup>167</sup>. Mais dès ce moment-là et malgré toute l'habile obstination de *Jaime II*, ou peut-être à cause de certains de ses excès d'appétits surtout en matière financière, la Milice commença à devenir un moins pur ensemble aragonais: elle aurait eu alors, non plus, comme au lendemain de 1285, le seul étendard aragonais, mais conjointement l'aragonais et le sicilien<sup>168</sup>. C'était en effet alors le moment de l'apogée de la grande

162. Voici quelques renseignements numériques: vers 1313-14, le Khalife payait au Roi d'Aragon 5.000 doubles par an comme «payement» de la Milice Chrétienne (Cf. García Figueras, op. cit., p. 68). En 1294, il est précisé dans une correspondance entre *Jaime II* et Abou-Hafs que «Cavallers crestians prenguen II bs e mig e Escuders C bs per barcha» (Cf. *Revue Hispanique*, Paris, t. XII, p. 305). Au XIV<sup>ème</sup> siècle, un noble vénitien de la Milice Chrétienne de Tunis recevait une solde de 3 besants par jour pour lui, ses hommes d'armes et ses domestiques (Cf. Mas-Latrie, op. cit., p. 269).

163. Cf. *Revue Hispanique*, loc. cit., et *Anuari Institut Estudis Catalans*, 1907, pp. 195 sq.

164. Cf. ibid.

165. Cf. *Anuari Institut Estudis Catalans*, 1909-10, p. 217.

166. *Revue Hispanique*, t. XII, p. 325.

167. *Documentos árabes...*, pp. 283 sq., *Anuari I. E. C.*, 1909-10, pp. 229 sq., García Figueras, op. cit., p. 68.

168. Ibid., p. 68.

politique tunisienne de *Fadrique II*<sup>169</sup>, qui semble avoir surpassé celle de son frère aîné l'Aragonais. Un fait de 1320, bien curieux et révélateur, est un nouveau symptôme de ce même état de choses: le Khalife Abou-Bekr annonça au Roi d'Aragon qu'il avait envoyé en Sicile pour servir le roi *Fadrique* le propre *alcaïde* de la Milice Chrétienne, l'Aragonais Bertran Dezlof (ou de Azlor)<sup>170</sup>.

N'y aurait-il pas là trace d'une intrigue de *Fadrique II* pour éliminer au profit d'un Catalan de Sicile la direction aragonaise de la Milice Chrétienne? En tout cas, petit à petit, la courbe de l'influence aragonaise sur la Milice décrut; et malgré les efforts de *Pedro IV*, un moment arriva où la Milice fut commandée non plus par un chef catalan, mais par deux «connétables», dont l'un était encore espagnol, mais dont l'autre était génois<sup>171</sup>. Et ce, moins de 3/4 de siècle après le victorieux traité de 1285 imposé par *Pedro III el Grande* au Khalife Abou-Hafs!

Quoi qu'il en eût été de cet affaïssement de l'influence aragonaise sur la Milice de Tunisie, les chevaliers et les aventuriers catalans qui servaient sous les ordres du Khalife jouèrent à maintes reprises un rôle curieux dans la politique internationale de l'époque. On peut saisir là quelques détails vivants et typiques; nous nous arrêterons à deux d'entre eux:

A la suite du traité d'Agnani de 1295<sup>172</sup>, par lequel *Jaime II* d'Aragon avait renoncé à la Sicile, la brouille puis même la guerre survinrent entre la Confédération catalano-aragonaise et le roi *Fadrique II* de Sicile. Dans l'intérêt de sa grande politique méditerranéenne, visant la Corse et la Sardaigne, et ayant besoin de se réconcilier avec la Papauté et les Angevins, *Jaime II* en était venu à cette extrémité pendant quelques mois de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle (1297). Or, divers chevaliers catalans se montrèrent fort choqués par cette attitude de leur roi, qui semblait reculer et lâcher une réalité pour deux ombres; avec spontanéité, mais avec indiscipline, ils prirent fait et cause pour *Fadrique*, en faveur de la domination catalane en Sicile. La lutte entre les deux frères fut brève; et dès 1301-1302, par la paix de Caltabellota<sup>173</sup>, la Sicile fut reconnue, même par les Angevins et la Papauté, comme possession de *Fadrique*. Sans nul doute cet accord réjouit *Jaime II*! Mais, en prince autoritaire et inflexible, le Roi d'Aragon se refusa à pardonner à ceux de ses sujets qui avaient lutté contre lui dans le camp sicilien. Parmi ces chevaliers catalans qui avaient combattu avec *Don Fadrique*, se trouvait un certain Guillén Ramón de Moncada. Pour des raisons que nous ignorons, ce Moncada ne resta pas longtemps en Sicile: dès 1301, il se trouvait à Tunis<sup>174</sup>. Il semble avoir

169. Reconquête de Djerba et des Kerkennas en 1311, gouvernement de Djerba par Ramón Muntaner (1311-14), bons rapports avec Al-Lihyani, réimposition d'un tribut à Tunis (Cf. supra pp. 54 et sq.)

170. Lettre du 15 juin 1320, *Anuari I. E. C.*, 1909-10, p. 224.

171. Mas-Latrie, p. 269, un texte de 1353 atteste ce partage du commandement, le «connétable espagnol» étant alors Lodovico Alvarès.

172. Cf. supra p. 53.

173. Cf. supra p. 54.

174. *Revue Hispanique*, t. XII, pp. 317 sq.

été, plus ou moins officiellement, un des Chevaliers Chrétiens les plus en vue de la fameuse Milice, sans doute sous les ordres de Berenguer de Cardona puis de Peyre Belot. Très certainement il joua un rôle politique: nous savons qu'en 1301 il cherchait déjà à entrer en Aragon, tentant de se justifier devant un ambassadeur extraordinaire de *Jaime II*, Ramón de Vilanova<sup>175</sup>, en prétendant qu'il avait été embarqué de force sur la flotte de *Don Fadrique* en lutte contre le Roi d'Aragon. Il n'obtint pas son pardon, mais peut-être lui fit-on comprendre qu'il l'obtiendrait s'il rendait service dans la politique tunisienne. Rappelons-nous les intrigues secrètes de *Pedro III* avec les chevaliers chrétiens de l'armée hafside aux alentours de 1280. Dans les troubles qui couvèrent à Tunis dès 1309 et qui éclatèrent en 1311<sup>176</sup>, Guillén Ramón de Moncada ou quelques uns de ses compatriotes purent contribuer à brouiller les cartes; nous sommes là dans le domaine des hypothèses mais d'hypothèses vraisemblables: la révolte du prince Abou-Ishaq contre le Khalife Yahia-Al-Wateq (1279), les intrigues de Yahia-Al-Wateq après sa chute, la révolte du gouverneur de Constantine Abou-Bekr-Ibn-Quezir contre le Khalife Abou-Ishaq (1281-82) et peut-être aussi le mouvement révolutionnaire victorieux d'Ibn-Abou-Omar (1283) avaient eu jadis comme cause, ou parmi leurs causes, la politique de *Pedro III*. *Jaime II* lui aussi eut une grande politique africaine: la volonté d'organiser l'anarchie tunisienne, le ferme propos d'affaiblir le Khalife pour lui arracher des avantages notamment pécuniaires, restait une tradition dynastique catalane<sup>177</sup>. Tout ce jeu habile et passionnant, qu'on entrevoit plus qu'on ne le découvre, s'éclaire d'une lueur supplémentaire par les curieux rapports — restés demi-voilés — qu'eurent Moncada et le chef du mouvement révolutionnaire de 1311: Al-Lihyani. Il est certain que la Milice Chrétienne fut réorganisée par celui-ci après la chute du Khalife Abou-l'Baqā-Jalid I<sup>er</sup> et il nous semble normal que le nouveau souverain ait alors voulu choisir un nouveau chef: un de ceux qui l'avaient aidé ouvertement ou secrètement dans son entreprise révolutionnaire; or le Roi d'Aragon devait ratifier les révocations et nominations des *alcaldes* de la Milice. Sans doute, *Jaime II* admit-il la révocation de l'*alcaide* en fonctions sous Abou-l'Baqā-Jalid (*Peyre Belot*?), mais une discussion paraît s'être élevée entre les deux souverains au sujet du choix du nouveau chef; Al-Lihyani voulait sans doute Moncada, mais *Jaime II*, bien qu'il eût utilisé celui-ci et qu'il lui eût peut-être fait des demi-promesses, ne tenait pas à le voir à une place si importante. Refusa-t-il? C'est possible. Le certain est qu'en 1313-1314, «*Bernat de Fons era capitán (de la Milicia) por don Guillén Ramón de Moncada*»<sup>178</sup>. C'était une sorte de partage des attributions conciliant sans doute les points de vue des deux souverains intéressés.

175. Le négociateur du traité de 1301, cf. supra p. 34.

176. Cf. supra p. 3.

177. Ce fut là aussi la politique de *Fadrique II* de Sicile (Cf. supra p. 56).

178. García Figueras, op. cit., p. 68.



Il y a plus: un autre texte<sup>179</sup> nous apprend qu'en 1319, donc deux ans après la chute d'Al-Lihyani et l'avènement sur le trône tunisien du Hafside Abou-Bekr, Moncada était toujours à Tunis et demandait toujours à rentrer en grâce auprès de *Jaime II*: il n'était certainement plus alors l'un des chefs de la Milice; pour être autorisé à revenir en Aragon il fit une curieuse proposition qui nous fait supposer son appartenance au camp des ennemis du nouveau souverain: celle d'emmener avec lui le roi détrôné de Tunis; d'après Giménez Soler<sup>180</sup>, il s'agirait d'Al-Lihyani; selon nous, il s'agit plutôt du fils d'Al-Lihyani, l'éphémère «Khalife» Abou-Derba, puisqu'Al-Lihyani s'était embarqué pour l'Orient à Gabès dès sa chute en 1317<sup>181</sup>. De toute façon, il s'agit de la dynastie usurpatrice que Moncada avait servie pendant ses préparatifs puis au cours de son gouvernement. Ce jeu illustre parfaitement la constante politique ifrikiyenne de l'Aragon: avoir en mains un prétendant pouvant servir à manœuvrer contre le Khalife en place<sup>182</sup>. C'est exactement là une réédition des intrigues jadis menées par *Pedro III* avec Abou-Ishaq contre Al-Wateq puis avec Al-Wateq contre Abou-Ishaq. Et c'est en même temps dans l'exact prolongement de l'aide amicale et sans rancune prêtée en 1317 par *Fadrique II* à son vieil ennemi Al-Lihyani pour lui sauver la vie au moment de sa débâcle<sup>183</sup>. Il est clair que ces trois princes catalans, les Aragonais *Pedro III* et *Jaime II* et le sicilien *Fadrique II*, eurent une même politique ifrikiyenne.

Cette curieuse affaire Moncada permet en même temps d'éclairer d'une nouvelle précision le caractère obstiné de *Jaime II*: au Catalan Pere de Trebayls, un des «cavaliers» de Moncada, envoyé en émissaire en Aragon pour y négocier le rapatriement de son maître, le Roi répond qu'il autorise Moncada à venir en Aragon avec le Khalife détrôné, mais en ne lui accordant qu'un an d'autorisation de séjour. Ce qui intéresse évidemment *Don Jaime* c'est de garder comme atout dans son jeu le prétendant; mais sa rancune et son entêtement contre Moncada l'empêchent d'admettre définitivement en grâce l'ancien «traître».

Les Rois d'Aragon eurent comme «pions», sur l'échiquier politique tunisien, des chevaliers plus illustres encore que ce Moncada. Dès le temps de *Jaime I* et de *Pedro III* nous y avons vu l'Infant *Don Enrique de Castilla*<sup>184</sup>. En 1294, après un nouveau long séjour en Tunisie, cet aventureux fils de *San Fernando* servit d'intermédiaire entre Abou-Hafs et *Jaime II* d'Aragon dans les négociations pré-

179. *Revue Hispanique*, t. XII, pp. 317 sq.

180. Ibid.

181. Cf. supra p. 13 et p. 56.

182. Est-ce par hasard que l'amiral aragonais que *Pedro IV* chargea de reconquérir les Kerkennas en 1345 fut un Moncada? (Cf. supra p. 57). Ne s'agissait-il pas d'utiliser certaines vieilles amitiés des Moncada pour réveiller des adversaires d'Abou-Bekr? Le clan d'Al-Lihyani avait toujours en une grande force sur les côtes et dans les îles du golfe de Gabès.

183. Cf. supra p. 56.

184. Cf. supra p. 15.

liminaires au traité qui ne fut conclu qu'en 1301<sup>185</sup>. Plus tard, deux propres fils de *Jaime II* jouèrent un certain rôle dans la politique africaine de l'Aragon: ses bâtards *Napoleón* et *Jaime*, nés tous deux en Sicile au temps où leur père régnait sur l'île (vers 1290). Malheureusement nous n'avons guère de renseignements sur l'activité de ces princes. Nous savons seulement que *Napoleón* d'Aragon fut longtemps au service du Roi de Tunis, donc chevalier de sa Milice, puis qu'il passa (avant 1325, donc vers ses 35 ans) au service du Roi du Maroc<sup>186</sup>. Quant à son cadet, *Jaime* d'Aragon, il fut mêlé vers cette même année 1325 à de curieuses et vaines tentatives d'alliance entre son père et le royaume zéyanide de Tlemcen contre le puissant hafsïde Abou-Bekr<sup>187</sup>. N'est-ce pas là significatif? On se prend à rêver que *Napoleón* et *Jaime* d'Aragon vécurent en Tunisie au temps des Khalifes Mohamed II (le signataire du traité tuniso-aragonais de 1301), Abou-l'Baqâ-Jalid I<sup>er</sup> et Al-Lihyani l'usurpateur, qu'ils ne furent peut-être pas plus étrangers que Moncada à l'assassinat de Jalid, à l'avènement révolutionnaire d'Al-Lihyani, aux conflits entre le royaume de Bougie et celui de Tunis et qu'ils quittèrent Tunis après avoir constaté durant quelques années la valeur d'Abou-Bekr (monté sur le trône tunisien en 1317) et la difficulté de l'influencer ou d'intriguer contre lui...

Certes, ces hypothèses sont fragiles: souvent les aventuriers catalans (et ces bâtards que leur père n'autorisa jamais à s'établir en Espagne, en étaient) arrivaient à servir d'avantage des princes arabes que leur patrie; n'empêche que, dans le cas particulier du départ de Tunis de *Napoleón* d'Aragon et des intrigues antitunisiennes de son frère *Jaime*, on peut discerner quelque idée d'ensemble: une juste crainte de la force d'Abou-Bekr, le prince qui, en 1334, chassa de Djerba les Catalans.

En tout cas, une conclusion est indiscutable: les chevaliers chrétiens qui servaient en Tunisie étaient, du fait même de leur présence là-bas, d'utiles traits d'union, des éléments possibles d'influence et d'action.

AUTRE ASPECT DE L'INFLUENCE CATALANE: CONSULS ET MARCHANDS ARAGONAIS SERVANT DE CONSEILLERS OU DE NÉGOCIATEURS AUX KHALIFES. — Dans la curieuse atmosphère des relations tuniso-aragonaises au Moyen-Age, se discerne un autre fait typique: souvent les consuls d'Aragon, leurs auxiliaires ou même de simples commerçants réussirent à gagner la confiance des Khalifes au point d'être chargés de missions par eux; et cela arriva aussi à des chevaliers de la Milice. En 1313, par exemple, les représentants d'Al-Lihyani dans les conversations tuniso-majorquines qui aboutirent à un traité<sup>188</sup> furent l'alcaïde Bernat de Fons et un «secrétaire des chrétiens» (secrétaire-comptable, soit de la Milice, soit du Fondouck, soit à la Douane -?-), nommé Lorens de Berga<sup>189</sup>. De même, en 1309 et en

185. Cf. sur ces négociations préliminaires A. I. E. C., 1907, pp. 195 sq. Cf. sur le traité de 1301, supra p. 34.

186. Cf. *Revue Hispanique*, t. XII, p. 342.

187. Ibid., pp. 323 sq.

188. Cf. supra p. 34.

189. Cf. A. I. E. C., 1909-10, pp. 229-232, et *Documentos árabes...*, p. 283.

1313-1314, les mandataires chargés par Abou-Bekr — qui n'était alors que roi de Bougie — de négocier avec l'Aragon furent: la première fois le catalan García Pérez de Mora<sup>190</sup>, la seconde fois le Consul d'Aragon à Bougie, Juan Poculuy<sup>191</sup>, et le marchand Ferran Jupin (ou «Jove» ou «Chupin»)<sup>192</sup>. Parfois, et c'était plus normal, la représentation tunisienne était constituée à la fois par un Musulman et par un Catalan: c'est, par exemple, ce qui se passa en 1336 au cours de vaines négociations entre Abou-Bekr et *Jaime II*; le Catalan qui fut alors l'un des plénipotentiaires du Khalife était le marchand Francés March, futur Consul d'Aragon à Collo et à Bône<sup>193</sup>. Il arrivait enfin que le Khalife, appréciant les qualités d'intelligence (et, peut-être, la vénalité) de certains négociateurs aragonais, les renvoyât à titre de négociateurs tunisiens auprès du souverain espagnol: ce fut le cas en 1360 du majorquin Arnau de Termens<sup>194</sup>.

Mais le plus souvent, bien entendu, les négociateurs tunisiens restaient des Arabes<sup>195</sup>; et pour mieux situer, dans son exacte proportion, l'utilisation par les Khalifes de plénipotentiaires catalans, il faut se rappeler qu'ils avaient aussi, parfois, recours à des négociateurs italiens. On pourrait faire toute une étude sur le caractère cosmopolite de l'Ifrikiya médiévale si l'on réussissait à mieux suivre les carrières de certains aventuriers ou demi-aventuriers européens qui y vécurent. Il suffit ici de bien noter les curieuses influences que des consuls ou marchands catalans purent parfois exercer sur les monarques tunisiens, soit au profit de leur souverain aragonais et de leurs compatriotes, soit dans leur propre intérêt, souvent sans doute en s'efforçant de combiner plus ou moins habilement ces deux types d'intention...

## II) LES RÉSULTATS PRATIQUES

Résumons-nous: Depuis la mort de *Pedro III*, ne se posaient plus pour les Aragonais ni le problème de la domination directe du royaume d'Ifrikiya, ni le problème des îles. Il ne s'agissait plus, pour eux, que de maintenir leur influence sur le pays afin d'y développer leur commerce et de réserver l'avenir. Leurs complexes liens avec les Catalans de Sicile et les méfaits de leurs corsaires étaient les obstacles qui leur rendaient difficile la poursuite de leurs deux objectifs; par contre, ceux d'entre eux qui servaient là-bas la cause nationale comme soldats, comme consuls ou comme marchands étaient de précieux et constants missionnaires maintenant chaque jour des positions.

190. Cf. Mas-Latrie, p. 321, et Miralles de Imperial, pp. 77-79.

191. Cf. A. I. E. C., 1909-1910, p. 232; *Documentos árabes...*, p. 300, et Miralles de Imperial, p. 79.

192. Cf. A. I. E. C., 1909-1910, p. 233, et *Documentos árabes...*, pp. 290 sq.

193. Cf. García Figueras, p. 74, et Brunschvig, *Documents inédits...*, op. cit.

194. Cf. A. I. E. C., p. 257, et *Documentos árabes...*, op. cit., p. 321.

195. Cf., par exemple, A. I. E. C., 1909-1910, pp. 246, 247, 248 et 250; *Documentos árabes...*, pp. 249, 253, 279, 287, 315, etc.

En même temps que la grande activité commerciale catalane, activité qui était à la fois une fin en elle-même et un élément d'influence, en même temps que leurs plans d'avenir et, précisément, comme jalons vers cet avenir, les rois d'Aragon eurent presque toujours entre 1285 et 1377 deux buts africains précis: l'un de haute valeur spirituelle, un but chrétien, l'autre d'ordre pratique et parfois même mesquin, un but financier.

Ce sont là les deux aspects les plus typiques des réalisations et des tentatives de réalisation poursuivies par *Jaime II* et par *Pedro IV*, en dehors du plan proprement commercial. Il convient de s'y arrêter assez longuement.

LES ASPECTS RELIGIEUX DE LA POLITIQUE ARAGONAISE EN IFRIKIYA. — Dès que les commerçants chrétiens prirent pied en terre d'Afrique et s'y organisèrent en petites colonies avec consuls et fondoucks, la Papauté essaya de faciliter et de favoriser l'arrivée et le séjour de prêtres dans les pays musulmans. Depuis la fin du XI<sup>ème</sup> siècle, la flamme allumée dans les cœurs par les Croisades échauffait le zèle de maints missionnaires désireux d'aller prêcher l'Evangile dans les terres d'Islam. Dès le XII<sup>ème</sup> siècle se fonda à cet effet à Marseille l'ordre des Trinitaires, et en 1218, c'est-à-dire au début du règne de *Jaime el Conquistador*, Saint Pierre Nolaskue fonda à Barcelone l'ordre de Notre-Dame de la Merci.

Trinitaires, Religieux de la Merci et aussi Franciscains et Dominicains coururent dès lors l'Afrique du Nord en profitant des traités qui unissaient les états italiens, et ensuite la Catalogne elle-même, avec les royaumes maures. Ils allaient visiter et consoler les captifs et s'efforçaient d'activer leur rachat en organisant des quêtes dans les pays chrétiens d'où ils venaient. Leur travail était facilité du fait de l'existence de chapelles chrétiennes auprès des fondoucks: ils en étaient les desservants en même temps qu'ils s'occupaient des esclaves et des possibilités de conversion. Programme immense et absorbant! Dès 1226 le Pape Honorius III autorisa les religieux allant en Afrique à modifier leur costume et à porter la barbe, la barbe étant un attribut indispensable de tout personnage vénérable en terre musulmane: aujourd'hui encore le Bey de Tunis et le prince héritier ont l'obligation de la porter.

Qui trouvera les accents nécessaires pour conter et détailler l'admirable dévouement missionnaire de ces religieux Franciscains, Dominicains, Trinitaires et de la Merci? Leur zèle était infatigable: la joie était immense pour les esclaves sans ressources quand ils voyaient arriver ces messagers de l'Evangile qui leur apportaient le secours des Sacrements et toujours aussi de petites aumônes, avec la radieuse promesse de s'occuper du rachat tellement difficile mais tellement désiré...

Les Catalans brillèrent d'une particulière ardeur apostolique parmi ces Missionnaires et dès le temps de *Jaime I el Conquistador*; nous savons par exemple qu'en mai 1252 l'Archevêque de Tarragone autorisa le prêtre barcelonais Pedro de Soler à partir pour la Tunisie afin d'y faire œuvre

d'évangélisation<sup>196</sup>; et quatre ans plus tard, en juin 1256, il accorda une même autorisation à un prêtre du diocèse de Gérone nommé Berenguer Aymerich<sup>197</sup>. Bien entendu, après la signature du traité tuniso-aragonais de 1271, ces départs furent beaucoup plus nombreux et faciles. Dès lors, le Roi d'Aragon recommanda les Religieux partant pour l'Ifrikiya aux bons soins du Khalife<sup>198</sup>.

Pendant le demi-siècle de domination catalane sur les îles tunisiennes, Djerba fut le théâtre d'un effort particulier: les missionnaires y vinrent en grand nombre, en particulier des Franciscains, cherchant à arracher à l'Islam ces Musulmans hétérodoxes. Les rois *Jaime II* d'Aragon et *Fadrigue II* de Sicile secondèrent dans une large mesure les tentatives de l'Eglise<sup>199</sup>. Mais le résultat espéré ne vint pas.

Les Musulmans d'Afrique dont les ancêtres et parfois même les propres grands-pères avaient été chrétiens, restèrent accrochés à la foi de Mohamet, peut-être parce qu'ils y virent le symbole de leur indépendance menacée par l'impérialisme catalan. Le zèle apostolique des fils de la catholique Espagne se heurta sur cette ancienne terre latine à un sol paradoxalement moins fécond que celui que découvrirent les *conquistadores* des Amériques deux siècles plus tard. Pourtant la volonté chrétienne se tendit vers l'Afrique avec une grande force. L'immense personnalité de Ramón Lull est la figure culminante et symbolique de ce grandiose plan de conquête spirituelle. Il ne nous appartient pas d'apporter ici du nouveau sur son histoire, mais il convient que nous en rappelions les faits essentiels:

Ce Majorquin, né en 1233 ou en 1235, grandit dans une île qui venait d'être musulmane pendant cinq siècles: il y vit subsister des coutumes et des communautés arabes; il y vit une collaboration entre les fidèles de l'Evangile et ceux du Coran; il tira de tout cela une grande sympathie envers les Musulmans, une certaine admiration pour divers aspects de leur culture et le grand désir de les amener tous et complètement à la foi chrétienne. Admirablement obsédé par l'idée de conduire tous les hommes et toutes les nations à la si désirable unité spirituelle, après avoir commencé sa vie errante de grand Européen, il l'interrompit en 1276, c'est-à-dire aux environs de ses 40 ans, fondant alors à Majorque un couvent pour l'étude de la langue arabe et pour la formation de frères mineurs désireux de se consacrer à la propagation de la Foi parmi les infidèles. Face à la mer, ce couvent s'éleva comme un monument symbolique tendant les âmes à l'assaut de cette Afrique Musulmane dont *Pedro III* et les marchands barcelonais entreprenaient au même moment l'assaut politique et économique. La grandeur de l'entreprise catalane trouvait ainsi son couronnement d'œuvre espagnole. Après avoir passé neuf années dans ce

196. Bofarull, op. cit., t. III, p. 307.

197. Ibid.

198. Finke, op. cit., t. II, p. 743 (lettre de *Jaime II* au Khalife Abou-Abdallah-Momed II, recommandant le frère Sancius de Boleyna, de l'Ordre des Frères Prêcheurs).

199. Ibid., p. 671.

couvent, Ramón Lull reprit sa vie errante. Il est facile de deviner quelle joie eût été pour lui un plein succès de la politique de *Pedro III*. Il dut être déçu par l'échec relatif du grand roi et ce fut seulement en 1291 qu'il passa à la réalisation de son rêve en s'embarquant à Gênes pour Tunis.

Ce premier séjour du grand docteur catalan en terre d'Afrique dura quelques mois (1291-1292). C'était alors le règne d'Abou-Hafs; celui-là même qui avait dû admettre la séparation du royaume de Bougie, la domination catalane sur les îles des Kerkennas et sur Djerba et le paiement d'un tribut à *Pedro III*. Obligé de respecter la force aragonaise, le Hafside commença par laisser se développer en paix la prédication de Ramón Lull, prédication faite surtout, semble-t-il, dans des milieux arabes cultivés, et entrecoupée d'études d'alchimie sous la direction de savants musulmans. Ce missionnaire plein d'esprit de bonne volonté et de conciliation s'enlisa un peu dans d'interminables discussions philosophiques et théologiques avec de vénérables et retors interprètes du Coran. Il est néanmoins admis par beaucoup d'historiens que l'ardeur évangélique de Lull finit par rapprocher du Christ certains esprits musulmans au point que brusquement et, peut-être après avoir été maltraité, il fut expulsé de Tunisie par Abou-Hafs.

Le certain est que les souverains musulmans, tant de Tunis que de Bougie, veillèrent toujours attentivement à ce que sous le couvert des traités et à la faveur de leur apostolat parmi les captifs et les colonies européennes de leurs ports, les prêtres chrétiens ne puissent réussir à troubler l'unité et la sérénité musulmanes de leurs peuples. Il nous semble que l'on doit interpréter ainsi une lettre du grand Abou-Bekr à *Jaimé II*, lettre envoyée de Bougie quand il n'était encore que roi de ce royaume; le souverain arabe y rejette la demande aragonaise de mise en liberté de quelques captifs chrétiens en soulignant que les prisonniers en question ne sont pas de vrais chrétiens mais se font passer pour tels<sup>200</sup>. Nous pensons qu'il s'agit de *convertis, punis de leur abjuration de l'Islam par l'emprisonnement*. Nous croyons d'autant plus à la possibilité de cette interprétation que le texte est de 1315, c'est-à-dire d'un moment où Ramón Lull venait précisément d'entreprendre à Bougie un grand effort d'apostolat contre lequel les Musulmans réagirent avec violence.

En effet, l'échec de 1292 ne découragea pas l'apôtre. Dès 1306, il revint en terre d'Afrique, à Bougie cette fois; peut-être le lieu n'était-il pas mal choisi, au moins en théorie. La Tunisie était alors, et est toujours, beaucoup plus arabe, beaucoup moins berbère que la région montagneuse et côtière de la province de Constantine, et c'étaient les Berbères islamisés de cette région — de propres arrière-petite-neveux de Saint Augustin — qu'il importait d'atteindre. Le calcul était bon, mais le résultat ne le fut pas. Il eût, en effet, fallu pouvoir sortir des villes côtières pour être en con-

200. Cf. *Documentos árabes...*, p. 296, et A. I. E. C., 1909-1910, p. 238.

tact avec le vrai peuple nord-africain : dans la capitale bougieote tout comme à Tunis, Ramón Lull et les autres missionnaires qui y vinrent avant ou après lui, eurent affaire à un milieu citadin, bourgeois ou aristocratique, très épris de culture arabe, milieu où brillaient et comptaient particulièrement de grandes familles andalouses, celles qui étaient de la plus fanatique ferveur musulmane puisqu'à la différence de tant d'autres, elles avaient préféré l'expatriation à la soumission aux rois chrétiens d'Espagne. Il est normal que cette ambiance ait pu étouffer les efforts des Religieux catalans, même ceux de Ramón Lull ! Le voyage de 1306 se termina donc par un échec comme celui de 1291-1292 : une fois encore arrêté, maltraité et peut-être même flagellé, le « Docteur Illuminé » ne put retrouver sa liberté que grâce aux interventions pressantes des Consuls d'Aragon et de Gênes.

Appelé par une sorte de mystérieuse vocation africaine — qui devait sans doute être celle du martyr —, Ramón Lull ne se découragea pas davantage après 1306 qu'après 1292. Le rêve de sa jeunesse continuait à hanter son esprit de septuagénaire. En Italie, il approcha du roi *Fadrique II*, l'obstiné et digne fils de l'Aragonais *Pedro III* ; il l'intéressa à ses plans de conversion, et c'est dans ces conditions que vers 1314 il entreprit son troisième voyage africain. Bien des légendes, à la faveur du manque de documentation solide, obscurcissent l'histoire de ces dernières années de Lull, mais remarquons que cet ultime effort du grand majorquin fut tenté en liaison avec la politique de *Fadrique II*, dans la période que nous avons cru pouvoir caractériser comme celle de l'apogée de la politique africaine de l'énergique souverain sicilien<sup>201</sup>. Ramón Lull eut-il des contacts avec Al-Lihyani ? C'est très probable. Ce séjour tunisien fut-il long ? Quels liens y a-t-il entre ce séjour et l'ultime voyage de l'apôtre à Bougie alors dominée par le Hafside Abou-Bekr ? Il est difficile de répondre à ces questions. On ne connaît que la fin de l'infatigable missionnaire, en 1314 ou en 1315, dans cette ville de Bougie qu'il semble avoir tant aimée : son arrestation, son martyre et peut-être son sauvetage, une fois de plus grâce aux Consuls, et son embarquement sur un navire catalan où il aurait expiré en vue de sa terre natale... Il avait 80 ans.

Son prestige ne fit que croître après sa mort et sa mémoire fut pieusement conservée dans son île natale. Ses disciples maintinrent vivaces toutes ses pensées et tous ses enseignements. C'est parmi eux que surgit, quelques dizaines d'années plus tard, une curieuse personnalité, rejet paradoxal et hétérodoxe de Ramón Lull, celle d'Anselmo Turmeda ; l'histoire de cet aventurier majorquin qui de religieux franciscain se transforma en Musulman marié à une princesse hafside et grand personnage du royaume de Tunis n'appartient pas à l'époque que nous étudions dans ces pages<sup>202</sup> ;

201. Cf. supra pp. 54 sq.

202. Turmeda naquit à Majorque en 1352 : c'est sans doute en 1387 qu'il passa de Sicile en Tunisie et se convertit à l'Islam. Il mourut à Tunis en 1432 (ou en 1424?). On y voit encore sa tombe dans un marabout de princes hafside. Cf. Luis Dezobry (L. Faruqi de Saint-Germain, éd., du *Libro de la disputa del Ase contra Fra Anselm Turmeda*, Barcelona, 1922).

mais il est bon d'avoir présent à l'esprit cette curieuse trajectoire de la vie de Turmeda: elle témoigne de la séduction exercée par l'Afrique sur les milieux majorquins du XIV<sup>ème</sup> siècle.

Le cas de Turmeda fut évidemment un cas-limite: la force d'attraction africaine allant jusqu'à conduire un moine à l'apostasie. En règle générale la passion pour l'Afrique prenait une autre forme: les rêves caressés par le zèle apostolique de Lull, les inévitables liens entre ses plans de conversion et les réalités politiques, ses relations avec le roi *Fadrique II*, les complexités de la politique tunisienne et particulièrement les luttes entre la famille hafside légitime et celle d'Al-Lihyani avaient donné naissance à un mirage qui fascina parfois certains Catalans: la conversion du Khalife et, du coup, celle de ses sujets. Il est curieux de recueillir ces bruits et de mieux comprendre par eux l'atmosphère de l'époque, mais on ne peut s'y laisser prendre: les princes dont on prétend qu'ils furent sur le point de se convertir cherchaient des appuis chrétiens mais, s'ils avaient obtenu par eux le succès, ils auraient repris toute indépendance vis-à-vis d'eux, de la même manière que le fit Abou-Ishaq vis-à-vis de *Pedro III* en 1279-1280. Qu'y a-t-il d'exact dans les traditions qui parlent d'une prétendue correspondance secrète échangée au début du XIV<sup>ème</sup> siècle entre *Jaime II* et «le sultan de Tunis Abou-Yahia-Zakariya» au sujet de la conversion du dit souverain et de son peuple? Selon nous, il s'agit non pas d'Abou-Yahia-*Abou-Bekr* ben Abou-Zakariya (c'est-à-dire d'Abou-Bekr), mais bien d'Abou-Yahia-Zakariya-*Al-Lihyani*, c'est-à-dire de l'usurpateur qui, par sa titulature comme par sa propagande, se prétendait héritier légitime du premier grand souverain hafside Abou-Zakariya I<sup>er</sup>. Nous avons déjà noté les bons rapports qu'eurent tardivement Al-Lihyani et *Fadrique II* surtout au moment des dernières étapes de la grande poussée victorieuse d'Abou-Bekr vers Tunis<sup>203</sup>; nous avons aussi noté les curieux liens qui continuèrent à unir la famille de l'usurpateur avec l'une des plus marquantes figures de la Milice Chrétienne de Tunisie, Guillén Ramón de Moncada<sup>204</sup>; il est certain que dans les derniers temps de son règne, Al-Lihyani aux abois dut essayer par tous les moyens de se sauver et qu'il put demander des secours à *Jaime II*, peut-être par l'intermédiaire de Moncada, en laissant entrevoir qu'il songeait à se convertir. Mais c'est là un petit épisode d'intrigues politiques et non l'amorce de ce grand bouleversement spirituel nord-africain par le mirage duquel Saint Louis déjà fut peut-être ébloui. En tout état de cause, nous ne croyons pas que le souverain en question alla jusqu'à se convertir secrètement<sup>205</sup>. Mais la continuité du mirage et de l'intrigue est indiscutable: six ou sept ans plus tard, en mai 1325, un certain prince «Bobaire» s'intitulant seigneur d'Africa — nom employé par les Chrétiens pour désigner la ville tunisienne de

203. Cf. supra p. 55.

204. Cf. supra p. 68.

205. Contra: García Figueras, op. cit., p. 44: «parece, incluso, que el Sultán se convirtió».



Mahdia — écrivit au Pape Jean XXII, lui contant qu'il avait eu une vision de la Vierge Marie, qu'il était décidé à recevoir le baptême et à donner sa ville d'Africa sans aucune guerre au roi chrétien, que lui indiquerait le Saint-Siège! <sup>206</sup> Lettre étonnante! véritable demande de protectorat: ce Bobaire (ou Abou-Ber -?-) ne serait-il pas un petit-fils d'Al-Lihyani, un fils d'Abou-Derba? <sup>207</sup> Il s'intitule «nepos regis de Tunes» en même temps qu'«dominus de Africa». Sa lettre fut sans doute rédigée par un chrétien — chevalier ou ancien chevalier de la Milice ou Religieux —; peut-être ce prince réussit-il pendant quelque temps à regrouper quelques partisans, à relever l'étendard d'Al-Lihyani et à tenir momentanément tête à Abou-Bekr: doit-on voir dans cette affaire un rejet des intrigues de Moncada? <sup>208</sup> Il est normal que Mahdia ait pu servir de repaire et de centre de résistance à un groupe des ennemis du Khalife: au cours de son histoire cette ville bien fortifiée et bien située fut souvent un refuge solide contre des envahisseurs venant de l'Ouest <sup>209</sup>. Un autre texte confirme et éclaire l'existence de cette sorte d'éphémère principauté «lihyaniste» de Mahdia: c'est une lettre datée du 25 juillet 1320 et adressée, de cette ville de Mahdia, à *Jaimé II* par le «Khalife» Mohamed ben Abou-Yahia au sujet de complexes contestations financières entre Sicile et Ifrikiya <sup>210</sup>. Ce prince, qui semble d'ailleurs en paix (?) en cette année avec Abou-Bekr, est très vraisemblablement Abou-Derba ou, si celui-ci était déjà mort, un de ses frères: en tout cas, son titre de «fils du Khalife Abou-Yahia-Zakariya» atteste qu'il s'agit d'un fils d'Al-Lihyani et nous voyons en lui le père du «Bobaire» de 1325.

Ces curieuses interférences entre les plus mesquines réalités politiques et les grands problèmes religieux de conversion ramènent du plan des rêves sublimes d'un Ramón Lull à celui de la grisaille vie quotidienne.

Il n'y eut pas de conversion retentissante en terre d'Afrique malgré les efforts que maints Catalans déployèrent dans ce sens en liaison avec d'autres Européens: il n'y eut ni conversion de prince séduit par une argumentation théologique ni conversion de foule entraînée par une prédication ardente. Du moins, le grand-livre de l'activité religieuse en Ifrikiya au Moyen-Age comporte-t-il un bilan fort honorable et d'une très précieuse substance: les rachats ou même les libérations gratuites de captifs. Résultat mince par rapport aux vastes projets de fusion spirituelle des peuples méditerranéens, mais résultat combien important pour des dizaines et des dizaines d'hommes souffrants en terre infidèle.

La question des rachats d'esclaves par les religieux était une préoccupation quotidienne; quant à la question des libérations massives, elle était

206. Finke, op. cit., t. II, p. 757.

207. Cf. supra pp. 13 et 56.

208. Cf. supra p. 68.

209. Quelques années plus tard, Mahdia fut précisément le foyer de la résistance des fils d'Abou-Bekr et du grand vizir Ibn-Tafraguin contre les Mérinides (Cf. supra p. 14).

210. *Documentos árabes...*, op. cit., p. 276.

toujours au programme des négociations, avant et après traités, entre la Cour d'Aragon et les cours hafrides: c'était là la lente contre-partie des brusques agressions des pirates, le meilleur gage de libération des esclaves chrétiens d'Afrique étant évidemment la présence d'esclaves musulmans en terre d'Aragon. Mais les troubles nord-africains qui étaient souvent provoqués ou avivés par les souverains catalans, rendaient mouvantes les frontières et branlante l'autorité des souverains musulmans; ils diminuaient donc les possibilités de libération des chrétiens: d'où de constantes complications, des contestations renouvelées et d'interminables délais; l'idéal pour les souverains musulmans était de faire libérer leurs sujets et de ne pas faire rendre les captifs chrétiens! La part de la mauvaise foi dans toutes ces négociations était considérable et le rythme de la libération était d'une singulière lenteur quand un roi de Tunis ou de Bougie demandait une liste *nominative* des captifs chrétiens à libérer!<sup>211</sup>

QUESTIONS FINANCIÈRES ET MARITIMES. — Tandis que les grands songes spirituels s'enlisaient dans la boue de négociations monétaires, d'obscurs autres discussions d'argent étaient, au contraire, pour les rois d'Aragon, de discrets cheminements vers leurs plans de contrôle futur des terres ifrikiennes. C'est ainsi que se mêlent toujours paradoxalement les aspects les plus inattendus dans les pensées et les actes humains...

*Jaime II*, surtout, eut sur ce plan une persévérante ligne de conduite: il voyait très grand; il n'hésita pas à conclure avec *Sancho IV* de Castille un accord partageant l'Afrique du Nord en deux zones d'influences: les terres à l'ouest de la Moulouya, soit en gros le Maroc actuel, à la Castille; les terres à l'est de cette rivière, c'est-à-dire l'Algérie et la Tunisie — donc la part du lion —, à l'Aragon<sup>212</sup>. Mais avec une prudente sagesse, il ne fit jamais que *penser* à ce plan, se limitant dans la réalité à jeter de modestes jalons visant à asservir financièrement les états hafrides à Barcelonne. L'excellent historien Andrés Giménez Soler a été très dur pour cette politique de *Jaime II*<sup>213</sup>: il a reproché au roi d'avoir tenté la poursuite de satisfactions fiscales au lieu d'essayer d'obtenir de plus grandes *facilités commerciales* pour ses sujets. Peut-être...; il faut pourtant remarquer que ces manœuvres fiscales de *Jaime II* furent, somme toute, une anticipation des méthodes par lesquelles des nations modernes réussirent au XIX<sup>e</sup> siècle à faire progressivement entrer dans leur obéissance cer-

211. Sur ces négociations, cf., par exemple, *Documentos árabes...*, p. 298, une lettre d'Abou-Bekr à *Jaime II* (27-2-1316); *ibid.*, pp. 318 sq., les clauses du traité du 15 janvier 1360 entre *Pedro IV* et Abou-Ishaq II; *A. I. E. C.*, 1907, pp. 203 sq., demandes de libération formulées en 1307 par *Jaime II*; *A. I. E. C.*, 1909-1910, p. 227, une lettre du Roi de Bougie Jalid I<sup>er</sup>, à propos de laquelle nous croyons que Giménez Soler fait une légère erreur d'interprétation: il croit qu'il s'agit d'une libération des captifs chrétiens de toute l'Ifrikiya; or c'est l'application d'un traité passé entre l'Aragon et le seul royaume de Bougie; Jalid I<sup>er</sup>, tant dans ce traité que dans la lettre en question, ne s'intitule encore que Roi de Bougie et non Khalife (Amir-Al-Moumin); il s'agit donc d'une libération des captifs du royaume de Bougie.

212. *A. I. E. C.*, op. cit., p. 197.

213. *A. I. E. C.*, 1907, pp. 195 sq.

taines terres d'outre-mer: c'est ainsi que l'Angleterre prépara au XIX<sup>e</sup> siècle l'établissement de son protectorat sur l'Égypte.

La grande idée de *Jaimé II* fut de ressaisir un tribut régulier tunisien afin de matérialiser une sorte de souveraineté de la Couronne d'Aragon sur les terres ifrikiyennes, suzeraineté discrète et nullement comparable aux tentatives ouvertes de protectorat envisagées par *Pedro III*. Replaçons-nous dans l'atmosphère de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle: les rêves impériaux des Hafsides étaient encore récents; la *Reconquista* de l'Espagne n'était toujours pas terminée; l'enthousiasme avait toujours joué un grand rôle dans la naissance des forces impériales musulmanes des siècles précédents. Par conséquent, abaisser le prestige des Hafsides restait au point de vue aragonais une prudente politique, au temps de *Jaimé II* tout comme en celui de *Pedro III*<sup>214</sup>. La manœuvre consistant à réaliser cet abaissement en contraignant le «Khalife» à payer tribut, pouvait avoir d'utiles répercussions morales chez tous les peuples musulmans et pouvait faciliter d'une façon générale la politique espagnole envers eux.

La caractéristique la plus remarquable de cette politique de *Jaimé II* fut sa souplesse, l'habileté avec laquelle elle tendit au même but par des procédés variant au cours des années et s'adaptant aux circonstances successives.

Devenu Roi d'Aragon en 1291 après avoir suivi de très près la politique méditerranéenne et en particulier l'ifrikiyenne pendant les six années précédentes comme Roi de Sicile, il envoya dès 1292 une ambassade auprès de la cour tunisienne, la confiant à Guillermo Ulomar, qui 22 ans plus tard fut encore son représentant dans la négociation du traité tuniso-aragonais de 1314<sup>215</sup>; ce détail est une nouvelle preuve de la continuité de la politique tunisienne de ce grand souverain. Et, chose curieuse, cet ambassadeur fut chargé, en cette année 1292, de solliciter du khalife Abou-Hafs un prêt pour le roi *Jaimé II*. Evidemment, *Jaimé II* fut souvent à court d'argent; il était alors dans une situation internationale assez difficile puisque toujours Roi de Sicile malgré la Papauté, et il pouvait être amené à chercher de tous côtés des appuis financiers. Mais il y a bien autre chose dans cette demande de prêt: ce fils de *Pedro III*, ce successeur des rois Normands et Hohenstaufen de Sicile considère tout naturellement la terre ifrikiyenne comme une source de revenus financiers: il considère qu'il est normal pour lui de chercher de l'argent de ce côté. Mais comme sa situation internationale n'est pas très brillante, il veut éviter des heurts avec la monarchie hafside et, au lieu de demander le payement du contestable tribut destiné à l'Aragon que l'on avait déjà envisagé en 1285<sup>216</sup>, il se contente de demander un prêt, sans doute avec l'arrière-pensée de faire valoir l'argument de son droit au tribut quand il s'agirait de rembourser

214.. Cf. supra pp. 16 sq.

215. Cf. supra p. 34, et Finke, op. cit., t. II.

216. Cf. supra p. 18.

le Khalife. Le Khalife découvrit-il, cette arrière-pensée ou était-il alors dans une situation financière difficile? Le fait est qu'il semble avoir refusé le prêt sollicité.

Voyant sa manœuvre éventée, mais se voyant aussi en passe de consolider sa situation internationale par le traité d'Agnani<sup>217</sup>, Jaime II, dès 1294, crut pouvoir démasquer carrément son but: il envoya un nouvel ambassadeur, Berenguer de Vilaregut, en le chargeant de demander, outre la reconnaissance de son droit à nommer le Chef de la Milice<sup>218</sup>, le paiement du tribut «dû par la Tunisie à l'Aragon». Abou-Hafs, fidèle à la tradition hafside, et bien qu'il vint de faire savoir à Jaime II son désir de conclure avec lui un nouveau traité économique<sup>219</sup>, se refusa à accepter ce tribut.

Ayant échoué dans ses prétentions aussi bien par demande directe que par demande indirecte, Jaime II ne désespéra pourtant pas. Très vite, un incident — le naufrage de son navire *La Estacona*<sup>220</sup> — fit naître dans son esprit un nouveau plan assez habile: l'idée de se faire échelonner sur plusieurs années le paiement de certaines sommes, en l'occurrence les indemnités dues pour rembourser les marchandises pillées de *La Estacona*; le Trésor tunisien prendrait ainsi l'habitude de verser chaque année à l'Aragon une quantité donnée de numéraire. Certes, la mauvaise volonté khalfale à rembourser les marchandises pillées fut sans doute à l'origine de l'idée du paiement progressif et ce fut une excellente manœuvre ifrikyenne que de prévoir ces paiements annuels sous forme de prélèvements sur les droits de douane acquittés par les marchandises catalanes<sup>221</sup>. Mais l'habileté de Jaime II est d'avoir vu quel parti il pouvait tirer de ce point de vue et d'être allé au devant de cette solution: c'est lui qui, par l'intermédiaire de son ambassadeur Ramón de Vilanova demanda à percevoir annuellement la moitié des droits de Douane payés par les marchandises de ses sujets. En réussissant à lier ainsi et habilement la question d'une indemnité — que le Khalife ne pouvait se dispenser de payer — à celle des versements annuels — que la Couronne d'Aragon ne cessait de réclamer —, il fit ressusciter sous une forme plus tangible que jamais, sinon un vrai tribut, du moins un semblant de tribut<sup>222</sup>. Mais remarquons que la valeur de ce «tribut» annuel était dérisoire, par rapport à celle du tribut payable à la Couronne de Sicile (33.333 besants d'or) puisqu'elle était sans

217. Qui le réconcilia avec la Papauté et la Maison d'Anjou (mariage avec Blanche d'Anjou); cf. supra p. 54.

218. Cf. supra p. 66.

219. Désir exprimé à Jaime II, de la part d'Abou-Hafs, par l'Infant Don Enrique de Castilla; cf. supra p. 63.

220. Cf. supra p. 47.

221. Cf. supra p. 46.

222. Nous ne comprenons pas comment ni pourquoi Giménez Soler en est arrivé à une conclusion très contraire à la nôtre: «[Jaime] fué más feliz en este punto (celui d'un tribut égal à la moitié des droits de douane) que en el de la indemnización por la pérdida de *La Estacona*» (A. I. E. C., 1907, p. 202). C'est au contraire parce qu'il obtient une indemnité pour la perte de *La Estacona* que Jaime II obtient de percevoir pendant quelque temps la moitié des droits de douane.

doute de l'ordre de 2 ou 3.000 doublons d'or seulement<sup>223</sup>. Une fois cette demi-victoire remportée, *Jaime II*, avec une précipitation quelque peu excessive, essaya d'en doubler la valeur en demandant à percevoir, non plus seulement la moitié des droits de Douane payés par ses sujets, mais leur totalité! Prétention évidemment outrée et qui n'aboutit pas.

A tous points de vue, donc, l'arrangement conclu en 1301 à propos de *La Estacona*, ne fut qu'une solution provisoire et équivoque de la question du tribut. Pour réussir à le transformer en règle et en apparence de suzeraineté il eût fallu le maintenir et le prolonger sous son double aspect tangible: versements annuels effectués par Tunis à l'Aragon; présence en la Douane de Tunis de fonctionnaires aragonais contrôlant la comptabilité<sup>224</sup>. Ces calculs de *Jaime II* et de ses conseillers peuvent faire sourire; l'Histoire offre pourtant maints exemples de coutumes engendrant le Droit. Le *de facto* est le père du *de jure*.

Pour réussir à maintenir ces liens financiers, *Jaime II* tâtonna pendant quelque temps; en 1307, par exemple, alors qu'il prétendait ne pas avoir encore perçu toute l'indemnité prévue pour *La Estacona*<sup>225</sup>, il fit demander par l'ambassadeur Pere Buçot (ou Buzot) un prêt, tout comme en 1292<sup>226</sup>. La chose peut, cette fois encore, avoir eu pour origine les besoins d'argent du roi qui songeait à conquérir la Sardaigne, mais elle peut être considérée aussi comme destinée à amorcer de nouveaux versements après la liquidation du compte de *La Estacona*<sup>227</sup>. De même en 1314, en s'appuyant sur le fait que deux navires catalans avaient été coulés par des corsaires bougieotes, *Jaime II* réclama 5.000 dinards à percevoir par le prélèvement à la Douane Bougieote d'une moitié des droits acquittables par les marchandises aragonaises<sup>228</sup>.

Il y eut plus: au delà de ces tâtonnements et de ces vaines tentatives, *Jaime II* sut utiliser un bon moyen pour maintenir l'Ifrikiya — aussi bien le royaume de Bougie que celui de Tunis — dans une sujétion financière entraînant une sujétion politique vis-à-vis de l'Aragon: le prêt de navires catalans aux princes hafssides. La chose était très habile car les états nord-africains avaient un grand besoin de vaisseaux<sup>229</sup>; et les luttes soutenues par Abou-Bekr contre les Zeyanides et contre Al-Lihyani furent pour *Jaime II* d'excellentes circonstances. En 1309, par exemple, le Roi d'Aragon loua au roi de Bougie Abou-l'Baqa-Valid 10 galères de guerre avec quatre engins ou catapultes, chaque galère étant payable 500 doubles par mois, un acompte de 2.000 doubles par galère étant immédiatement ver-

223. À en juger par la valeur des importations catalanes à Tunis (cf. supra p. 51). Sur les valeurs respectives du besant d'or et du doublon d'or, cf. supra p. 8, n. 2.

224. Cf. supra p. 49.

225. Ibid.

226. Cf. A. I. E. C., 1907, p. 203.

227. Il semble que cette demande de prêt n'aboutit pas plus que celle de 1292.

228. Cf. A. I. E. C., 1909-1910, pp. 233 sq.

229. Cf. supra p. 38.

sable<sup>230</sup>. De même, dans le traité tuniso-aragonais de 1323, fut envisagé le prêt de galères catalanes au Khalife à raison de 3.000 doubles par an (donc 250 doubles par mois) et par unité. La différence de prix entre les deux accords s'explique du fait qu'en 1309 le roi de Bougie qui rêvait de la Couronne de Tunis avait grand besoin et désir d'augmenter sa flotte tandis qu'en 1323 le Khalife Abou-Bekr était un grand souverain ayant déjà réalisé l'union des royaumes de Tunis et de Bougie<sup>231</sup>; aussi *Jaime II* désireux de maintenir des liens financiers avec lui consentait-il un «rabaïs»<sup>232</sup>. Bien entendu, pour ne pas transgresser les ordres pontificaux<sup>233</sup> et par respect au moins théorique envers les traités qui unissaient l'Aragon à d'autres états musulmans, il était toujours spécifié que les galères catalanes louées au Hafside ne pouvaient en aucun cas être utilisées contre des nations chrétiennes ni contre les souverains maures en relations amicales avec le Roi d'Aragon. Mais il est facile de deviner qu'au gré des circonstances ces clauses de pure forme pouvaient ne pas être respectées...

Ces liens financiers risquaient d'ailleurs parfois d'entraîner des résultats tout contraires à ceux que poursuivait *Jaime II*: en effet, par à-coups, les princes hafside envisageaient de ne pas acquitter le prix de la location des navires! Et il y avait alors des discussions homériques menaçant de tourner à la catastrophe, c'est-à-dire à la rupture des relations entre les deux couronnes. Quelquefois *Jaime II* en était responsable du fait de prétentions abusives: en 1315, par exemple, des galères catalanes détruisirent au large des côtes constantinoises la flotte du roi zeyanide de Tlemcen, Abou-Hammou-Moussa I<sup>er</sup> (1308-1328), tenace et dangereux ennemi des Hafsides et déjà maître d'Alger depuis 1312<sup>234</sup>; aussitôt, *Jaime II* réclama à Abou-Bekr la somme de 12.000 doubles d'or comme paiement des frais d'armement de sa flotte victorieuse, bien que celle-ci n'ait été ni louée ni, à proprement parler, au service de la Couronne de Bougie; aussi Abou-Bekr refusa-t-il de payer, par une lettre assez intéressante et typique pour mériter d'être citée partiellement:

«Abou-Bekr... à *Jaime II*... Quand j'ai su les préparatifs belliqueux du roi de Tlemcen, je vous ai avisé ainsi que le roi de Majorque conformément aux traités en vigueur... Je me suis réjoui quand j'ai appris que vous aviez détruit les galères zeyanides, mais rien, ni dans nos traités, ni dans nos négociations, n'a jamais dit que je devais payer l'équipement de votre flotte... Bien entendu, notre paix, notre entente et notre amitié subsistent...» (21-2-1316)<sup>235</sup>.

230. Miralles de Imperial, p. 78.

231. Cf. sur la force d'Abou-Bekr et les avantages qu'il sait obtenir dans les traités, un autre détail significatif: supra p. 49 (non-limitation du droit de nobles).

232. Le taux normal demandé par *Jaime II* était toujours celui de 1309; en 1325 par exemple il demanda encore 500 doubles par mois et par galère aux Zeyanides qui lui demandaient l'aide de sa flotte contre les Hafsides (Cf. *Revue Hispanique*, t. XII, pp. 323 sq.). Les Zeyanides repoussèrent les prétentions de *Jaime II*.

233. Cf. supra p. 38.

234. Cf. A. J. E. C., 1909-10, p. 239.

235. Cf. *Boletín de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona*, 1910, p. 175.

Il est très vraisemblable qu'en apprenant des préparatifs faits par le Zeyanide pour attaquer Bougie, Abou-Bekr avait demandé d'une façon pressante aux souverains d'Aragon et de Majorque le prêt de galères; sans doute une flotte aragonaise, se dirigeant vers l'Afrique pour livrer des navires à Abou-Bekr, rencontra-t-elle la flotte zeyanide; elle livra le combat dans l'intérêt des Hafsides, donc *dans l'esprit* de l'aide demandée par Abou-Bekr mais sans être déjà passée à son service. En se tenant à la lettre de la correspondance et des accords, Abou-Bekr n'avait rien à payer. Et sur le plan matériel des pertes et profits, il estimait que les Aragonais étaient bien suffisamment remboursés, car les galères barcelonaises et valenciennes victorieuses avaient fait un important butin sur les bateaux zeyanides...

Après la période d'assoupissement que marque le règne d'Alfonso IV (1327-1336), le petit-fils de Jaime II, Pedro IV recommença à déployer une grande activité ifrikiyenne en relation avec ses ambitions siciliennes<sup>236</sup>. En 1336, c'est-à-dire dès son avènement, des négociations serrées reprirent entre Tunis et Barcelone sur un rythme accéléré<sup>237</sup>. Fidèle à la tradition de Pedro III et de Jaime II, le nouveau souverain catalan songea sans plus tarder à obtenir un tribut: comme mesure préalable à la signature du traité économique qui était à renouveler, il exigea que son ambassadeur Fortunat de Montagut touchât la somme de 5.000 doubles d'or — sans doute à titre de «rappel» — et qu'on lui promît 2.000 doubles à percevoir chacune des deux années suivantes sur les revenus de la Douane Tunisienne<sup>238</sup>. Cette obstination déployée par les grands souverains catalans pour essayer d'obtenir ces petites sommes afin d'avoir l'air de vassaliser l'Ifrikiya est étonnante et admirable! Le taux envisagé reste bien le taux minime déjà choisi par Jaime II en 1301<sup>239</sup>. Mais, en face de l'acharnement catalan, la tradition ifrikiyenne est aussi forte: pas plus en 1336 qu'auparavant, Abou-Bekr n'accepte cette trop directe prétention aragonaise de tribut. Et les négociations économiques en contre-coup sont rompues... Pis encore, en ce temps où Abou-Bekr est à son apogée et ne craint plus rien des Zeyanides, il n'y a plus trace de prêt de galères catalanes aux Hafsides: la chimère rêvée par Jaime II s'était donc complètement évanoui.

Elle réapparut dès que la puissance ifrikiyenne fut secouée par une nouvelle crise, celle dont les premiers symptômes se firent sentir aux environs de 1340<sup>240</sup>. En 1343, Pedro IV sentit que les circonstances devenaient plus favorables et prépara une grosse réclamation: il venait d'annexer définitivement à la Couronne d'Aragon celle de Majorque; or, une importante question était pendante entre Tunis et Majorque, question

236. Cf. supra p. 56.

237. Cf. supra p. 35.

238. Cf. Brunschvig, loc. cit., *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales*, Paris, 1936.

239. Cf. supra p. 80.

240. Cf. supra p. 13.

analogue à celle que *Jaime II* n'avait pas réussi à régler à son avantage en 1315-1316<sup>241</sup>: une flotte majorquine avait aidé Abou-Bekr quelques années auparavant contre les Zeyanides, et le Khalife n'avait pas payé cette aide. *Pedro IV* agissant en tant que Roi de Majorque réclama donc une somme de 14.500 doubles d'or comme indemnité par l'intermédiaire d'une ambassade dirigée par Guillermo de Clariana et Benito Blancas<sup>242</sup>; ces plénipotentiaires ne manquèrent pas de faire état des menaces qui apparaissaient à nouveau alors sur la frontière occidentale de la double monarchie hafside; ils transpirent même une demande supplémentaire de leur Roi qui était toujours obstinément dans la ligne politique de *Jaime II*: outre le remboursement des 14.500 doubles, l'octroi d'un prêt. Pour le grand et orgueilleux Abou-Bekr, il eût été bien pénible d'acquiescer à toutes ces exigences: il comprenait qu'elles cachaient une nouvelle tentative de demi-vassalisation fiscale de ses états; sentant la gravité de la situation internationale, il fut toutefois prêt à céder (1345); mais, un excès de pression de *Pedro IV* tourna mal: quelques navires aragonais, chargés sans doute de faire une démonstration de force en tâchant de reprendre les Kerkennas, furent dispersés par les vaisseaux ifrikiyens<sup>243</sup>. Ce fait d'armes, de faible importance, suffit à exaspérer les deux orgueils en présence: Abou-Bekr y trouva une raison pour minimiser la force aragonaise, et l'Ambassadeur Guillermo de Clariana, se voyant en une situation peu favorable au progrès de ses négociations à aspect impératif, prit l'initiative de les rompre. Et tout échoua.

Sur le point de reprendre à la veille de la mort d'Abou-Bekr, puis ajournée à diverses reprises pendant les péripéties du conflit Hafside-Mérinides qui suivit la mort du grand roi tunisien<sup>244</sup>, l'offensive diplomatique de *Pedro IV* culmina en 1359-1360. Les Marocains venaient d'être rejetés par les Hafside en Algérie Centrale, mais restaient menaçants; le Roi d'Aragon voulut profiter des inquiétudes qui subsistaient dans l'esprit des gouvernants tunisiens: par l'intermédiaire d'un nouvel ambassadeur, Francés Sa Costa, il fit proposer au Khalife Abou-Ishaq II<sup>245</sup> le renouvellement des vieux traités économiques tuniso-aragonais; les négociations furent assez rapides et la Cour Hafside accepta le texte proposé. Fait prodigieux que la conclusion de ce traité, le 15 janvier 1360<sup>246</sup> *Pedro IV* y obtint en effet le tribut depuis si longtemps rêvé par sa dynastie; à un taux minime certes et sans que le mot fût prononcé; mais qu'importe! La coutume, suivant les justes prévisions de *Jaime II*, a créé le Droit: les représentants de la Couronne d'Aragon dans les Douanes ifrikiyennes per-

241. Cf. supra p. 82.

242. Cf. García Figueras, op. cit., p. 74; ce Benito Blancas est l'ancien Consul de Majorque à Bougie dont le nom est parfois transcrit Bernat Benencasa (Cf. supra p. 45).

243. Cf. supra p. 56.

244. Cf. supra p. 13.

245. Cf. supra p. 14.

246. *Documentos árabes...*, pp. 315 sq., et A. I. E. C., 1909, pp. 251 sq.



cevront chaque année 2.000 dinards d'or «*del cuiño grande sesentino*», à condition que les droits acquittés par les marchands catalans s'élèvent à 4.000 dinards. Il est bien précisé que si les importations et exportations faites par les sujets «chrétiens ou juifs» de *Pedro IV* et soumises aux droits ne sont pas assez élevés, la Couronne d'Aragon ne touchera pas les 2.000 dinards prévus: elle se contentera de l'exacte moitié des droits acquittés. Par contre, si ces droits dépassent 4.000 dinards, la Couronne d'Aragon ne percevra tout de même que 2.000 dinards, sauf s'il y a eu des déficits les années précédentes.

En somme, les Hafsides finissaient par admettre (au moins pour les 10 années de validité du traité) les vieilles et embrouillées réclamations monétaires des Aragonais; la victoire de *Pedro IV* était d'autant plus grande que les exportations faites par les Catalans entraient en ligne de compte; d'ailleurs, ces diverses stipulations créant un lien entre les paiements tunisiens à l'Aragon et le commerce catalan en Ifrikiya, étaient de nature à favoriser l'activité économique des états hafsides. Il y avait donc bénéfice pour les deux camps.

N'empêche que la balance penchait du côté aragonais; une disposition annexe au traité le confirme: à la demande du *Khalife*, il fut décidé, en février, que les prêts des navires catalans reprendraient et au taux de 1.000 dinards d'or par mois et par bateau<sup>247</sup>. Taux considérable! presque le double du taux de 1309, presque le quadruple de celui de 1323<sup>248</sup>. Rien ne démontre plus clairement jusqu'à quel point les Hafsides avaient alors besoin des Aragonais; en une période si inquiétante pour eux, il est normal qu'ils aient cédé sur la question du tribut.

Or, une fois de plus, les beaux succès diplomatiques de *Pedro IV* ne furent que rêves. En effet, bien qu'il eût scellé le traité de janvier, le *Khalife* n'admit jamais de le mettre à exécution pour ce qui était des versements annuels de ses Douanes au Trésor Aragonais! Peut-être n'avait-il cédé sur ce point que pour avoir une chance de plus d'obtenir l'aide navale catalane; mais de regrettables incidents espagnols fratricides vinrent brusquement porter à la cause aragonaise un coup aussi dur que l'avait fait en 1345 l'échec de Moncada:

Contre les Mérinides, les Hafsides s'étaient réconciliés avec leurs vieux adversaires communs les Zeyanides chassés d'Algérie Occidentale et Centrale; un des princes de cette antique dynastie tlemcennienne était réfugié dans la région des confins algéro-tunisiens; Abou-Ishaq II et le grand vizir Ibn-Tafraguin lièrent partie avec lui, comprenant que le clan zeyanide était une force non-négligeable pour susciter des troubles en Algérie contre les Mérinides. Et c'est en faveur de cette coalition du roi hafside et du prétendant zeyanide que fut sollicitée très vite l'aide navale cata-

247. *Documentos árabes...*, p. 321, et *A. I. E. C.*, 1909-1910, p. 257.

248. Cf. *supra* p. 81; sur les rapports entre dinards d'or et doubles d'or, cf. *supra* notre note 10 et p. 15

lane (1360). Dans ces conditions, quatre galères furent envoyées à Bône par *Pedro IV* sous le commandement de Mateo Mercer, elles étaient prêtées à un taux plus élevé encore que celui prévu en février<sup>249</sup> : 1.100 doubles par bateau et par mois<sup>250</sup>. Or, la guerre faisait alors rage entre Castille et Aragon (guerre de 1356-1361 entre les deux rois *Pedro*). Et voici que sur les traces de la petite escadre aragonaise fonda dans le port de Bône un redoutable corsaire castillan nommé «El Zorro»! Un violent combat s'engagea; les Aragonais eurent le dessous; la panique les gagna; ils essayèrent de s'enfuir à terre; ils ne le purent et furent presque tous tués ou capturés par les Castillans. Cette cruelle lutte entre fils de la même religion et de la même race, sur les rives de l'Afrique infidèle, eut de graves répercussions. On croit en effet entrevoir dans cet événement désastreux pour le prestige catalan, la cause de la non-application par les Hafsides des clauses fiscales du traité de janvier 1360.

De regrettables querelles entre Castillans et Aragonais rendirent donc vain et éphémère le beau succès diplomatique que *Pedro IV* avait réussi à obtenir au début de 1360 à la faveur des difficultés dans lesquelles se débattaient les Hafsides. Et la question du «tribut» resta pendante<sup>251</sup>.

\* \* \*

De ces négociations, de ces décisions et des revirements qui les suivaient parfois, se dégage une impression d'obstination et d'acharnement: l'Aragonais et le Hafside rivalisaient d'ardeur et d'ingéniosité dans la défense de leurs intérêts financiers et des intérêts politiques qui s'y mêlaient. Souvent même, l'âpreté s'aggravait en une fâcheuse malhonnêteté; les incidents de 1360 montrent que le Khalife n'hésitait pas à traiter en «chiffon de papier» des traités où il avait solennellement apposé son sceau. D'autres confuses histoires prouvent qu'au gré des circonstances les chrétiens démontraient un aussi regrettable manque de scrupules. Rien de plus typique à cet égard qu'une ténébreuse affaire que l'on peut nommer «l'Affaire Sarrian»:

En 1308, le roi *Jaime II* d'Aragon servit d'intermédiaire entre son frère *Don Fadrique* de Sicile et le Khalife Mohamed II de Tunis, pour des négociations de paix. Une ambassade catalane arriva à cet effet à la cour hafside; son chef était un grand personnage aragonais, Bernat de Sarrian; il était accompagné d'un autre sujet de *Jaime II*, Jaime de Ladón, et d'un émissaire du roi *Fadrique*, Alamán Sefra; celui-ci était nanti d'une lettre autorisant Sarrian à négocier et à conclure avec le Khalife au nom de

249. Cf. supra p. 85.

250. Cf. García Figueras, op. cit., p. 75: la différence des prix provient peut-être de ce que cette escadre venait aider le prétendant zeyanide et que de plus dures conditions financières avaient été faites à celui-ci par *Pedro IV*.

251. En 1366, *Pedro IV* envoya encore une nouvelle ambassade dirigée par Guillermo Roch pour renouer les négociations. Cf. García Figueras, p. 76, et Zurita, *Anales de la Corona de Aragón*, t. II, p. 344 (Zaragoza, 1668).

la Sicile<sup>252</sup>. Tout alla bien: la paix fut décidée et rédigée; suivant la vieille tradition sicilo-tunisienne, le Khalife accepta d'«acheter la paix» en consentant à payer le fameux tribut dans lequel il voyait une garantie de relations pacifiques<sup>253</sup>. Sarrian toucha 8.000 grands doubles et 30.000 doubles ordinaires à charge de les apporter au roi de Sicile qui n'avait plus qu'à ratifier le traité en recevant cet argent<sup>254</sup>. Or, ce traité sicilo-tunisien ne fut jamais ratifié par *Don Fadrique*! Et la paix entre les deux pays ne fut qu'un mot... Le Khalife Abou-Acida-Mohamed II fut naturellement furieux de cette véritable escroquerie. Il se sentait alors trop faible<sup>255</sup> pour réagir par la force; aussi biaisa-t-il; d'une part, il essaya de faire arranger les choses par *Jaime II*, qui avait été l'intermédiaire officiel pendant les négociations et dont Sarrian était le sujet; d'autre part, il envoya un ambassadeur à Palerme; *Fadrique* fit attendre en vain ce personnage pendant quatre mois puis le renvoya à Tunis sans avoir ratifié le traité. Le Khalife pleura encore plus sur l'argent perdu que sur la paix et demanda au moins à être remboursé. Il envoya à *Jaime II* des lettres contresignées par les Consuls d'Aragon, de Gênes, de Venise et de Pise, attestant que les 30.000 et 8.000 doubles avaient effectivement été payés à Sarrian et qu'il y avait eu abus de confiance. *Jaime II* resta impassible<sup>256</sup>.

Il semble bien que Sarrian avait effectivement transmis à *Fadrique* les sommes touchées, au moins dans une grosse part<sup>257</sup>; mais pour ne pas heurter de front la dynastie catalane, Mohamed II s'en prit à Sarrian; et *Fadrique* lui-même affecta peut-être de rejeter sur celui-ci la responsabilité du «vol», afin d'en finir avec les réclamations et protestations ifrikien-nes<sup>258</sup>.

Sur ces entrefaites, le Khalife Mohamed II mourut et son cousin le roi de Bougie Jalid I<sup>er</sup> lui succéda sur le trône tunisien (1309)<sup>259</sup>. Ce fut tout de suite là un bon argument pour ceux que l'on peut nommer les trois complices: *Jaime II*, *Fadrique* de Sicile et Sarrian. En effet un parti tunisien antibougieote contesta la légitimité du nouveau souverain. Celui-ci, peut-être pour parer en quelque mesure aux menaces intérieures qu'il sentait sourdre contre lui, fit alors tenter une nouvelle descente sur Djerba pour en chasser les Catalans (1310); l'entreprise fut malheureuse pour les Musulmans<sup>260</sup>, et les Cours d'Aragon et de Sicile trouvèrent dans cet événement une raison nouvelle de ne pas rembourser «la somme Sarrian». L'année suivante, toujours d'une manière très favorable pour les Catalans,

252. Cf. *Documentos árabes...*, pp. 273 sq. et 279.

253. Cf. supra p. 53.

254. Cf. *Documentos árabes...*, p. 273.

255. Cf. p. 54; il venait de subir à Djerba une défaite qui explique précisément qu'il ait demandé la paix en 1308.

256. Cf. *A. I. E. C.*, 1907, p. 205.

257. Cf. *A. I. E. C.*, 1907, ibid., et *A. I. E. C.*, 1909-10, p. 226.

258. Cf. *Documentos árabes...*, pp. 279 sq.

259. Cf. supra p. 13.

260. Cf. supra p. 54.

la révolte victorieuse d'Al-Lihyani abattit Jalid I<sup>er</sup> et mit sur le trône ifrikien le fameux usurpateur (1311).

Ces révolutions de palais et de harem étaient merveilleuses pour l'affaire Sarrian. Comment et pourquoi aurait-on remboursé Jalid accusé par certains de ses sujets d'être un usurpateur, un «voleur de trône»? tel fut le facile alibi catalan de 1309 à 1311; puis après 1311, on eut beau jeu de le retourner contre Al-Lihyani<sup>261</sup>. Mais naturellement la notion de continuité de l'état tunisien était opposée par les souverains musulmans aux faux-fuyants catalans: en 1311 puis en 1314 Al-Lihyani réclama encore et en vain les sommes «détournées par Bernat de Sarrian»<sup>262</sup>.

Avec une subtilité toute orientale; les Tunisiens rejetèrent de plus en plus complètement la faute sur l'ambassadeur catalan; il était pourtant invraisemblable de supposer que *Jaime II* et *Fadrique* eussent supporté que le négociateur ne leur versât pas ce qu'il avait manifestement touché pour eux!

A la veille de la conclusion du traité tuniso-aragonais de 1314<sup>263</sup>, «l'affaire Sarrian» apparaissant encore comme une pierre d'achoppement, les représentants de *Jaime II* l'éludèrent à leur tour avec habileté en promettant, au nom du Roi, que Sarrian serait puni *s'il y avait lieu*, mais que pour l'instant rien ne pouvait être fait contre lui car il était en Sicile... Les Tunisiens feignirent d'être satisfaits par ces concessions apparentes et purement verbales: ils conclurent le traité de 1314 en admettant qu'il n'y fût pas question de la somme «détournée par Sarrian»<sup>264</sup>.

Cette histoire est symbolique; on y voit la complicité occasionnelle des souverains et de leurs négociateurs: les âpretés et les abus de confiance des uns et des autres s'enchevêtraient et n'étaient pas toujours faciles à distinguer. On peut souvent se demander si certaines manœuvres frauduleuses d'ambassadeurs ou de consuls venaient de leurs initiatives propres ou étaient l'application de consignes précises dictées par les gouvernants; sans doute les deux facteurs se mélangeaient-ils. En 1362, par exemple, on vit encore la cour de Tunis accuser l'ambassadeur aragonais Francés Sa Costa d'exiger certaines sommes d'une manière indue et déloyale<sup>265</sup>, grave reproche venant se greffer sur la non-application du traité de 1360<sup>266</sup>, sur un renouveau de la piraterie<sup>267</sup> et sur de confuses contestations entre l'Aragonais Jaime de Coniles et le Khalife Abou-Ishaq II, co-propriétaires d'un bateau!<sup>268</sup>

261. La question de la légitimité de Jalid I<sup>er</sup> et de l'illégitimité de Al-Lihyani ne nous semble pas faire de doute; dans l'état islamique qu'était l'état hafside l'avènement de Jalid était complètement valable (Cf. supra p. 13); mais la propagande faite par Al-Lihyani embrouilla si bien la question que Giménez Soler lui-même s'y est laissé prendre: il nomme Jalid «usurpateur» (A. I. E. C., 1907, pp. 206 sq.).

262. Cf. *ibid.*, et *Documentos árabes...*, pp. 279 sq.

263. Cf. supra p. 34.

264. Cf. A. I. E. C., pp. 206 sq.

265. *Documentos árabes...*, pp. 328 sq.

266. Cf. supra p. 86.

267. Cf. supra p. 61.

268. Cf. supra p. 63.

En rapprochant ces quelques faits, en se rappelant la coexistence de ces divers éléments de dispute, on comprend mieux par quels petits cheminements et au milieu de quelles embûches devait progresser l'offensive diplomatique aragonaise que *Jaime II* et *Pedro IV* menaient par à-coups et au gré des circonstances, dans le sillage de *Pedro III*.

L'atmosphère de cette lente et curieuse histoire est toute orientale, pleine de senteurs phéniciennes et byzantines. Derrière 1.000 doublons s'entrevoyait une vassalité, derrière la silhouette d'un bateau s'esquissaient des rêves d'impérialisme méditerranéen. Ces enivrantes griseries échauffées par le soleil d'Afrique, parmi les ruines carthaginoises et romaines formaient le halo magique de discussions souvent sordides. Pour suppléer à l'insuffisance pittoresque des textes, on peut reconstituer par la pensée le cadre des interminables contestations: maisons arabes aux tentures et aux tapis éclatants, jardins parfois égayés par le doux murmure d'un ruisseau et d'eau et traversés par de silencieux serviteurs qui étaient les intermédiaires inévitables pour toutes les entrevues et pour tous les accords; n'oublions pas qu'il était souvent utile de gagner peu à peu la confiance d'esclaves.

Rien de plus difficile que de mener des négociations dans ce milieu. Auprès du Khalife Hafside se trouvaient de puissants personnages et d'abord les dix grands cheiks des Almohades représentants et chefs des tribus berbères d'origine marocaine arrivées en Ifrikiya avec les Almohades; parmi ces cheiks, trois étaient particulièrement importants: celui de l'armée, celui du trésor et celui qui dirigeait les services de la Cour et de la Chancellerie. Chacun de ces personnages était une force influente, une force à ménager. Il en était de même de leurs adjoints, les vizirs, hommes de plume, généralement recrutés dans la bourgeoisie locale, souvent d'origine quelconque et d'une grande ambition. Et il y avait aussi tout le *ahl el dar*, c'est-à-dire tous les «gens de la maison» du prince: l'entourage intime, les serviteurs de confiance, la garde personnelle, des jeunes gens de famille, généralement fils de cheiks.

Combien d'intrigues et de contre-intrigues ne s'esquissaient-elles pas au milieu des politesses doucereuses des *salamaleks*! Combien de confidents, de vizirs et de cheiks ne devaient-ils pas être gagnés ou au moins neutralisés, et souvent à prix d'or, par les négociateurs désir eux d'arracher au Khalife une décision favorable!

La souplesse d'esprit des Catalans avait là un merveilleux terrain d'action... mais on comprend facilement que ces conditions n'étaient guère favorables à l'obtention de résultats durables.

Quand de grands princes tel Abou-Bekr ou de grands ministres tel Ibn-Tafraguin dirigeaient avec autorité la Monarchie Hafside, les intrigues de cour perdaient de leur importance, mais les gouvernants veillaient alors attentivement à éviter toute intromission européenne trop accentuée dans les affaires ifrikiyennes. Quand, au contraire, la faiblesse du souve-

rain laissait le champ libre aux ambitions étrangères, le jeu toujours facile des manœuvres et des contre-manœuvres auprès d'éphémères favoris rendait les succès instables et favorisait autant que les Aragonais leurs rivaux italiens. Des ouvrages de Pénélope se tissèrent et se défirent ainsi au cours d'innombrables jours et nuits de la Tunis hafside.

### III) CONCLUSIONS SUR LA VALEUR DE LA POLITIQUE TUNISIENNE DE L'ARAGON AUX XIII<sup>ème</sup> ET XIV<sup>ème</sup> SIÈCLES

Les arabesques de l'histoire politique que nous venons de conter se brodent sur le fond plus uniforme des relations économiques tuniso-aragonaises. Aussi leurs variations font-elles naître dans l'esprit du chercheur une question capitale: les visées politiques ne nuisaient-elles pas à l'activité commerciale? Les résultats que l'on peut inscrire à l'actif de la diplomatie des souverains aragonais n'avaient-ils pas un fâcheux contre-coup sur le commerce entre les deux pays?

Chaque révolution de palais, chaque insurrection de tribu, chaque affaiblissement de la puissance centrale hafside pouvaient faciliter le maintien ou la réapparition de la domination catalane dans les îles, la signature de traités économiques avantageux, l'acceptation de tributs déguisés et symboliques, la libération de captifs; mais cette instabilité et cette faiblesse n'étaient-elles pas en même temps source de suspicions, d'exactions, de ruptures d'engagements, de pillages et de piraterie, tous éléments contraires à la confiance réciproque et à la paix si nécessaires au commerce?

La tradition léguée par *Pedro III*, «faciliter l'anarchie tunisienne», avait une incontestable valeur politique que *Jaime II* et *Pedro IV* surent utiliser, mais elle avait une contre-valeur au point de vue commercial.

On est obligé de conclure avec réserve, même avec scepticisme, devant ce bilan, puisqu'aucun résultat politique durable ne fut jamais atteint ni par *Jaime II* ni par *Pedro IV*, alors que *Pedro III*, lui, avait réussi l'annexion des Kerkennas et de Djerba.

VALEUR IMMÉDIATE. — Pour mieux serrer le problème de la valeur de la politique tunisienne de l'Aragon, projetons-le sur le plan des relations internationales générales de l'époque dans le monde méditerranéen occidental; outre la double monarchie hafside, il y avait alors trois importants noyaux musulmans: le royaume zéyanide de Tlemcen, le Maroc mérinide et le royaume de Grenade. Etant donné que le royaume de Grenade eût dû être logiquement l'ennemi principal et immédiat des rois chrétiens d'Espagne, une politique d'alliance entre Aragonais et Mérinides eût été concevable; elle eût entraîné un accord avec les Hafsides contre les Zéyanides, ennemis communs inévitables des Marocains et des Tunisiens. Mais la réalité politique est en tout temps autrement complexe et mouvante que les apparents impératifs géographiques! Certes, par instants, l'intelligence lointaine que nous avons de la mêlée internationale de cette

époque est heureusement satisfaite: aux alentours de 1310, par exemple, la Couronne d'Aragon et la monarchie mérinide se déclaraient solennellement et solidement alliées; elles allaient jusqu'à affirmer que leurs forces pouvaient être tournées contre tous les princes maures du monde<sup>269</sup>; derrière cette formule emphatique se cachait la précise réalité d'une entente étroite contre le roi de Grenade; et son sens en était précisé par l'aide que les Aragonais apportaient au même moment (1309-1315) aux Hafsides contre les Zeyanides<sup>270</sup>. Mais cette formule ne fut pas constante: la scission de l'état hafside en deux moitiés, parfois en lutte l'une contre l'autre, compliqua la question, brouillant l'alternance géographique des états ennemis et amis. Et surtout, la politique sicilienne, qui entraînait logiquement des chocs entre Catalans et Hafsides, renversait à tout moment les données du problème. L'état hafside ne fut donc pour les Aragonais ni un constant ennemi, ni un constant point d'appui. Leur politique tunisienne ne fut pas continue: pour l'empire catalan méditerranéen, la question sicilienne était autrement importante! Et sur le plan proprement ibérique, Grenade pouvait être un objectif plus primordial que l'Ifrikiya...

En évoquant ces circonstances générales, on discerne mieux le caractère secondaire et relatif de la politique tunisienne de l'Aragon. C'est pour cette raison, autant qu'à cause des difficultés proprement ifrikiyennes, que les résultats immédiats furent bien faibles: non seulement ni vassalisation, ni christianisation, ni asservissement financier, mais même pas d'alliance bien établie et profitable.

Ce qui prédomina dans la politique de l'Aragon envers Tunis ce fut, somme toute, la méfiance et l'inimitié voilées, c'est-à-dire la tradition léguée par *Pedro III*. Un roi comme *Alfonso III*, c'est-à-dire un roi qui n'eut guère de politique africaine, ne se tourna vers l'Ifrikiya que pour l'affaiblir: en 1289 il envoya son escadre soutenir une révolte tripolitaine en faveur d'un prétendant almohade nommé Othmann contre le Khālife Abou-Hafs; elle ne put donner la victoire aux révoltés et à leur candidat, mais elle bombarda Mahdia et saqua en plusieurs points le littoral tunisien<sup>271</sup>. Ce fait isolé est un exemple typique de manifestation vaine et maladroite; il y eut plus d'un à-coup de cette sorte dans les relations tuniso-aragonaises...

Enfin, autre élément d'incertitude et d'amoindrissement, la constante hostilité entre Gênes et l'Aragon ne cessa de se répercuter en Tunisie: Catalans et Génois poursuivaient, là comme ailleurs, des visées concurrentes dont les Ifrikiyens tiraient profit. Nous savons que les Génois

269. Cf. Mas-Latrie, op. cit., p. 304.

270. Cf. Mas-Latrie, op. cit., pp. 321-322; et *Encyclopédie de l'Islam*, article «Bougie»; et aussi, supra p. 82. (Les Zeyanides prirent Alger en 1312, assiégèrent Bougie en 1310, 1316, 1318-19, à la faveur de la révolte d'Al-Lihyani. Nous disons «à la faveur de la révolte d'Al-Lihyani», en dépit des passagères et hypothétiques affirmations d'amitié et d'alliance prodiguées par l'usurpateur tunisien au Hafside bougieote Abou-Bekr; cf. A. I. E. C., 1909-1910, p. 233.)

271. Cf. García Figueras, op. cit., p. 66.

n'hésitaient pas à aider la Tunisie contre les Catalans<sup>272</sup>; il leur arriva aussi plus d'une fois de renoncer à entreprendre des expéditions contre Tunis par crainte de se heurter à l'Aragon... sans que les successeurs de *Pedro III* pussent pour autant se transformer en véritables protecteurs de l'Ifrikiya.

Bref, la politique tunisienne des Rois d'Aragon des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles n'eut guère de valeur immédiate: rêves et plans contradictoires en furent les données les plus fréquentes.

VALEUR D'AVENIR. — Par contre, ces étincelants mirages africains qui fascinèrent les Catalans ont eu un grand mérite: tendre les énergies, les bien orienter, maintenir dans ce qu'elle avait de plus fondamental la tradition de *Pedro III*: *Avoir une politique africaine*. Que celle-ci ait été de faible valeur, peu importe! Elle fut, et c'est là l'essentiel.

La période 1262-1377 forme le premier chapitre de la politique africaine des Espagnols; c'est pourquoi elle est intéressante à étudier. C'est pourquoi elle présente, malgré tout, une unité profonde. C'est au cours de ces cent-quinze années que prit forme la politique africaine de l'Aragon.

Née des grandes victoires de *Jaime el Conquistador*, de la *reconquista* des Baléares et de Valence, cette politique africaine était scur des aspirations impériales et italiennes qui jaillirent du mariage de Constance de Hohenstaufen avec le futur *Pedro III* (1262). Ce fut ainsi précisément, paradoxalement, par la question sicilienne, *par l'Est*, que l'Aragon s'accrocha pour la première fois à la terre d'Afrique. Et ce fut peut-être là un malheur pour la politique africaine de l'Espagne. *Pedro III* semble l'avoir obscurément senti: il s'efforça en vain d'agir en Afrique en Roi d'Aragon et non en Roi de Sicile<sup>273</sup>. Ses grands successeurs *Jaime II* et *Pedro IV* restèrent fidèles à ce sentiment: c'est une influence ibérique et non une influence italienne qu'ils essayèrent d'implanter en Ifrikiya. Les circonstances, en séparant les couronnes d'Aragon et de Sicile, servirent cette hispanisation de la politique catalane en Afrique: ce fut au point de vue de Barcelone et non à celui de Palerme que les ambassadeurs et les consuls de *Jaime II* et de *Pedro IV* eurent la possibilité de se placer<sup>274</sup>. C'était là un avantage pour les progrès de l'influence politique religieuse et économique de l'Aragon en Afrique. Il fut malheureusement constamment brouillé par les interférences siciliennes.

La date de 1377 marque le moment où ces interférences siciliennes finirent par l'empêcher: c'est en cette année que mourut le roi *Fadrique III* de Sicile, ne laissant comme héritière qu'une fille de 10 ans: *Maria*. Aussitôt *Pedro IV*, beau-père de *Fadrique III* et grand-père maternel de cette jeune *Maria*, se proclama roi de Sicile en alléguant une clause du testament de *Fadrique II* excluant les femmes de la succession royale.

272. En 1382, par exemple (Cf. supra p. 56).

273. Cf. supra p. 31.

274. Cf. supra p. 52.



Il fit venir en Espagne sa petite-fille, que les Siciliens appelaient déjà leur reine *Maria*, et pour calmer les désirs d'indépendance de l'île, il en nomma «Vicaire Général» son second fils: *Martin el Humano*<sup>275</sup>. Désormais la politique tunisienne de l'Aragon se déroula complètement sous le signe sicilien. Ce ne fut pas un bien: en raison de la vieille et inévitable inimitié entre la grande île italienne et l'Ifrikiya, les rapports se tendirent. Cette évolution n'eût été avantageuse que si les hostilités avaient abouti à une victoire; or il n'en fut pas ainsi: les «croisades» qu'entreprit *Martin el Humano*, en 1398-99, furent sans grands résultats et même pratiquement des échecs. De même plus tard le grand *Alfonso V*, le conquérant de Naples, échoua dans ses entreprises contre les Kerkennas et contre Djerba.

1377 marque donc un changement d'orientation: à l'époque typiquement «aragonaise» des tentatives d'influence indirecte et de partiel assujettissement financier, succéda une phase «sicilienne»: celle des attaques frontales, renouvellement des campagnes de *Pedro III* et de Roger de Lauria. Mais ces attaques «siciliennes» furent aussi vaines que les manœuvres «aragonaises» et affaiblirent certainement l'influence morale que les Catalans avaient en Ifrikiya.

En se plaçant au point de vue de la civilisation occidentale, l'historien est en droit de se demander s'il eût pas mieux valu que les Aragonais s'orientassent davantage vers l'Afrique que vers l'Italie. Mais il a aussi un devoir: souligner que, malgré des failles, des faiblesses et des maladresses, *Pedro III* et ses grands successeurs ont été de valeureux initiateurs: sur les côtes et dans les îles tunisiennes, ils ont frayé le chemin que suivirent au XVI<sup>ème</sup> siècle les armées et les flottes de Charles-Quint en lutte contre les Turcs.

Le nom du grand empereur Habsbourg est resté gravé dans l'histoire de Tunis et dans celle de Djerba. Il serait juste qu'il en fût de même pour les noms de ses précurseurs *Pedro III* et Roger de Lauria, et même, en quelque mesure, pour ceux de ces obstinés «mainteneurs» d'influence que furent *Jaime II* et *Pedro IV*.

CHARLES-EMMANUEL DUFOURCQ

275. *Martin el Humano* (Roi d'Aragon de 1396 à 1410) maria sa nièce la reine *Maria* de Sicile (1377-1402) avec son propre fils *Martin el Joven*, qui devint ainsi le Roi *Martin I* de Sicile. En 1409, celui-ci mourut et *Martin el Humano* prit seulement alors le titre de Roi de Sicile (*Martin II*).

## BIBLIOGRAPHIE

### I) SOURCES

#### 1.º) Textes publiés:

- CAPMANY, *Antiguos tratados de paces y alianzas entre algunos reyes de Aragón y diferentes principes infieles de Asia y Africa desde el siglo XIII hasta el XV*, Madrid, 1786.
- CHAMPOLLION, FIGEAC et REINAUD, *Chartes inédites de la Bibliothèque Royale contenant des traités conclus en 1270, 1278, 1312 et 1339 entre les rois de Majorque et les rois maures de Tunis, Alger et Maroc*, «Mélanges historiques», tome II<sup>a</sup>, pp. 71-121, Paris, 1843.
- MAS-LATRIE, *Traité et documents concernant les relations des chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen-Age*, Paris, 1866.
- FINKE, *Acta Aragonensia*, 3 volumes, Berlin-Leipzig, 1908-1922.
- A. GIMÉNEZ SOLER, *Documentos de Túnez del Archivo de la Corona de Aragón*, «Anuari de l'Institut d'Estudis Catalans», 1909-10, pp. 210-259, Barcelona.
- ROBERT BRUNSCHVIG, *Documents inédits sur les relations entre la Couronne d'Aragon et la Berbérie Orientale au XIV<sup>ème</sup> siècle*, publiés dans les «Annales de l'Institut d'Études Orientales» et en tirage à part, Paris, 1936.
- MAXIMILIANO ALARCÓN SANTÓN y RAMÓN GARCÍA DE LINARES, *Los documentos árabes diplomáticos de la Corona de Aragón*, Madrid, 1940.

#### 2.º) Chroniqueurs:

- BERNAT DESCLOT, *Crònica del rei En Pere*, éd. J. Coroleu, Barcelona, 1885.
- RAMÓN MUNTANER, *Crònica*, éd. A. de Bofarull, Barcelona, 1860, et éd. J. Coroleu, Barcelona, 1886.

### II) MANUELS GÉNÉRAUX FRANÇAIS ET ESPAGNOLS UTILES À CONSULTER

#### 1.º) Histoires générales:

- HALPHEN, *L'essor de l'Europe*, collection «Peuples et Civilisations», Paris, 1931; 2<sup>ème</sup> édition, Paris, 1940.
- FAWTIER, tome VI (première partie) de l'*Histoire du Moyen-Age*, de la «Collection Glotz»: *L'Europe occidentale de 1270 à 1380*, Paris, 1940.

#### 2.º) Histoires de l'Espagne et de la Catalogne:

- A. DE BOFARULL, *Historia de Cataluña*, tomo III, Barcelona, 1876.
- ALTAMIRA, *Historia de España*, tomo I, Barcelona, 1909.
- BALLESTEROS, *Historia de España*, tomo III, Barcelona, 1922.
- SOLDEVILA, *Història de Catalunya*, tomo I, Barcelona, 1934.

#### 3.º) Histoires du monde musulman:

- L'Encyclopédie de l'Islam*, 4 volumes, Leyde-Paris, 1908-1934.
- GSELL, G. MARÇAIS et YVER, *Histoire d'Algérie*, Paris, 1929.
- CH. A. JULIEN, *Histoire de l'Afrique du Nord*, Paris, 1931.

### III) LIVRES ET ARTICLES TRAITANT DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE L'ARAGON ET DU COMMERCE CATALAN EN AFRIQUE DU NORD

#### 1.<sup>o</sup>) Études générales écrites du point de vue de l'histoire internationale ou nord-africaine:

MAS-LATRIE, *Relations et commerce de l'Afrique septentrionale avec les Nations Chrétiennes au Moyen-Age*, Paris, 1886.

A. BEL, *Histoire des Beni-Abdelwad (les Zeyanides), rois de Tlemcen*, Alger, 1904.

A. SAYOUS, *Le commerce des Européens à Tunis*, Paris, 1929.

R. BRUNDSCHWIG, *La Berbérie Orientale sous les Hafsides, dès origines à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1940.

#### 2.<sup>o</sup>) Études d'histoire économique ou militaire:

CAPMANY, *Memorias sobre la marina, comercio y artes de Barcelona*, Madrid, 1779-1792.

A. GIMÉNEZ SOLER, *Caballeros españoles en Africa*, «Revue Hispanique», tome XII, Paris, 1905, pp. 299-372.

A. GIMÉNEZ SOLER, *Episodios de la historia de las relaciones entre la Corona de Aragón y Túnez*, «Anuari de l'Institut d'Estudis Catalans», 1907-08, pp. 195-224, Barcelona.

A. GIMÉNEZ SOLER, *El comercio en tierra de infieles durante la Edad Media*, «Boletín de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona», 1910, tome V, pp. 171-199, 287-298 et 521-524, Barcelona.

J. MIRET Y SANS, *Notes sobre la expedició del rey Pere lo Gran a Berberia*, «Boletín de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona», 1913-14, tome VII, pp. 354-360, Barcelona.

A. SAYOUS, *Les méthodes commerciales de Barcelone aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles*, «Estudis Universitaris Catalans», tome XVI, pp. 155-198; tome XVIII, pp. 209-236, Barcelona, 1931-1933.

#### 3.<sup>o</sup>) Études d'ensemble au point de vue espagnol:

C. MIRALLES DE IMPERIAL, *Relaciones diplomáticas de Mallorca y Aragón con el Africa septentrional durante la Edad Media*, Barcelona, 1904 (très insuffisant).

T. GARCÍA FIGUERAS, *Presencia de España en Berberia Central y Oriental*, Madrid, 1943.

## APPENDICE

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DES ROIS CATALANS D'ARAGON  
ET DE SICILE DE 1213 À 1410